

Vincent Reynouard et Marie Pererou

LES
PROCÉDÉS RÉVOLTANTS
UTILISÉS PAR LES VAINQUEURS
À NUREMBERG



Suivi de...

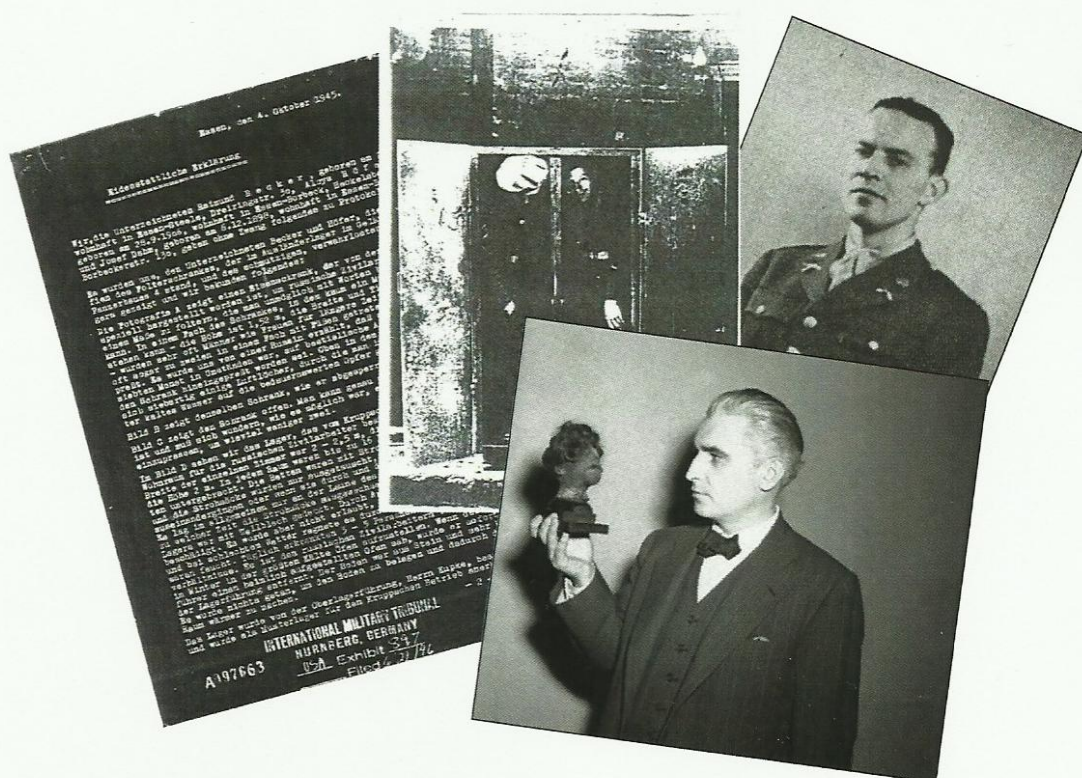
Réponse à une chrétienne antiraciste

et

**Église et antisémitisme :
la portée réelle d'une condamnation**

A Nuremberg, les vainqueurs manquaient cruellement de documents afin d'étayer leurs accusations mensongères contre les vaincus. Afin de pallier cette absence, ils produisirent des « témoignages » et des « aveux » censés remplacer les « ordres criminels ». C'est ainsi qu'on vit défiler à la barre (soit physiquement, soit par l'intermédiaire de déclarations écrites) des gens venus « attester » l'existence d'un ordre de massacrer trente millions de Slaves, d'exterminer les juifs, de cesser les gazages homicides, etc. Aujourd'hui encore, les historiens mentionnent ces prétendus ordres, non en citant les originaux (et pour cause, ils n'ont jamais existé), mais en se référant aux « témoignages » entendus à Nuremberg.

Dans cette brochure, Vincent Reynouard et Marie Pererou s'appuient sur les comptes rendus du « procès » de Nuremberg et sur des documents inédits jusqu'à ce jour pour démasquer les agissements révoltants des vainqueurs.



Vous souhaitez connaître l'ensemble de nos publications ? Vous voulez lire gratuitement d'anciens numéros de notre revues ainsi qu'une partie de nos brochures déjà parues ?

Commandez **gratuitement** notre catalogue interactif (sur CD-rom) à l'adresse ci-dessous :

M. Urbain Cairat - C.P. 1528 - CH-1820 MONTREUX

Référence catalogue : B94

Prix: 10 €

Pour présenter ce numéro...

UNE ROUTE TOUTE TRACÉE

par Marie Pererou

Après l'Allemagne, les « pavés pour la Mémoire » ont fait leur apparition en Belgique. Faits en laiton, ils sont enchâssés dans le trottoir, devant l'ancienne résidence de Juifs ou de Tziganes disparus en déportation. Le passant peut y lire l'identité du déporté, son année de naissance,

la date de son arrestation, les camps par lesquels il est passé et, enfin, la date — officielle — de sa mort. D'après *Contact J*, plus de 9 000 pavés ont déjà été posés dans plus de 190 villes d'Allemagne, cinq viennent de l'être à Bruxelles et le « concept a été repris aussi en Hongrie, en Autriche et en Hollande »*.



Les pavés de la Mémoire

* Voy. *Contact J*, juin 2009, p. 12.

Tout porte donc à croire qu'à moyen terme, des dizaines de milliers de cubes en laiton gravés brilleront sur les trottoirs des villes européennes. A 300 € la pose (prix qui tient compte « de la fabrication et de la pose des pavés, de l'organisation de la cérémonie, des recherches administratives » ; *ibid.*, p. 13), cela représentera plusieurs dizaines de millions. Mais il est vrai que le monde de la « Mémoire » ne connaît pas la crise économique. Dernier exemple en date : la Ville de Paris vient de débloquent 100 000 € pour « préserver le plus grand cimetière de la Shoah, menacé d'un lent effondrement » (voir ci-contre)*.

100 000 EUROS POUR RÉNOVER AUSCHWITZ
Les élus du Conseil de Paris ont décidé de débloquent 100 000 euros pour participer au financement du réaménagement du camp d'Auschwitz-Birkenau. Ce vœu, présenté par le conseiller UMP Jérôme Dubus, entend « préserver le plus grand cimetière de la Shoah, menacé d'un lent effondrement ».

Pas de crise économique pour la Mémoire

Ces pavés viendront s'ajouter aux musées, aux monuments, aux stèles et autres plaques commémoratives visibles sur les façades de gares ou d'écoles. Petit à petit, ainsi, l'Europe deviendra un immense mémorial à ciel ouvert avec toujours le même message : « Souvenez-vous » ; « N'oubliez jamais » ; « Dites-le à vos enfants... » et patati et patata...

◆ LES ÉTERNELS INDÉCROTTABLES

Après cela, certains iront encore prétendre que l'« Holocauste » serait une question dépassée et sans enjeux actuels. Ces aveugles volontaires sont décidément indécrottables. Ne voient-ils pas qu'une contre-religion obligatoire naît sous leurs yeux ? Même un sociologue aussi « politiquement correct » qu'Alain Besançon en parle désormais explicitement (voy. R. Faurisson : « Alain

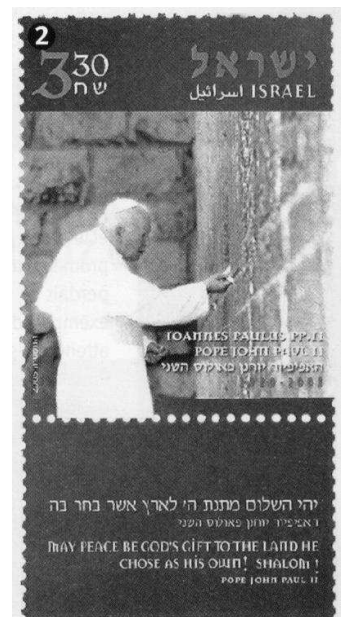
Besançon découvre la « religion de la Shoah » »).

◆ UN PIÈGE INEXORABLE

La religion catholique érigeait des calvaires aux carrefours ; la contre-religion de la Shoah a opté pour les pavés sur les trottoirs. Hier, on se découvrait devant le Christ en croix ; demain, on se découvrira devant les noms des « victimes de la barbarie nazie ». Car il ne faut pas se leurrer : une fois que vous avez adhéré au mythe de l'« Holocauste », vous devez faire vôtre la douleur — infinie, incomparable — des juifs. Ce fait est apparu

en pleine lumière lors de la visite de J. Ratzinger en Israël. Fidèle à son prédécesseur Karol Wojtyła (*alias* Jean-Paul II), Benoît XVI s'est rendu à Yad Vashem pour y brûler son grain d'encens à l'idole holocaustique. L'entité sioniste lui consacra-t-elle un timbre comme elle l'a fait pour Jean-Paul II ? Rien n'est moins

Timbre édité par Israël et montrant K. Wojtyła devant le Mur des Lamentations.



* Voy. *Direct Matin*, 8 avril 2009.



Mai 2009 : J. Ratzinger honore l'idole holocaustique. Malgré cela, le président de Yad Vashem n'est pas satisfait : J. Ratzinger « *n'a pas fait montre d'empathie envers le juif* » et n'a pas fait sienne la douleur juive...

sûr car ses discours, ses prières et ses exhortations à la vigilance n'ont pas satisfait le directeur de Yad Vashem, le rabbin Lau. *Contact J* dit pourquoï :

Le rabbin Lau estime que le Pape n'a pas fait montre d'empathie envers le peuple juif mais que Benoît XVI a plutôt manifesté sa compassion envers les souffrances de l'Humanité et il se pose la question suivante : « Pourquoi n'a-t-il pas seulement dit, je sais que vous avez souffert et votre douleur est la mienne ? »*.

Preuve que pour les fanatiques de la Mémoire, la souffrance du peuple juif reste unique et que sa douleur doit être ressentie par tous les dévots de la contre-religion de la Shoah. Dès lors, comment ne pas s'incliner respectueusement devant



chaque pavé de la Mémoire ? N'en doutons pas, c'est ce que tous les Européens déchristianisés seront un jour appelés à faire. Dans un article que nous publions plus loin,

Emmanuel Flavier expose cette logique infernale, conséquence nécessaire du mythe de l'« Holocauste ». Il adresse son message en premier lieu à tous les « cathos cons-cons » qui, pour des motifs divers, refusent de nous soutenir dans notre combat sans concession pour la vérité en Histoire.

◆ DES OBJECTIFS RAISONNABLES

Certains nous répondront : « Vous le dites, c'est un véritable déferle-

* Voy. *Contact J*, juin 2009, p. 14.

ment organisé à coups de millions d'euros. Comment s'opposer à un tel déluge ? Dans ces affaires, carence de moyens vaut absence de moyens. » Cet argument est vrai, mais dans une certaine perspective seulement. Il est bien évident que si l'objectif est de persuader les masses, nos moyens dérisoires rendent nos prétentions ridicules.

◆ LES GENS VEULENT CROIRE

J'ajoute que même si, soudainement, des dizaines de millions d'euros nous tombaient du ciel, la victoire n'en serait pas pour autant assurée. Car comme *Sans Concession* l'a déjà mainte fois écrit et comme les résultats des dernières élections en Europe l'ont confirmé (voy. mon article à ce sujet), nos concitoyens aiment cette société (puisque'ils votent toujours pour les mêmes). En conséquence, ils adhèrent *volontairement* à ses mythes et cautionnent — soit activement, soit par leur indifférence affichée — la persécution des révisionnistes. Sylvia Stolz ?



Ernst Zündel ? Horst Malher ? Germar Rudolf ? Herbert Verbeke ? « Bien fait pour ces antisémites » disent quelques-uns. « C'est sans doute exagéré » soupirent les autres, « mais que voulez-vous... Même s'ils

ont raison sur certains points, même si l'on a exagéré en 1945 et même si, aujourd'hui, les juifs en font trop, cela ne change rien au fond. Chambre à gaz ou pas, "Shoah business" ou pas, les gens ont atrocement souffert, ce qui rend le discours négationniste intolérable... Et puis, on ne peut tout de même pas défendre le nazisme qui reste une doctrine criminelle. »

Ce dernier discours, je l'ai entendu bien des fois au cours des discussions familiales ou à l'université. Je me rappelle notamment le jour où j'ai montré à l'un de mes oncles le livre de V. Reynouard *Le massacre d'Oradour. Un demi-siècle de mise en scène*. Il l'a pris, visiblement impressionné par son épaisseur, et me l'a rendu sans même l'avoir feuilleté, se contentant de lâcher : « Peut-être... mais cela ne change rien pour les SS ». Ce qui voulait dire : « Les Waffen SS sont des assassins. C'est un point définitivement acquis. Même s'ils n'ont pas massacré 600 civils à Oradour, ils en ont tué suffisamment ailleurs pour mériter le jugement porté contre eux. » Ailleurs... ? Ou, quand et dans quelles circonstances ? Mon oncle serait bien en peine de le dire. Mais il veut croire que les SS ont été des assassins. Dès lors, même si la thèse officielle du drame d'Oradour se révèle erronée, il souhaite continuer à la croire, non comme expression d'une réalité historique, mais comme symbole de la « barbarie nazie » exercée *partout ailleurs...*

◆ UNE EXPOSITION SYMPTOMATIQUE

Les exemples sont nombreux de cette Histoire qui s'écarte des faits pour devenir le vecteur de « symboles ». En 2002, habitant encore à Lyon, je me suis rendue au

Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation pour y visiter l'exposition : « Auschwitz : regards croisés ». On y voyait les créations artistiques de collégiens qui, sans avoir quitté leur établissement scolaire, avaient pu contempler les photos rapportées d'un « voyage pédagogique » à Auschwitz effectué par 120 autres élèves (façon habile de démultiplier les effets dudit voyage...). Le tract de présentation précisait :

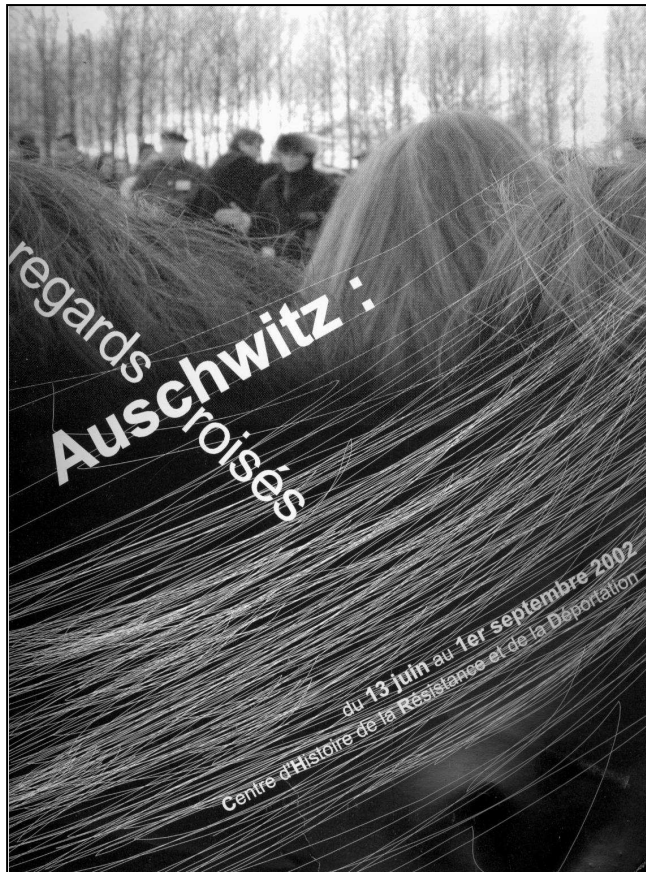
Au regard de ces photographies, d'autres collégiens ont pu exprimer leur ressenti et leur imaginaire en produisant des créations artistiques sur différents thèmes liés à la déportation.

Pour approcher l'indicible en croisant les regards.

Il faut qu'Auschwitz se raconte. C'est le rôle de cette exposition : faire exister les voix de ceux qui ont été obligés de suivre le chemin de la mort, libérer la parole et le geste de ceux qui ont survécu, de ceux qui ont découvert et de ceux qui imaginent à travers les images rapportées.

Pour faire de tous les visiteurs des témoins responsables de cette parcelle de mémoire.

Bref, l'objectif était de raconter Auschwitz par le biais de l'« *imaginaire* » matérialisé dans des créations artistiques. Inquiète face à ce genre de dérive, je m'y suis donc rendue. Je n'ai pas été déçue. Parmi les travaux récompensés figurait celui du collègue Paul-Émile Victor de Rillieux-la-Pape, intitulé : « La sélection ». Sous des dessins, on lisait des phrases du genre (je respecte le style)* :



Tract de présentation de l'exposition organisée en 2002 à Lyon : « Auschwitz : regards croisés ».

J'ai voulu dessiner des juifs que se sont fait emmener dans un train pour être ensuite tuer dans un camp de concentration. Ensuite il font faire des travaux et s'ils n'arrivent pas ils les tue. Ceci était gouverné par Hichler pendant la 2^{ème} guerre mondiale de 1945.

Itler un fachiste allemand a voulu exterminer la race des Juifs en les faisant travailler, puis tuer dans des camps de concentration.

Tous ceux qui ne plaisaient pas à Hitler était envoyé dans ces camps, notamment les juifs et les Tsiganes.

La palme revenait à un certain Andy Luan Graj [?] qui avait écrit :

* J'ai voulu acheter le livre de l'exposition. On m'a dit que c'était impossible. J'ai donc dû prendre des notes sur un papier.

Les soldats allemands sont Arrivée a Auschwitz en wagon amena des juifs pour les tués (pendus, massacrer). Puis il les enterraient pour ne pas que les personnes voits les cadavres. Et les soldats allemands mettaient les cervaux dans des bocaux remplis d'eau car c'est pour préserver l'intelligence. Il y avait aussi des Allemands qui attendait leur tour pour les tué car il n'y avait que une personne pour en tué 10.

A ma grande surprise, aucun rectificatif n'était rédigé afin de mettre le visiteur en garde contre certaines allégations erronées suite à une incompréhension, à une exagération ou à une généralisation illégitime. Ainsi laissait-on même dire que les Allemands auraient conservé les cerveaux de leurs victimes dans de l'eau pour « *préserver l'intelligence* ».

Pourquoi cette légèreté ? Tout simplement parce que, dès qu'il est question du national-socialisme, l'important n'est plus le signifiant, mais le signifié. Le message à faire passer est : nazisme = barbarie. Et pour cela, tous les moyens sont bons, y compris les histoires les plus ineptes, comme celle des cerveaux mis en bocal.

◆ LE PRÉCÉDENT DE NUREMBERG

Il est vrai qu'en matière d'accusations délirantes, les élèves du collége P.-E. Victor n'ont guère innové. Au procès de Nuremberg, l'Accusation détenait dans ses dossiers le document D-382. Il s'agissait d'une ébouriffante déclaration sous serment de trois Allemands : Raimund Becker, Aloys Höfer et Josef Dahm, recueillie le 3 octobre 1945. Ces individus racontaient que, dans un camp destiné aux prisonniers de guerre travaillant aux usines Krupp, un dénommé Löwemkamp

avait pris du plaisir à maltraiter les ouvriers, notamment grâce à une « armoire de torture ». On lisait :

Il avait construit une sorte de boîte en acier qui était si petite qu'on pouvait à peine s'y tenir debout. Il y en fermait des étrangers, aussi des femmes, pendant quarante-huit heures, sans leur donner de nourriture. Ils n'en sortaient même pas pour leur besoins [doc. D-382, p. 7].

Plusieurs photos étaient jointes. Une montrait l'armoire fermée ; une autre l'armoire ouverte avec deux personnes glissées dans les deux compartiments. Le texte précisait :

La photographie A montre une armoire en acier qui a été réalisée spécialement aux usines Krupp pour torturer les travailleurs civils russes d'une façon qu'on ne peut décrire par des mots. Les femmes et les hommes étaient souvent enfermés dans un compartiment où aucun homme ne pouvait rester debout. Les mesures étaient les suivantes : hauteur, 1 m 52 ; largeur, 40 à 50 cm. Fréquemment, deux personnes étaient comprimées dans ce compartiment et foulées aux pieds [...]. En haut de l'armoire se trouvent quelques trous d'aération par où l'on versait, pendant les hivers glacés, de l'eau froide sur les victimes infortunées [*Id.*].

A la fin, J. Dahm déclarait avoir « *personnellement vu* » :

dans la seule nuit du nouvel an 1945, trois travailleurs civils russes [...] enfermés dans cette armoire, dont deux dans un compartiment. Deux de ces Russes durent rester pendant toute la nuit du nouvel an dans ce compartiment pendant qu'on versait de l'eau glacée sur eux [*Ibid.*, p. 8].

De façon évidente, ce document était mensonger de bout en bout :

- jamais il aurait été possible de glisser deux personnes normales dans un seul compartiment ;

Reproduction du document D-382 utilisé par l'Accusation à Nuremberg. Aux usines Krupp, les « nazis » auraient torturé les ouvriers à l'aide d'armoires spéciales...

Essen, den 4. Oktober 1945.

Eidesstattliche Erklärung

Wir, die Unterzeichneten Raimund B e c k e r, geboren am 22.3.1905, wohnhaft in Essen-Steele, Dreiringstr. 30, Aloys H ö f e r, geboren am 28.9.1906, wohnhaft in Essen-Borbeck, Heckelsberg 15, und Josef Dahm, geboren am 6.12.1898, wohnhaft in Essen-Borbeck, Borbeckerstr. 130, geben ohne Zwang folgendes zu Protokoll:

Es wurden uns, den Unterzeichneten Becker und Höfer, die Fotografien des Polterschranks, der im Ausländerlager im Gelände des Panzerbaues 4 stand, und des schmutzigen, verwahrlosten Russenlagers gezeigt und wir bekunden folgendes:

Die Fotografie A zeigt einen Eisenschrank, der von der Firma Krupp speziell hergestellt worden ist, um russische Zivilarbeiter in einem Maße zu foltern, die man unmöglich mit Worten beschreiben kann. In einem Fach des Schrankes, in dem kaum ein Mann gerade stehen kann - die Höhe ist 1,52 m, die Breite und Tiefe je 40 - 50 cm - wurden sehr oft Männer wie Frauen für längere Zeit eingesperrt, oft sogar zu zweien in einem Fach mit Füßen getreten und hineingepreßt. Es wurde uns von einer Russin erzählt, daß sie, die im siebten Monat in Umständen war, auf bestialische Art und Weise in den Schrank hineingepreßt worden sei. Oben in dem Schrank befinden sich siebartig einige Luftlöcher, durch die man im eiskalten Winter kaltes Wasser auf die bedauernswerten Opfer geschüttet hat.

Bild B zeigt denselben Schrank, wie er abgesperrt aussieht.

Bild C zeigt den Schrank offen. Man kann genau sehen, wie tief er ist und muß sich wundern, wie es möglich war, einen Menschen hineinzupressen; um wieviel weniger zwei.

Im Bild D sehen wir das Lager, das vom Kruppschen Direktorium als Wohnraum für die russischen Zivilarbeiter bestimmt wurde. Die Breite der einzelnen Zimmer war 2 - 2,5 m, die Länge etwa 5 m, die Höhe 2 m. In jedem Raum waren bis zu 16 Personen in Doppelbetten untergebracht. Die Betten waren mit Strohsäcken ausgestattet und die Strohsäcke wurden nur ausgetauscht, wenn sie in Fetzen auseinander gingen oder wenn sie durch und durch verlaust waren. Es lag im allgemeinen nur an der Laune des Lagerführers, wann und zu welcher Zeit die Strohsäcke ausgewechselt wurden. Das Dach des Lagers war mit Wellblech gedeckt. Durch Angriffe wurden die Bleche beschädigt. Es wurde aber nicht erlaubt, die Dächer zu reparieren und bei schlechtem Wetter regnete es durch. Die einzelnen Räume waren feucht. Täglich erkrankten 3 - 5 Personen durch diese Wohnverhältnisse. Es ist den russischen Zivilarbeitern verboten worden, im Winter in der größten Kälte Öfen aufzustellen. Wenn der Lagerführer einen heimlich aufgestellten Ofen sah, wurde er sofort von der Lagerführung entfernt. Der Boden war aus Stein und sehr kalt. Es wurde nichts getan, um den Boden zu belegen und dadurch den Raum wärmer zu machen.

Das Lager wurde von der Oberlagerführung, Herrn Kupke, besucht und wurde als Musterlager für den Kruppschen Betrieb anerkannt.

- 2 -

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL

A097663

NURNBERG, GERMANY

USA Exhibit 897

Filed 6/21/46

Verso de la page 7 du document D-382 à Nuremberg

(Consultable sur le site de Carlos Whitlok Porter).

- 2 -

Wie uns der Lagerleiter Löwenkamp mitteilte, hat ihm die Oberleitung eine besondere Belobigung für die musterhafte Betreuung der Ostarbeiter erteilt. Wir legen noch zwei Briefe bei, die der Lagerführer Löwenkamp aus dem Gefängnis herausgeschmuggelt hat, um den Unterzeichneten Höfer zu beeinflussen, günstig für ihn auszusagen.

Der Unterzeichnete D a h m hat persönlich gesehen, daß in der Neujahrsnacht 1945 drei russische Zivilarbeiter, nachdem sie zuerst geschlagen worden waren, in den Schrank - in ein Fach zwei - eingesperrt wurden. Zwei von den Russen mußten die ganze Neujahrsnacht darin bleiben und es wurde sogar noch kaltes Wasser über die Leute gegossen.

Reimund Becker Aloys Höfer Josef Dahm
Reimund Becker Aloys Höfer Josef Dahm

Joseph Athlonelle
President



A097664

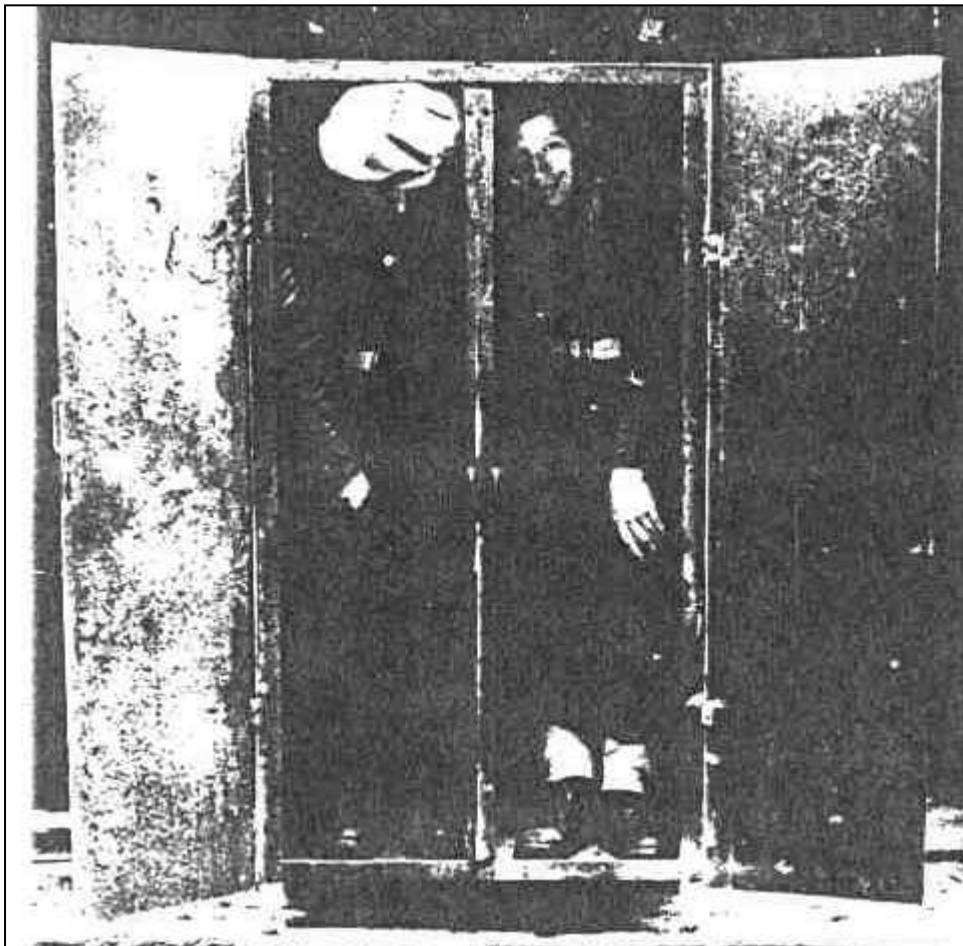
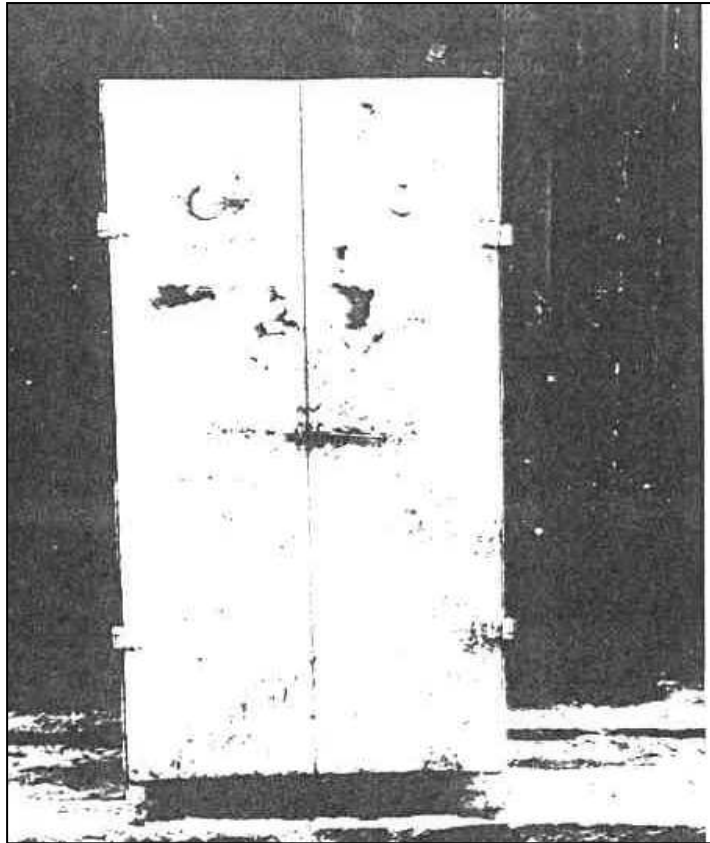
- les portes étaient munies de simples poignées légères, sans aucun dispositif de fermeture prévu pour résister à des coups donnés ;

- le meuble ressemblait en tout point à une simple armoire-vestiaire comme il en existait (et en existe toujours) dans les usines et dans les camps de travailleurs.

Deux clichés du document D-382 à Nuremberg.

Ci-contre : la prétendue « armoire à torture » fermée.

Ci-dessous : l'armoire ouverte avec deux personnes à l'intérieur (notez le sourire de celle de droite).



Malgré cela, le 21 juin 1946, le procureur général Américain Robert Jackson — qui ni craignait pas le ridicule — produisit ce document (cote d'audience : USA-897). C'était pendant l'interrogatoire d'Albert Speer. Après avoir lu la déclaration sous serment des trois allemands, il lança à l'accusé : « *Vous croyez que c'est exagéré également ?* » Nullement décontenancé, A. Speer répondit :

Je pense que cet affidavit est un mensonge ; car des choses semblables ne se passent pas en Allemagne. Si des faits individuels de ce genre se produisaient chez nous, on punissait. Il n'est pas possible de traîner davantage le peuple allemand dans la boue. Les chefs d'entreprise allemands étaient compréhensifs et ils se sont occupés de leurs ouvriers [TMI, XVI, 564].

R. Jackson reprit : « *Bien. Que dites-vous de ces boîtes en acier ? Vous n'y croyez pas ? Vous ne croyez pas à cette histoire ?* » A. Speer confirma :

Je n'y crois pas. Tout au moins, je crois que ce n'est pas vrai. Après l'effondrement de 1945, on a vraiment rédigé beaucoup d'affidavits qui ne correspondent pas exactement à la vérité. Vous n'y pouvez rien, mais vous devez comprendre qu'il est très possible qu'après une défaite les gens agissent de cette façon [Id.].

Après une courte suspension d'audience, R. Jackson fit montrer à l'accusé les clichés du document D-382. Loin de mettre l'ancien ministre de l'Armement en difficulté, elles lui permirent au contraire de conforter sa position. Rappelant le Tribunal à la réalité, il déclara :

Ce qui est reproduit ici n'est autre qu'une armoire, une simple armoire à vêtements telles que celles qui étaient utilisées dans tous les vestiaires d'entreprises. Ces photographies n'ont aucune force probante [Ibid., p. 567].



Albert Speer à Nuremberg. Il réfuta l'accusation portant sur l'existence d'une « armoire à torture » dans les usines Krupp. La prétendue « armoire à torture » montrée dans le document D-382 était une banale armoire-vestiaire.

Ci-dessous : intérieur d'un camp pour travailleurs étrangers en Allemagne pendant la guerre. On distingue nettement, près des lits doubles, deux armoires-vestiaires. Cet objet, parfaitement banal, était présent partout en Allemagne.



Puis, quelques minutes plus tard :

Et je continue à croire que ces armoires étaient des armoires à vêtements [...]. Tout technicien allemand vous dira que ce sont des armoires spéciales, car c'est un objet d'utilisation courante. D'ailleurs, il est explicable qu'il y ait des trous d'aération, car toute armoire à vêtements comporte des trous d'aération en bas comme en haut [*Ibid.*, p. 582].

Si, vraiment, R. Jackson avait été sûr de son fait, il aurait demandé une expertise plus complète de cette « armoire à torture » photographiée le 5 octobre 1945. Mais, de façon révélatrice, il n'insista pas. Malgré cela, dans son réquisitoire final, le procureur général adjoint britannique, sir David Maxwell-Fyfe, s'appuya sur le document D-382 pour défendre la notion de culpabilité collective. Le 29 août 1946, il osa lancer :

Il n'est pas nécessaire de vous rappeler les effroyables conditions dans lesquelles les travailleurs d'Essen parvenaient tout juste à vivre. D-382 (USA-897). Une fois encore, je demande : est-il possible que les Gauleiter, Kreisleiter, Ortsgruppenleiter, Zellenleiter et Blockleiter et les chefs politiques de la DAF d'Essen aient ignoré ces conditions alors que les baraquements dans lesquels vivaient les travailleurs et les cachots dans lesquels ils étaient enfermés et torturés sont situés, comme le montre la photographie, sur le terrain même des fonderies et des ateliers Krupp [...] ? [*TMI* XXII, 208].

A Nuremberg, donc, tout était bon pour noircir les vaincus. Tout, y compris les histoires les plus folles bâties sur des « preuves » les plus ridicules. Et soixante ans plus tard, rien n'a changé, bien au contraire. Les textes délirants d'élèves sont primés puis livrés au public lors d'une grande exposition à Lyon.

♦ L'HISTOIRE (FALSIFIÉE) COMME ARME DE GUERRE

Dans les années 50, une Française avait pu effectuer deux séjours en URSS. A Kiev, elle avait demandé à voir le « musée antireligieux ». Interloqué, son guide lui avait répondu qu'aucun musée de ce genre n'existait en URSS. La femme ayant précisé qu'il se trouvait dans la cathédrale de Kazan, le fonctionnaire d'Intourist avait lancé : « Ah ! vous voulez sans doute parler de notre musée d'histoire des religions »*. Cette conception soviétique de « l'Histoire », nous la retrouvons chez nous avec le national-socialisme. Depuis 1945, l'histoire du national-socialisme ne doit pas servir à comprendre en toute objectivité, mais à condamner en totalité.



Dès lors, peu importe la réalité matérielle ; l'important est de « symboliser l'horreur ». Cet objectif apparaît clairement dans les travaux des élèves. A Lyon, j'ai pu lire par exemple :

Au premier plan, un panneau « willkommen in Leipzig » avec une croix gammée, une tête de mort, une étoile juive barrée et un impact de balles, symboles qui résument les camps de concentration [Lucile [?]oulon, classe de troisième].

* Voy. *Ecclesia*, juillet 1960, p. 71, col. A.

J'ai voulu démontrer le nazisme, les personnes (femmes, enfants, vieilles personnes, hommes) poussés à la chambre à gaz [Auteur inconnu].

Le camp d'extermination est le symbole du nazisme [Samis, classe de troisième].

◆ HITLER N'EST PAS ÉPARGNÉ

La réalité historique se trouve ainsi occultée derrière quelques images entièrement fausses. Sans surprise, Hitler n'est pas épargné. En 2007, le juif berlinois Dani Levy avait réalisé un film intitulé *Mon Führer* qui campait un Hitler, dépressif, toxicodépendant et incontinent. Deux ans plus tard, la comédie musicale *Les producteurs* est jouée à

Berlin, au théâtre d'Admiralspalast où Hitler lui-même venait écouter des opérettes. Tirée du film de Mel Brooks, elle présente un Hitler homosexuel, efféminé, aimant se trémousser au milieu de danseuses à moitié nues qui dessinent autour de lui une croix gammée. Interrogé, le *manager* de l'Admiralspalast a déclaré : « *Le temps est venu d'adopter une vue plus détachée sur cette période* »*. Quelques naïfs auraient pu penser que le détachement allait favoriser l'objectivité, donc la recherche de la vérité. Mais non ! L'histoire du national-socialisme se réduit à quelques images : une croix-gammée, un Hitler drogué, dépressif, homosexuel et dépravé, une étoi-

Image de la comédie musicale *Les producteurs* qui campe un Hitler homosexuel, efféminé, aimant se trémousser au milieu de danseuses à moitié nues qui dessinent autour de lui une croix gammée. Après avoir été jouée à Broadway, à Londres et à Tel-Aviv, elle est arrivée à Berlin. Plus de soixante ans après sa disparition, le chef du IIIe Reich hante les esprits et doit être calomnié. Un tel acharnement n'est pas fortuit...



* Voy. *Ouest-France*, 8 juin 2009, article intitulé : « A Berlin, Hitler fait pleurer le public de rire ».

le jaune, des barbelés, une chambre à gaz, un four crématoire, des cerceaux mis en boîte, un charnier... Ajoutons, pour les amateurs de récits pimentés, la réédition, en 2008, de plusieurs films issus de la « Nazisploitation », c'est-à-dire de longs-métrages où le national-socialisme et le III^e Reich servent de décors à des histoires dans lesquelles

2008 : une maison d'édition (Artus Films) ressort les « meilleurs » films qui, dans les années 1970-1980, prenaient comme décor le national-socialisme et le III^e Reich (en vérité, une caricature de ceux-ci) pour montrer de l'érotisme, de la violence et de la cruauté.



Neo Publishing célèbre sa toute nouvelle collaboration avec Artus, le spécialiste de la Nazisploitation, en vous proposant ici une sélection de ses meilleurs titres.



Elsa Fraulein SS

Un film «fleuron» du genre Nazisploitation produit par la mythique Eurociné !

Durant la Seconde Guerre mondiale, Elsa Ackermann est chargée du commandement d'un « train-bordel » envoyé sur les lignes du front afin de remonter le moral des troupes... Sabotages, trahisons, et liaisons dangereuses dans ce film bis mêlant érotisme et violence.

Bonus : Présentation de Daniel Lesoeur, entretien avec Christophe Bier, bandes-annonces, galerie de photos, filmographies, fiche technique.

Langues : français - Durée : 80 min - Format d'image : 1.66 format original respecté 16/9 compatible 4/3 - Interdit aux moins de 16 ans



Helga la louve de Stilberg

Tous les codes de la Nazisploitation dans une dictature fantôme, quelque peu exotique !

Le charme érotique de Malisa Longo se mêle à des scènes de tortures à la limite de la cruauté. A déconseiller aux âmes sensibles !

Bonus : Présentation de Daniel Lesoeur, entretien avec Christophe Bier, bandes-annonces, galerie de photos, filmographies, fiche technique.

Langues : français - Durée : 93 min - Format d'image : 1.66 format original respecté 16/9 compatible 4/3 - Interdit aux moins de 16 ans



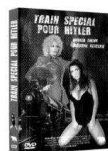
Nathalie dans l'enfer nazi

Un chef-d'œuvre de la Nazisploitation !

Les amours et rencontres tourmentées de Nathalie, une jeune doctoresse russe, dans une ambiance parsemée de violence et d'érotisme !

Bonus : Présentation de Daniel Lesoeur, entretien avec Christophe Lemaire, bandes-annonces, galerie de photos, filmographies, fiche technique.

Langues : français - Durée : 107 min - Format d'image : 1.66 format original respecté 16/9 compatible 4/3 - Interdit aux moins de 16 ans



Train spécial pour Hitler

Un classique du genre Nazisploitation !

Un train « très spécial » constitué d'une équipe de prostituées et de prisonnières part remonter le moral des troupes. Violence et érotisme garantis dans ce pur film d'exploitation !

Bonus : Présentation de Daniel Lesoeur, entretien avec Jean-Pierre Bouyxou, entretien avec Michel Charrel, bandes-annonces, galerie de photos, filmographies, fiche technique.

Langues : français - Durée : 106 min - Format d'image : 1.66 format original respecté 16/9 compatible 4/3 - Interdit aux moins de 16 ans



Les Gardiennes du pénitencier

Une référence dans le genre du film de prison pour femmes !

Une forteresse d'Amérique du Sud, peuplée de prisonnières soumises à des gardiens et à une femme sadique, est prise d'assaut par des rescapés de la guerre qui réclament justice. Tortures, sadisme, érotisme...

Bonus : Présentation de Daniel Lesoeur, entretien avec Alain Petit, bandes-annonces, galerie de photos, filmographies, fiche technique.

Langues : français - Durée : 83 min - Format d'image : 1.33 format original respecté - 4/3 - Interdit aux moins de 16 ans

les l'érotisme se mêle à la violence et à la cruauté. On croyait ce genre d'œuvres définitivement oubliées... Erreur : elles participent à l'éternel cortège antinazi. Les images véhiculées sont-elles entièrement fausses ou gravement déconnectées de leur contexte ? Peu importe, car l'unique intérêt est de *symboliser*.

◆ LA RÉPONSE RÉVISIONNISTE

Dans ce climat de mensonge généralisé, notre route est toute tracée.

■ **Combl**er les lacunes

Elle consiste à rectifier inlassablement. Tout d'abord en comblant certaines lacunes, c'est-à-dire effectuant des recherches qui n'ont jamais été entreprises ou en précisant certains faits déjà connus. J'appelle ici l'attention sur l'article que V. Reynouard a rédigé en réponse à plusieurs interrogations d'un lecteur. Sur le procès de Nuremberg, notre collaborateur apporte du nouveau en exposant, exemples précis à l'appui, les méthodes détestables utilisées par les vainqueurs. Après l'avoir lu, un ami m'a posé la question : « *Finalement, qu'est-ce qu'il y avait de vrai à Nuremberg ?* »



V. Reynouard a également consacré une étude à la condamnation de l'« antisémitisme » par l'Église catholique en 1928. Il explique pourquoi cette condamnation ne saurait être invoquée aujourd'hui contre le révisionnisme et, plus généralement, contre ceux qui critiquent les juifs.

■ **Exploiter les « erreurs » commises par l'adversaire**

Notre travail consiste également à profiter des « erreurs » commises par un adversaire trop sûr de lui et aveuglé par ses préjugés. J'en reviens aux « pavés pour la Mémoire ». L'un d'entre eux, posé à Bruxelles, a été publié en couverture de *Contact J*. On lit :

Ici habitait
Itzic Jancou
Dit Jacques Zimmerman
Né 1903
Arrêté 13.5.1944
Interné Malines
Déporté 19.5.1944
Auschwitz
Assassiné 23.2.1945
Buchenwald

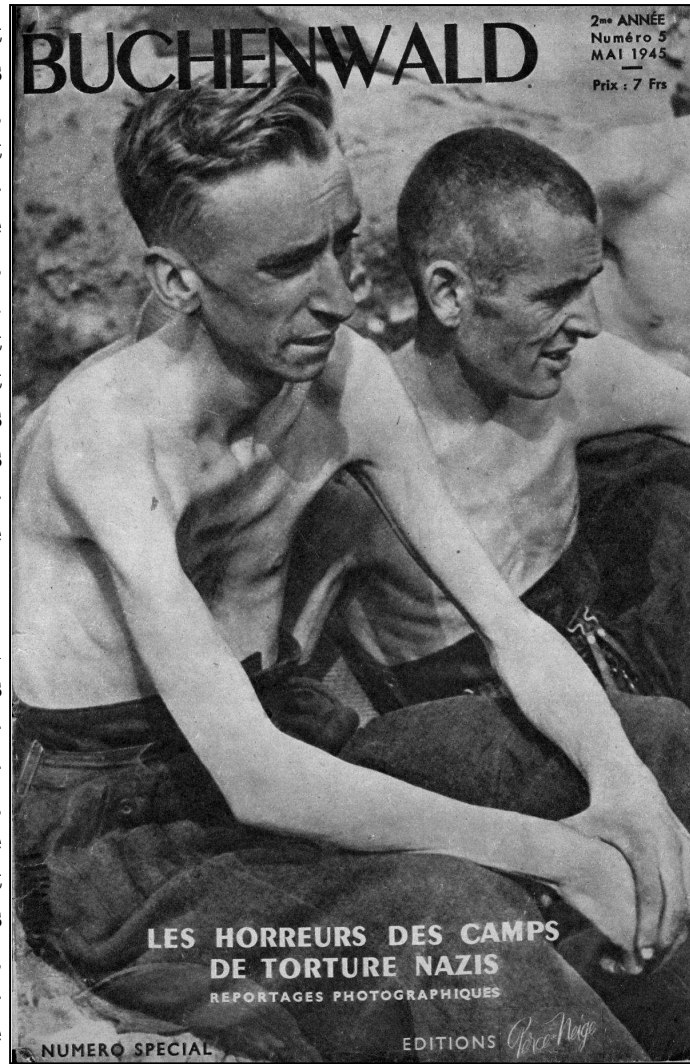
Je rappelle que d'après l'histoire officielle, le camp d'extermination de Birkenau aurait connu son rendement maximum durant l'été 1944 avec près de 10 000 assassinés par jour. A cette époque, les chambres à gaz, les fours et les fosses de crémation à ciel ouvert aurait fonctionné presque sans discontinuer pour tuer et faire disparaître à la chaîne.

On nous demande donc de croire que, dans le cadre de la Solution fi-

Un « pavé pour la Mémoire » qui fragilise la thèse officielle de l'« Holocauste »

nale, les Allemands auraient déporté cet I. Jancou à plus de 1 000 km de chez lui, dans un camp où tout avait été prévu et où tout fonctionnait pour tuer. Mais là, de façon tout à fait inexplicable, ils l'auraient laissé en vie. Pour l'assassiner, il auraient attendu près de neuf mois et l'auraient ramené à moins de 600 km de chez lui, dans un camp où rien n'était prévu pour un massacre de masse.

L'histoire de cet I. Jancou ne s'accorde absolument pas avec la thèse de l'« Holocauste » planifié et scientifiquement exécuté. Certes, sans enquête précise, je ne puis dire la façon dont il est mort. Je rappelle toutefois qu'à partir de la fin 1944, Buchenwald devint un véritable enfer suite à l'arrivée de très nombreux déportés évacués des camps de l'Est. Dans son livre-témoignage intitulé : *Quinze mois à Buchenwald* (éd. du Milieu du Monde, 1945), Marcel Conversy raconte ces dernières semaines d'horreur, dans des baraquements toujours plus surpeuplés, sans nourriture suffisante, sans hygiène et sans médicaments. Il raconte les bagarres autour d'épluchures, ces pauvres hères « *qui tueraient pour un morceau de pain* », les vols de nourriture (p. 161), les disputes et les vengeances qui se terminent par la mort (p. 165), ces « *bousculades inouïes* » pour le pain et le café : « *j'ai vu des hommes culbutés, piétinés, blessés par la foule des sauvages de l'Europe centrale* » (Id.). Plus loin, il écrit :



Surpeuplé à partir de la fin 1944, au sein d'une Allemagne entièrement disloquée par les bombardement aériens, Buchenwald devint un véritable enfer à partir de février 1945. Les Alliés en firent l'un des piliers de leur propagande antinazie.

Pourquoi y a-t-il tant de morts dans le petit camp ? On a parlé d'épidémie de typhus. Un médecin me certifie que cette effrayante mortalité est due surtout à l'arrivée d'hommes absolument vidés par le travail, le manque de nourriture et par un voyage qui ne fut souvent qu'un long calvaire. Chez les sédentaires, la sous-alimentation, la vie sans hygiène, un état de demi-asphyxie et aussi la dysenterie contagieuse expliquent le nombre des décès [pp. 166-7].

On le voit, les principales causes des décès étaient liées à la situation apocalyptique du moment, pas à

une quelconque volonté d'exterminer les juifs ou un autre peuple. On sait en outre qu'à Buchenwald, un pic de mortalité survint en février, suite à la contamination dysentérique. Dès 1945, on parlait de 3 400 à 5 000 morts durant ce seul mois [1]. Tout porte donc à croire que cet I. Jancou n'a pas été assassiné, mais qu'il est mort soit d'épuisement, soit de maladie durant ce terrible deuxième mois de l'année 1945. Quoi qu'il en soit, il n'a pas été tué dans le cadre de l'« Holocauste ». J'ajouterai même que son destin est un argument de plus qui vient fragiliser la thèse officielle...

Cette vérité, il ne faut pas hésiter à la clamer, en rappelant ce que fut la vie dans les camps à la fin de la guerre et en expliquant pourquoi la situation fut telle. C'est alors l'occasion de rappeler l'abominable politique de bombardements aériens pratiquée par les Alliés, une politique dont furent victimes de nombreux déportés et de prisonniers. Dans son ouvrage, M. Conversy évoque ce jeune Magyar de 17 ans qui « *a perdu les deux jambes dans le bombardement de Magdebourg où il travaillait comme prisonnier* » [2]. Au 9 février 1945, jour du bombardement de Weimar, il écrit :

Le soir, nous apprenions que 400 de nos camarades avaient trouvé la mort dans le bombardement de l'usine travaillant pour la guerre [*Ibid.*, p. 163].

Plus loin, il note :

Un convoi attendu de travailleurs rentrant au camp de viendra pas. Le train a été presque complètement anéanti en cours de route par un bombardement aérien [*Ibid.*, p. 164].

◆ LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER

Contrairement à ce que pensent beaucoup, la tâche des révisionnistes n'est pas terminée. Certes, depuis la capitulation de Jean-Claude Pressac, le dossier des prétendues chambres à gaz peut être considéré comme clos. Aujourd'hui, les juifs ont définitivement quitté le terrain de la science pour se réfugier sur celui de la Mémoire, du sentiment et de l'émotion. Mais d'autres sujets tels que Nuremberg, la guerre à l'Est, les derniers mois dans les camps... attendent encore d'être traités objectivement grâce à des études systématiques impartiales. Oui, vraiment, loin d'être terminée, la grande aventure intellectuelle du révisionnisme ne fait que commencer.

Marie Pererou



(1) : Voy., par exemple, *La Nouvelle République*, 4 mai 1945, le témoignage de René Marmot publié sous le titre : « Souvenirs d'un rescapé de Buchenwald ». L'auteur parle de 3 400 morts. Voy. également *L'Humanité*, 21 avril 1945, le témoignage de Julien Caïn recueilli par R. Garcia ; on y parle de « 5 000 hommes » morts « d'épuisement ».

(2) : Voy. M. Conversy, *op. cit.*, pp. 161-2.

LES PROCÉDÉS RÉVOLTANTS UTILISÉS PAR LES VAINQUEURS À NUREMBERG

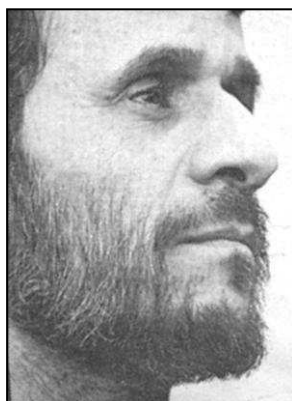
par Vincent Reynouard

Nos lecteurs trouveront ci-dessous l'échange de messages entre Vincent Reynouard et un contradicteur loyal.

LE PRÉSIDENT IRANIEN MAMOUD AHMADINEJAD EST-IL UN CRIMINEL EN PUISSANCE ?

A V. Reynouard...

Un ami m'a donné un article de presse daté de 1946, sans autre mention. D'après l'auteur, un document présenté à Nuremberg et plusieurs personnes attestent que Hajamin El Hussein, ancien grand mufti de Jérusalem et ami personnel d'Hitler, aurait été à l'origine du « plan d'extermination des juifs d'Europe ». Cet ami



M. Ahmadinejad

m'a dit : « Quand on lit aujourd'hui les déclarations du président iranien, on se dit que, finalement, un H. El Hussein a très bien pu convaincre le Führer d'ordonner un massacre planifié ».

Connaissez-vous cet article de presse et qu'avez-vous à répondre ?

Veuillez...

PREMIÈRE RÉPONSE DE V. REYNOUARD

◆ LE PRÉSIDENT AHMADINEJAD ET ISRAËL

Dans un premier temps, je soulignerai que jamais le président iranien Ahmadinejad n'a prôné l'exter-

mination des juifs. Je sais bien que pour les sionistes, tout discours qui conteste le droit à l'existence d'Israël est qualifié d'appel au crime. Comment, cependant, ne pas voir qu'il s'agit-là d'une lamentable

ARTICLE PARU DANS LA REVUE BELGE *EUROPE-AMÉRIQUE*,
LIVRAISON DU 21 FÉVRIER 1946.

C'EST HAJAMIN EL HUSSEINI GRAND MUPHTI DE JERUSALEM QUI EST L'AUTEUR DU PLAN D'EXTERMINATION DES JUIFS D'EUROPE ! PAR EDGAR ANSELL MOWRER

UNE NOUVELLE INÉDITE A CARACTÈRE SENSATIONNEL

Arrivant de New-York via Londres, notre collaborateur Edgar Ansell Mowrer a bien voulu nous réserver la primeur d'une nouvelle à caractère sensationnel. Il lui a été possible, en effet, de prendre contact avec différentes personnalités qui lui ont communiqué les renseignements qu'on pourra lire ci-après.

On comprendra sans peine qu'Edgard Ansell Mowrer conserve momentanément une certaine réserve quant à la source de ces renseignements. Si, jusqu'à présent, on a jugé bon de n'en point parler, c'est évidemment que jouaient des intérêts fort puissants.

Le simple fait de traduire en justice le Grand Muphti de Jérusalem déclencherait dans le monde arabe, pour lequel Hajamin el Hussein est un personnage sacré, une levée de boucliers dont il n'est pas malaisé de prévoir les conséquences.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que le procès de Nuremberg, que d'aucuns tiennent depuis longtemps pour une galéjade, commence à prendre une tournure curieusement... unilatérale.

On ne nous enlèvera pas de la tête, en effet, qu'en dehors de cette brochette de généraux et de fonctionnaires plus ou moins corrompus, il existe des coupables que l'on s'abstient soigneusement de faire comparaître, et qui ne sont pas tous Allemands.

En complément à l'article de Mowrer, Ossian Mathieu vous donne des détails neufs sur ces méfaits qui ravalent beaucoup de dirigeants du III^e Reich au rang des criminels de droit commun.

Les juges du tribunal de Nuremberg se trouvent en possession d'un document qui établit de façon incontestable qu'Hajamin el Hussein, ex-Grand Muphti de Jérusalem, et animateur du mouvement antisioniste, est l'auteur du plan qui permit aux Nazis d'exterminer

plus de cinq millions de Juifs. Ceci résulte d'une déclaration faite, sous serment, par le docteur Rudolf Kaszner qui se trouve actuellement à Genève.

D'après cette déposition, le Muphti partage avec Himmler et d'autres bouchers nazis la responsabilité du

plus répugnant massacre qu'ait connu l'histoire.

Dans ce témoignage qui est daté du 25 janvier 1946 à Genève, Kaszner affirme que le SS *Hauptsturmführer* Dieter von Wisleczeny, qui fut le bras droit d'Adolf Eichmann (un des chefs de la Gestapo) lui



A gauche : Le Grand Muphti de Jérusalem et Adolf Hitler, son exécuteur des hautes œuvres.

A droite : Dans le ghetto de Varsovie... Les SS au travail.

lettre dans laquelle il promettait aux Nazis le soutien des peuples arabes. Cependant, on n'a pas estimé opportun de faire asseoir cet honorable gentleman au banc d'infamie, et l'on croit qu'il vit en France, en résidence surveillée.

Le soussigné sait de source absolument certaine que le brigadier général Clayton, du *British Intelligence Service* au Caire, a récemment pressé les autorités de Londres d'autoriser le retour du Muphti à Jérusalem afin d'y calmer les Arabes !

Les juges de Nuremberg n'auraient-ils jamais entendu parler du Grand Muphti ? Kaszner affirme qu'il a fourni au tribunal la preuve de la culpabilité de cet homme. N'y aurait-il pas joint les assertions de Aichmann et de Wislitzky ? Pourquoi le procureur n'en a-t-il pas encore parlé ? A-t-on même examiné la chose ? Certaines personnalités officielles se seraient opposées à ce que l'on porte à la connaissance du public le cas du Grand Muphti. A-t-il donc des protecteurs si puissants ?

Si Hajamin el Hussein a donné aux Allemands l'idée du massacre en masse des Juifs, on se demande vraiment pourquoi il échapperait au châtiment qui frappera les Nazis.

E. A. MOWRER.

fit la déclaration suivante : « A mon avis, le Grand Muphti, qui résida à Berlin à partir de 1941, influença la décision du gouvernement allemand d'exterminer tous les Juifs d'Europe. A de fréquentes reprises, il suggéra à Hitler, Himmler et Ribbentrop qu'il fallait massacrer les Juifs; considérant que c'était là la solution la plus « confortable » du problème palestinien. Il était l'un des meilleurs amis d'Aichmann et l'incitait constamment à accélérer les mesures d'extermination. J'ai entendu dire, qu'en compagnie d'Aichmann, il visita incognito la chambre à gaz d'Auschwitz. »

Kaszner prétend également qu'Aichmann aurait dit : « Je suis un ami personnel du Grand Muphti. Nous lui avons promis que jamais plus un Juif européen ne mettrait les pieds en Palestine. Comprenez-vous maintenant ? »

D'après Kaszner, Aichmann a prononcé ces mots dans son bureau de Budapest le 4 juin 1944. Toujours d'après le témoin, Wislitzky fait des déclarations analogues en 1942 à l'ingénieur E. Steiner, et à M. B. Weissmadell qui appartenaient au Service de Ravitaillement et d'Assistance aux Juifs, à Bratislava.

Il est probable que Wislitzky a été ou sera appelé à témoigner aux procès de Nuremberg.

Et l'on peut se demander pourquoi le Grand Muphti ne figure pas au banc des accusés.

Il importe que l'on révèle enfin quelle fut la carrière de Hajamin el Hussein. On suppose que cet antisémite fanatique est responsable du déclenchement des émeutes arabes en Palestine et du meurtre de Juifs palestiniens. C'est lui, en tout cas, qui porte toute la responsabilité de la révolte de l'Irak, en 1941, contre les Nations Unies. C'est lui qui, en 1942, adressa à « son Fuehrer » Adolf Hitler une



— Ce qu'il y a vraiment d'intolérable chez ces Juifs, c'est ce nez...

rhétorique destinée à empêcher toute discussion sérieuse sur la légitimité de l'État juif ? J'inviterai donc votre ami à ne pas se laisser bernier par les jérémiades sionistes et à ne pas établir de faux parallèles historiques.

◆ UN ARTICLE MENSONGER

Cela dit, j'en viens à l'article de presse. Jusqu'à votre envoi, j'en ignorais l'existence. Sa présentation m'a toutefois permis d'en retrouver assez facilement l'origine. Il s'agit d'un article paru dans la revue belge *Europe-Amérique*, livraison du 21 février 1946.

■ *Les prétendus propos de D. Wisliceny*

S'il présente un intérêt, c'est uniquement parce qu'il s'agit d'un article réfuté... avant même sa parution. Je m'explique. Se fondant sur une déclaration sous serment d'un certain « Rudolf Kaszener » (nous verrons plus loin de qui il s'agissait), l'auteur, Edgar Ansell Mowrer, prêtait à l'ancien SS Dieter Wisliceny — et non « von Wisleczeny » — les propos suivants :

A mon avis, le Grand Mufti, qui résida à Berlin à partir de 1941, influença la décision du gouvernement allemand d'exterminer tous les juifs d'Europe. A de fréquentes reprises, il suggéra à Hitler, Himmler et Ribbentrop qu'il fallait massacrer les juifs ; considérant que c'était là la solution la plus « confortable » du problème palestinien.

Plus bas, l'auteur écrivait : « *Il est probable que Wisleczeny a été ou sera appelé à témoigner au procès de Nuremberg.* » E. A. Mowrer ignorait donc :

- qu'effectivement, D. Wisliceny avait déjà témoigné devant le TMI. C'était le 3 janvier 1946 ;

- que dès le 13 décembre 1945, une déclaration sous serment de Rezsö (Rudolf) Kastner — et non « Rudolf Kaszener » — avait été produite et lue en partie par l'Accusation (*TMI*, III, 510). Elle portait le numéro PS-2605. Vice-président de l'Association sioniste de Hongrie, R. Kastner avait « collaboré » avec les Allemands dans le cadre de la déportation des juifs hongrois.



Rudolf Kaszener

■ *R. Kastner n'a pas cité El Hussein*

Dans un premier temps, je soulignerai que dans sa longue déclaration (10 pages) datée du 13 septembre 1945, jamais R. Kastner n'a mentionné le nom d'El Hussein. Au paragraphe intitulé : « Histoire générale de l'annihilation des Juifs [par la] Section IV B [du RSHA] et de l'annihilation des juifs », il écrivait (1) :

La décision d'exterminer les juifs s'imposa probablement en 1941 [...].

(1) : Voy. le doc. PS-2605, p. 7. Reproduit dans *TMI*, XXXI, p. 10.

Fin 1941 — d'après le témoignage de Wisliczeny — adressé à moi en janvier 1945 à Vienne — Kaltenbrunner chargea le Standartenführer SS Plobl d'élaborer le projet des chambres à gaz. D'après Wisliczeny, l'initiative venait d'Aichmann [Eichmann]. Hitler approuva immédiatement le projet.

On le voit, il n'était pas question d'un H. El Husseini qui aurait soufflé aux Allemands l'idée d'exterminer les juifs.

■ **A Nuremberg, D. Wisliczeny ne parle pas d'El Husseini**

Le 3 janvier 1946, D. Wisliczeny vint témoigner à Nuremberg. Evoqua-t-il le grand mufti de Jérusalem ? Nullement ! Sur le prétendu ordre d'exterminer les juifs, voici ce qu'il déclara :



Dieter Wisliczeny.

Après l'effondrement du Reich, il collabora avec les vainqueurs. A Nuremberg, il prétendit avoir vu un ordre d'Himmler d'exterminer les juifs.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Dans vos relations officielles avec la section IV-A-4 [du RSHA], avez-vous eu connaissance d'un ordre prescrivant l'extermination de tous les Juifs ?

TÉMOIN WISLICZENY. — Oui, c'est d'Eichmann que j'appris pour la première fois l'existence d'un tel ordre, au cours de l'été 1942.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Voulez-vous dire au Tribunal dans quelles conditions et lui indiquer la substance de cet ordre ?

TÉMOIN WISLICZENY. — Au printemps de 1942, environ 17 000 Juifs furent déportés de Slovaquie en Pologne, comme

travailleurs. Il s'agissait d'un accord avec le Gouvernement slovaque. Ce Gouvernement demandait en outre, si les familles de ces travailleurs ne pouvaient pas, elles aussi, être déportées en Pologne. Au début Eichmann refusa. En avril ou au début de mai 1942, il me communiqua qu'à partir de ce moment, des familles entières pourraient aussi être déportées en Pologne. Eichmann lui-même était venu à Bratislava en mai 1942 et avait discuté la question avec les membres compétents du Gouvernement

Fragment de *TMI*, IV, 367 : D. Wisliczeny affirme l'existence d'un ordre d'Himmler d'exterminer les juifs.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Dans vos relations officielles avec la section IV-A-4, avez-vous eu connaissance d'un ordre prescrivant l'extermination de tous les Juifs ?

TÉMOIN WISLICZENY. — Oui, c'est d'Eichmann que j'appris pour la première fois l'existence d'un tel ordre, au cours de l'été 1942.

slovaque. Il s'entretint avec le ministre Mach et avec le Premier Ministre d'alors, le Professeur Tuka. A l'époque, il donna l'assurance au Gouvernement slovaque que ces Juifs seraient traités humainement et convenablement dans les ghettos de Pologne. C'était le désir formel du Gouvernement slovaque. A la suite de cette assurance, environ 35 000 Juifs furent déportés de Slovaquie en Pologne. Le Gouvernement slovaque s'est entremis pour que ces Juifs fussent, en fait, traités de façon humaine. En particulier, il essaya d'aider les Juifs qui s'étaient convertis au christianisme. Le président Tuka me fit venir à plusieurs reprises et me fit part de son désir qu'une délégation slovaque reçut l'autorisation de se rendre dans les territoires où l'on disait que les Juifs slovaques avaient été envoyés. Je transmis ce désir de Tuka à Eichmann, et le Gouvernement slovaque lui envoya même une note à ce sujet. Eichmann répondit de façon évasive. Puis, à la fin de juillet ou au début d'août, j'allai le voir à Berlin, et l'implorai encore une fois d'accéder à la demande du Gouvernement slovaque. Je lui fis remarquer qu'à l'étranger il y avait des rumeurs répandant l'information que tous les Juifs étaient en train d'être exterminés en Pologne. Je lui signalais que le Pape était intervenu en leur faveur auprès du Gouvernement slovaque. Je lui dis qu'une telle façon d'agir, si elle était réelle, porterait une grave atteinte à notre prestige, c'est-à-dire à celui de l'Allemagne à l'étranger. Pour toutes ces raisons, je le priai d'autoriser l'inspection demandée. Après une discussion prolongée, Eichmann me dit qu'on ne pouvait en aucune circonstance accéder à cette demande de visiter les ghettos polonais. Quand je lui demandai pourquoi, il me dit que la plupart de ces Juifs n'étaient plus en vie. Je lui demandai qui avait donné un tel ordre : il me déclara que c'était un ordre de Himmler. Je le priai alors de me montrer cet ordre, car je ne pouvais pas croire qu'il existât réellement par écrit. Il...

LIEUTENANT-COLONEL BROOK-HART. - Ou étiez-vous au moment où vous êtes rencontrés avec Eichmann ?

TÉMOIN WISLICENY. — Cette entrevue avec Eichmann eut lieu à Berlin, au 116 de la Kurfürstenstrasse, dans les bureaux d'Eichmann.

LIEUTENANT-COLONEL BROOK-HART. — Continuez votre réponse à la question précédente ; continuez la discussion de l'ordre et de ses circonstances.

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann me dit qu'il pouvait me montrer cet ordre écrit, si cela pouvait tranquilliser ma conscience. De son coffre, il sortit un petit dossier qu'il feuilleta et il me montra une lettre de Himmler adressée au chef de la Sicherheitspolizei et du SD. L'essentiel de cette lettre était à peu près le suivant :

« Le Führer a ordonné la solution définitive du problème juif. L'exécution de cette solution dite définitive était confiée au chef de la Sicherheitspolizei et du SD et à l'inspecteur des camps de concentration. Tous les Juifs en mesure de travailler, de sexe féminin ou masculin, devaient provisoirement être soustraits à cette solution définitive et devaient être employés à travailler dans les camps de concentration. »

Cette lettre était signée de Himmler en personne. Il n'y avait aucune erreur possible, car je connaissais parfaitement la signature de Himmler. Je...

LIEUTENANT-COLONEL BROOK-HART. — A qui cet ordre était-il adressé ?

TÉMOIN WISLICENY. — Au chef de la Sicherheitspolizei et du SD, c'est-à-dire à ses services.

LIEUTENANT-COLONEL BROOK-HART. — Y avait-il d'autres destinataires indiqués sur cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, l'inspecteur des camps de concentration. Cet ordre était adressé aux deux services.

LIEUTENANT - COLONEL BROOK-HART. - L'ordre portait-il une indication quelconque en vue de la conservation du secret ?

TÉMOIN WISLICENY. — Il portait l'indication « très secret ».

LIEUTENANT-COLONEL BROOK-HART. - Quelle était la date approximative de cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Cet ordre datait du mois d'avril 1942.

LIEUTENANT - COLONEL BROOKHART. — Par qui était-il signé ?

TÉMOIN WISLICENY. — Par Himmler en personne.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Et vous avez personnellement examiné ce document dans le bureau d'Eichmann ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, Eichmann m'a montré le dossier et j'ai vu l'ordre moi-même.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous posé une question sur la signification des mots solution définitive, employés dans cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann finit par m'expliquer ce qu'on entendait par là. Il me dit que l'expression solution définitive cachait l'extermination biologique et totale des Juifs dans les territoires de l'Est. Dans des discussions ultérieures, à ce sujet, le même terme de solution définitive apparut continuellement.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous dit quelque chose à Eichmann au sujet du pouvoir que lui octroyait cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann m'a dit qu'il était personnellement chargé de l'exécution de cet ordre au sein du RSHA. A cet effet, il avait reçu toute autorité du chef même de la Sicherheitspolizei ; il était lui-même responsable de la bonne exécution de cet ordre.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous fait des commentaires à Eichmann sur ses pouvoirs ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, je me rendais parfaitement compte que cet ordre était une condamnation à mort pour des millions de personnes. J'ai dit à Eichmann : « Dieu veuille que nos ennemis n'aient jamais la possibilité de ren-

dre la pareille au peuple allemand. » En réponse, Eichmann me dit de ne pas être sentimental ; c'était un ordre du Führer et il devait être exécuté [TMI, IV, pp. 367-370].

C'est clair : tout comme R. Kastner, jamais D. Wisliceny n'a impliqué H. El Hussein dans le (prétendu) « Holocauste ». Par conséquent, les allégations d'E. A. Mowrer avaient été réfutées avant même leur parution en février 1946.

■ *El Hussein laissé hors de cause*

J'ajoute que, par la suite, aucun document n'a été découvert qui aurait démontré une complicité de l'ancien grand mufti de Jérusalem dans la persécution des juifs sous Hitler. Dans l'ouvrage de R. Hilberg *La destruction des juifs d'Europe* — 1099 pages ! — le nom d'El Hussein n'apparaît qu'à... deux reprises :

- la première fois à la page 688 où l'on apprend qu'en mai 1943, le grand mufti protesta auprès des Allemands suite à l'arrivée en Palestine de « 4 000 enfants juifs accompagnés de 500 adultes » venus d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie et Bulgarie) [1]. Preuve, soit dit en passant, que même au plus fort de la guerre, des juifs avaient pu émigrer hors d'Europe... ;

- la deuxième fois lorsque R. Hilberg déclare qu'après la guerre, « la Conférence juive américaine » s'abstint d'exiger « l'inculpation d'un individu précis ou d'une série d'individus » pour « génocide », « avec une exception néanmoins : l'ex-mufti de Jérusalem » (*Ibid.*, p. 923).

(1) : Voy. R. Hilberg *La destruction des juifs d'Europe* (éd. Fayard, 1988), p. 688.

LIEUTENANT - COLONEL BROOKHART. — Continuez votre réponse à la question précédente ; continuez la discussion de l'ordre et de ses circonstances.

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann me dit qu'il pouvait me montrer cet ordre écrit, si cela pouvait tranquilliser ma conscience. De son coffre, il sortit un petit dossier qu'il feuilleta et il me montra une lettre de Himmler adressée au chef de la Sicherheitspolizei et du SD. L'essentiel de cette lettre était à peu près le suivant :

Le Führer a ordonné la solution définitive du problème juif. L'exécution de cette solution dite définitive était confiée au chef de la Sicherheitspolizei et du SD et à l'inspecteur des camps de concentration. Tous les Juifs en mesure de travailler, de sexe féminin ou masculin, devaient provisoirement être soustraits à cette solution définitive et devaient être employés à travailler dans les camps de concentration. Cette lettre était signée de Himmler en personne. Il n'y avait aucune erreur possible, car je connaissais parfaitement la signature de Himmler. Je...

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — A qui cet ordre était-il adressé ?

TÉMOIN WISLICENY. — Au chef de la Sicherheitspolizei et du SD, c'est-à-dire à ses services.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Y avait-il d'autres destinataires indiqués sur cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, l'inspecteur des camps de concentration. Cet ordre était adressé aux deux services.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — L'ordre portait-il une indication quelconque en vue de la conservation du secret ?

TÉMOIN WISLICENY. — Il portait l'indication « très secret ».

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Quelle était la date approximative de cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Cet ordre datait du mois d'avril 1942.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Par qui était-il signé ?

TÉMOIN WISLICENY. — Par Himmler en personne.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Et vous avez personnellement examiné ce document dans le bureau d'Eichmann ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, Eichmann m'a montré le dossier et j'ai vu l'ordre moi-même.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous posé une question sur la signification des mots solution définitive, employés dans cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann finit par m'expliquer ce qu'on entendait par là. Il me dit que l'expression solution définitive cachait l'extermination biologique et totale des Juifs dans les territoires de l'Est. Dans des discussions ultérieures, à ce sujet, le même terme de solution définitive apparut continuellement.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous dit quelque chose à Eichmann au sujet du pouvoir que lui octroyait cet ordre ?

TÉMOIN WISLICENY. — Eichmann m'a dit qu'il était personnellement chargé de l'exécution de cet ordre au sein du RSHA. A cet effet, il avait reçu toute autorité du chef même de la Sicherheitspolizei ; il était lui-même responsable de la bonne exécution de cet ordre.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Avez-vous fait des commentaires à Eichmann sur ses pouvoirs ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui, je me rendais parfaitement compte que cet ordre était une condamnation à mort pour des millions de personnes. J'ai dit à Eichmann : « Dieu veuille que nos ennemis n'aient jamais la possibilité de rendre la pareille au peuple allemand. » En réponse, Eichmann me dit de ne pas être sentimental ; c'était un ordre du Führer et il devait être exécuté.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Savez-vous si cet ordre continua à être observé par les services d'Eichmann ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Pendant combien de temps ?

TÉMOIN WISLICENY. — Cet ordre resta valable jusqu'en octobre 1944. A ce moment-là, Himmler donna un contre-ordre interdisant l'extermination des Juifs.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Qui était chef du Reichssicherheitshauptamt au moment où l'ordre fut donné ?

TÉMOIN WISLICENY. — C'était Heydrich.

LIEUTENANT-COLONEL BROOKHART. — Est-ce que le programme de cet ordre fut appliqué avec la même sévérité sous la direction de Kaltenbrunner ?

TÉMOIN WISLICENY. — Oui. Il n'y eut aucun adoucissement, ni aucun changement d'aucune sorte.

**CI-CONTRE ET CI-DESSUS : TMI, IV, 369-370.
A NUREMBERG, L'ANCIEN SS D. WISLICENY DÉCRIT
LE PRÉTENDU ORDRE D'HIMMLER D'EXTERMINER LES JUIFS.**

Cette quasi-absence d'H. El Hussein dans l'étude de R. Hilberg confirme que l'homme n'a jamais été mêlé, de près ou de loin, à la persécution des juifs sous Hitler. Je souligne en outre que nulle part, dans son étude, R. Hilberg a mentionné les allégations d'E. A. Mowrer. J'y vois la confirmation de leur totale ineptie. Voilà pourquoi on ne saurait s'appuyer sur l'article paru dans *Europe-Amérique* pour prétendre démontrer l'existence d'un plan d'extermination des juifs sous Hitler.

◆ **POURQUOI CET ARTICLE
MENSONGER ?**

Naturellement, vous pourrez vous demander pourquoi la revue *Europe-Amérique* a publié ce texte qui accusait très gravement H. EL Hussein. Pour le comprendre, il faut se rappeler que :

- La « Conférence juive américaine » réclama l'inculpation de l'ex-mufti de Jérusalem lors de sa troisième session qui eut lieu à New York les 17, 18 et 19 février 1946 (voy. R. Hilberg, *op. cit.*, p. 923, note 48) ;

- L'article d'E. A. Morwell parut le 21 février 1946, alors que celui-ci arrivait « de New York via Londres » où il avait pu « prendre contact avec différentes personnalités » (voy. *Europe-Amérique*, 21 février 1946, p. 15).



R. Hilberg. Dans son ouvrage *La destruction des juifs d'Europe*, il n'a jamais accusé El Hussein d'avoir été mêlé à l'« Holocauste ».

La concordance du lieu et des dates me permet de conclure qu'E. A. Morwell était une créature des sionistes américains et que son article publié par *Europe-Amérique* s'inscrivait dans une campagne de presse organisée par ces derniers afin de discréditer (voire de faire disparaître) l'ex-grand mufti de Jérusalem, ce qui aurait naturellement favorisé les projets de création d'un État juif en Palestine. Nouvelle preuve que les sionistes n'ont reculé devant aucune vilénie pour faire aboutir leur plan. Ils ont menti, calomnié et même tué...

Veuillez...

LA RÉPONSE DU CONTRADICTEUR

Monsieur,

Je vous remercie pour votre réponse. Je l'ai transmise à mon ami qui a été convaincu et qui n'accorde plus d'importance aux élucubrations d'E.A. Morwell.

◆ UN TÉMOIGNAGE TROUBLANT

En revanche, les déclarations de D. Wisliceny que vous avez utilisées pour votre démonstration l'ont impressionné. Car, m'a-t-il dit, comment croire qu'un homme puisse porter un faux témoignage aussi grave contre les siens et, finalement, contre lui-même, puisqu'il était directement impliqué dans le massacre ordonné ? Loin de sauver sa tête en faisant ces déclarations, D. Wisliceny se condamnait au contraire à mort. Il a d'ailleurs été jugé puis exécuté en 1948...

◆ LES DÉCLARATION DE R. KASTENER...

Je vous remercie également d'avoir envoyé, en annexe, la copie de la déclaration de R. Kastener datée du 13 septembre 1945. C'est à son propos que je vous écris. R. Kastener a déclaré :

Fin 1941 — d'après le témoignage de Wisliczeny — fait à moi en janvier 1945 à Vienne — Kaltenbrunner chargea le Standartenführer SS Pöhl d'élaborer le projet des chambres à gaz. D'après Wisliczeny, l'initiative venait d'Aichmann. Hitler approuva immédiatement le projet. L'exécution fut confiée au trio Aichmann-Himmler-Kaltenbrunner.

En décembre 1941, les premiers tests [de gazages homicides] furent conduits à Belzec [Belzec]. D'après le témoignage que Wisliczeny me fit à Vienne en février 1945, ce fut un total succès. C'est

pourquoi trois camps de la mort supplémentaires furent érigés à Treblinka, Majdanek et Oswiecim [Auschwitz]. (Plus tard, un camp plus petit fut construit à Kalkini).

Selon les affirmations de Krumei et Wisliczeny en février ou mars 1945, une conférence des officiers de la [section] IV B [du RSHA] fut organisée par Aichmann au printemps 1942. Il les informa alors que le Gouvernement [allemand] avait décidé la complète annihilation des juifs européens et que ce serait fait de façon silencieuse dans les chambres à gaz. « La victoire est à nous » déclara Aichmann. « La fin de la guerre est proche. Nous devons nous presser parce que c'est la dernière chance de débarrasser l'Europe des Juifs. Après la guerre, il ne sera plus possible d'utiliser de telles méthodes » [Voy. *TMI*, XXXI, pp. 10-11.].

◆ ... S'ACCORDENT AVEC LA THÈSE OFFICIELLES

Mon ami — qui a fait traduire ce passage — m'a déclaré que, d'après l'histoire officielle :

- le premier gazage de masse eut lieu le 17 mars 1942 à Belzec ;

- le 20 mars, à Auschwitz, deux chambres à gaz furent aménagées dans deux fermettes reconverties pour cet usage ;

- que Majdanek connut une période de mise à mort systématique à partir de septembre 1942.

Bien que, pour Belzec, il existe une différence de trois mois entre la version officielle et le témoignage de R. Kastener, on ne peut qu'être frappé par la concordance entre ce témoignage et l'histoire officielle. N'est-ce pas la preuve que, dans les grandes lignes au moins, cette histoire est vraie et que R. Kastener

rapportait avec honnêteté ce qu'il avait appris ?

Mon ami me demande ce que vous répondez à cela.

V. REYNOUARD RÉPOND

◆ SUR D. WISLICENY

Au sujet de D. Wisliceny, ma réponse sera très simple : l'histoire est riche de faux témoignages qui chargent très gravement leurs auteurs. J'y vois deux explications principales :

■ *Mentir pour espérer se concilier ses accusateurs*

1. En acceptant de collaborer avec l'accusation, un prévenu espère bénéficier de la mansuétude des juges ou de ceux pour lesquels les juges travaillent, même si ce qu'il a avoué (mensongèrement) devrait normalement mériter la mort : « J'ai avoué ce que vous vouliez ; soyez reconnaissants... » Cette tactique est très souvent adoptée par les accusés su-

balternes, car après avoir avoué les pires forfaits, ils peuvent ensuite tenter de diminuer leurs responsabilités en prétendant qu'ils n'étaient pas d'accord avec leurs chefs mais qu'ils étaient obligés d'obéir aux ordres et qu'ils ont toujours agi pour sauver ce qui pouvait l'être : « Les crimes commis sont certes horribles, mais moi, je n'étais qu'un simple rouage, je condamnais intérieurement et je faisais tout pour limiter les dégâts ; les vrais responsables sont mes chefs qui ont pris les décisions et commandé... »

■ *Le cas des Waffen SS d'Oradour*

Voilà par exemple pourquoi, dans l'affaire d'Oradour, les Alsaciens jugés en 1953 n'ont pas contesté la version officielle. Tous adoptèrent la

Les anciens Waffen SS accusés au procès d'Oradour



dialectique suivante : « Mes chefs furent les vrais criminels ; moi je devais obéir aux ordres (par crainte des représailles sur ma famille). Mais j'ai intentionnellement tiré trop haut ou trop bas, je suis resté loin de l'église, j'ai fait semblant de ne pas voir quand un civil s'échappait, etc. »

■ **L'exemple d'E. von dem Bach Zelewski**

A Nuremberg, l'ancien général SS Erich von dem Bach Zelewski adopta la même stratégie. Chef des unités chargée de combattre les partisans à l'Est (un combat féroce, impitoyable), il était totalement impliqué dans une affaire qui, pour les vainqueurs, méritait la mort. Loin de combattre pied à pied en rectifiant les accusations grossières portées contre son pays, il prétendit au contraire que, sous couvert de lutter contre les partisans, Himmler voulait exterminer... 30 millions de Slaves (*TMI*, IV, 503). S'il avait, en 1942, revendiqué le poste de chef

des unités anti-partisanes, c'est parce que « *les choses ne pouvaient pas continuer ainsi* » (*TMI*, IV, 513), c'est-à-dire qu'il ne fallait plus continuer d'exterminer les Slaves sous couvert de lutte anti-terroriste. Tel fut la défense adoptée par E. von dem Bach Zelewski, une défense qui consistait à reprendre les pires accusations adverses afin de noircir ses chefs et, ainsi, d'apparaître plus gris... Je reviendrai plus loin sur le cas de ce témoin.

■ **Ceux qui sont contraints de mentir**

2. Votre ami semble croire que, dans une affaire criminelle, un individu impliqué (qu'il soit déjà accusé et qu'il soit sûr de le devenir) ment pour tenter de sauver sa tête. C'est souvent vrai, mais pas toujours. Car celui qui prépare un discours susceptible de lui éviter la potence est encore assez libre pour choisir son propos. Cependant, il faut aussi tenir compte des pressions subies qui peuvent restreindre voire annihiler ce reste de liberté, obligeant la personne à signer ce qu'on attend d'elle, même si ses « aveux » doivent la conduire au poteau. Et pour cela, nul besoin de tortures physiques. Permettez-moi de citer mon propre exemple : le 10 novembre 2006, après avoir été arrêté puis interrogé par des Inspecteurs français, je suis resté près de 24 heures dans une cellule de 4 m², en compagnie d'une



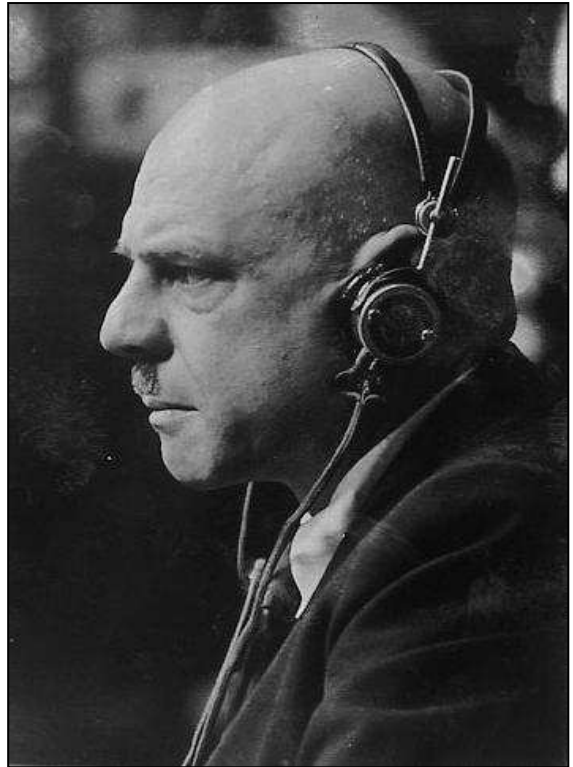
Le général SS von dem Bach Zelewski alors qu'il était chargé de la répression du terrorisme à l'Est. Après l'effondrement du Reich, il collabora avec les vainqueurs. A Nuremberg il prétendit qu'Himmler avait donné des ordres pour exterminer 30 millions de Slaves.

autre personne, sans rien pour passer le temps (ni livre, ni radio, ni télévision, ni jeu de carte...) et, surtout, sans rien pour me reposer (ni matelas, ni oreiller). Au terme de ces 24 heures passées à tourner en rond, j'étais un homme très affaibli qui n'avait plus qu'une obsession : s'allonger sur un lit. Quarante-huit heures encore et j'aurais été réduit à l'état de loque prête à signer n'importe quel déposition pour pouvoir dormir, même si cette déposition me condamnait.

■ **Le cas de Fritz Sauckel**

Un autre exemple peut être cité, bien plus tragique. Il s'agit de Fritz Sauckel. Issu du monde ouvrier, ancien marin ayant travaillé sur différents continents, marié à une simple couturière, père de dix enfants, ce national-socialiste de la première heure avait gravi les échelons jusqu'à devenir, pendant la guerre, plénipotentiaire à la main-d'œuvre. Capturé par les vainqueurs, il comparut au « grand » procès de Nuremberg aux côtés de Hermann Göring, Joachim von Ribbentrop, Rudolf Hess, etc. Le 30 mai 1946, l'Accusation française lui demanda s'il avait été d'accord avec la politique extérieure « *déterminée par les principes de la "race supérieure" et de l' "espace vital"* » (TMI, XV, 72). Il répondit :

Non, pas par le principe d'une « race supérieure » [...]. Je n'ai personnellement jamais approuvé les déclarations faites par certains orateurs nationaux-socialistes sur une « race supérieure » ou une « race des seigneurs ». Je n'ai jamais non plus exprimé de telles opinions. Quand j'étais jeune homme, j'ai beaucoup voyagé à travers le monde, et en Amérique et en Australie j'ai noué avec des familles des relations qui comptent parmi les plus beaux souvenirs de ma



L'ancien plénipotentiaire à la main-d'œuvre en Allemagne Fritz Sauckel. En 1945, victime d'un chantage sur sa femme et ses dix enfants, il dut signer une déclaration inexacte qui le chargeait. Jugé à Nuremberg, il fut condamné à mort et pendu.

vie. Mais j'aime le peuple qui est le mien et je me suis efforcé, je le reconnais, de lui faire obtenir l'égalité des droits. Jamais je n'ai tenu pour bonne la notion de supériorité d'une race, mais je considérais comme nécessaire l'égalité des droits [TMI, XV, 72-3].

Le substitut du procureur, Jacques B. Herzog, lui lut alors une déclaration qu'il avait signée « *volontairement et sans contrainte* » le 4 septembre 1945 (TMI, XV, 73). Il y affirmait :

Sur le plan de la politique étrangère, je considérais que le peuple allemand pouvait, à bon droit, prétendre à un espace vital en Europe et devait, en raison de son niveau racial supérieur, assumer une fonction directrice... En ce qui concerne les moyens et les mesures pour atteindre ce but, j'ai approuvé toutes les décisions prises par Hitler et la NSDAP

et j'ai participé activement à la réalisation de ces plans [Doc. PS-3057].

J. Herzog lui lança :

Alors je vous demande, accusé Sauckel, si vous confirmez ces déclarations que vous avez faites sous serment volontairement et sans contrainte, le 4 septembre 1945, et qui sont en contradiction avec les déclarations que vous m'avez faites hier et que vous venez de me faire [TMI, XV, 73.].

Il va de soi que cette déclaration du 4 septembre le chargeait très gravement et, du point de vue des vainqueurs, le condamnait. Cependant, l'accusé répondit :

Je confirme que ma signature se trouve sous ce document, mais je demanderais au Tribunal de pouvoir lui exposer comment j'ai été amené à donner cette signature. Ce document me fut présenté tout terminé [comprenez : déjà rédigé], lors de mon interrogatoire. J'ai demandé qu'on me laissât lire ce document, dans ma cellule à Oberursel, afin de pouvoir y réfléchir, pour voir si je pouvais y apposer ma signature, mais cela me fut refusé. Au cours de cet interrogatoire, on me déclara, en présence d'un officier, dont on me dit qu'il appartenait à l'Armée russe ou polonaise, que si j'hésitais trop longtemps à signer ce document, je serais livré aux autorités russes. Cet officier russe ou polonais demanda : « Où est la famille de Sauckel ? Lui, nous le connaissons et, bien entendu, nous allons l'emmener. Mais sa famille doit également être transférée en zone russe ». Je suis père de dix enfants, je n'ai pas réfléchi, et, par égard pour ma famille, j'ai signé ce procès-verbal. En rentrant dans ma cellule, j'ai adressé une requête écrite au commandant du camp, lui demandant d'être entendu de lui seul à ce sujet. Mais cela ne fut plus possible, car peu de temps après, je fus transféré ici à Nuremberg [Ibid., pp. 73-4].

Peu après, F. Sauckel expliqua :

A mon sens, toutes les phrases [de ce document] sont inexactes ; je ne les au-

rais pas rédigées de telle façon si j'avais pu les formuler moi-même. Je conteste toutes les phrases de ce document car je ne les ai pas rédigées moi-même. On ne m'a pas interrogé, elles m'ont été présentées une fois rédigées [Ibid., p. 76].

Loin de nier ce fait, l'Accusation confirma. A la question du Président : « *savez-vous si [ce document] est un résumé d'interrogatoires antérieurs ?* », l'avocat général américain Thomas J. Dodd répondit :

Il me semble que c'est l'inverse. Je pense que ce procès-verbal a été établi avant l'arrivée de Sauckel à Nuremberg et avant que le Ministère Public américain ne procède à un interrogatoire [Ibid., p. 77].

C'est clair : soucieux d'arracher son épouse et ses dix enfants aux griffes soviétiques, F. Sauckel avait signé une déclaration toute prête, inexacte et qui, finalement, le condamnait.

Certes, il put ensuite s'expliquer, notamment grâce à son avocat combattif qui avait élevé des objections avant même que cette « déclaration » ne soit présentée pour la première fois par l'Accusation américaine [« M. DODD. — *Oui, nous avons l'intention de présenter ce document mais l'avocat de l'accusé Sauckel m'a informé, il y a un jour ou deux, que son client maintenant qu'il avait été contraint et forcé de faire cette déclaration* » (TMI, III, 502).]. Mais tous les accusés (ou futurs accusés) n'eurent pas cette chance.

■ Conclusion pour D. Wisliceny

Sur ces témoignages de « nazis » obtenus grâce à la torture (physique et mentale), je vous invite à lire l'étude de Mark Weber intitulée : *La face cachée de Nuremberg* (éd. L'Au-

en entier.

M. HERZOG. — Alors je vous demande, accusé Sauckel, si vous confirmez ces déclarations que vous avez faites sous serment volontairement et sans contrainte, le 4 septembre 1945, et qui sont en contradiction avec les déclarations que vous m'avez faites hier et que vous venez de me faire.

ACCUSÉ SAUCKEL. — Je confirme que ma signature se trouve sous ce document, mais je demanderais au Tribunal de pouvoir lui exposer comment j'ai été amené à donner cette signature. Ce document me fut présenté tout terminé, lors de mon interrogatoire. J'ai demandé qu'on me laissât lire ce document, dans ma cellule à Oberursel, afin de pouvoir y réfléchir, pour voir si je pouvais y apposer ma signature, mais cela me fut refusé. Au cours de cette conversation, on me déclara, en présence d'un officier, dont on me dit qu'il appartenait à l'Armée russe ou polonaise, que si j'hésitais

30 mai 46

trop longtemps à signer ce document, je serais livré aux autorités russes. Cet officier russe ou polonais demanda : « Où est la famille de Sauckel ? Lui, nous le connaissons et, bien entendu, nous allons l'emmener. Mais sa famille doit également être transférée en zone russe ». Je suis père de dix enfants, je n'ai pas réfléchi, et, par égard pour ma famille, j'ai signé ce procès-verbal. En rentrant dans ma cellule, j'ai adressé une requête écrite au commandant du camp, lui demandant d'être entendu de lui seul à ce sujet. Mais cela ne fut plus possible, car peu de temps après je fus transféré ici à Nuremberg. Je peux...

M. HERZOG. — Votre signature figure-t-elle au bas de ce document dans lequel vous avez déclaré que vous faisiez ces déclarations volontairement et sans contrainte ?

ACCUSÉ SAUCKEL. — C'est exact, mais dans la situation dans laquelle je me trouvais...

M. HERZOG. — Je crois que ceci est suffisamment expliqué maintenant.

LE PRÉSIDENT. — Voudriez-vous lui demander s'il l'a lu maintenant et si c'est exact ?

M. HERZOG. — Je vous ai demandé tout à l'heure et je vous redemande : êtes-vous prêt à confirmer que ces déclarations sont exactes ?

ACCUSÉ SAUCKEL. — Ces déclarations ne sont pas exactes sur certains points de détail et j'ai demandé à rectifier ces différents points. On ne m'en a pas laissé le temps. On m'a dit également, le dernier matin avant le départ, que je pourrais en parler à Nuremberg. Je l'ai dit ici à l'officier américain qui m'a interrogé.

LE PRÉSIDENT. — Monsieur Herzog, ce document a-t-il déjà été lu à l'audience, lors de l'exposé du Ministère Public ?

M. HERZOG. — Il a été déposé sous le numéro USA-223.

CI-DESSUS : TMI, XV, 73-74.

**A NUREMBERG, F. SAUCKEL EXPLIQUE LES PRESSIONS SUBIES
POUR LE CONTRAINDRE A SIGNER UNE DÉCLARATION INEXACTE.**

tre Histoire, juin 1998), et plus particulièrement le chapitre intitulé : « L'usage indiscriminé de la torture » (pp. 58-78).

J'ignore la catégorie dans laquelle D. Wisliceny doit être rangé ; à mon avis, dans la première. Mais après tout, qu'importe. En rédigeant mon exposé, j'ai simplement voulu démontrer qu'une personne peut, à un instant donné, être amenée à témoigner contre elle-même. Il n'y a là rien d'incroyable.

◆ **COMMENT, À NUREMBERG, L'ACCUSATION PALLIAIT L'ABSENCE DE PREUVES DOCUMENTAIRES**

Je profite de cette réponse pour appeler votre attention sur ce qui suit : à Nuremberg, l'Accusation utilisa D. Wisliceny afin de « prouver » l'existence d'un ordre d'exterminer les juifs, un ordre que personne n'avait pu retrouver — et pour cause. Relisez bien son interrogatoire par le substitut du procureur général américain Brookhart. Il veut donner l'impression que l'ordre sous forme de lettre est matériellement là, devant nous, sorti d'un dossier d'Eichmann, avec la date (avril 1942), la signature de Himmler, l'adresse des destinataires, l'indication « très secret »... Telles étaient les méthodes utilisées à Nuremberg : quand la preuve écrite manquait sous forme d'un original signé, on la créait à l'aide de « témoignages » ou de « dépositions sous serment » (*affidavit*).

Il en fut de même avec le prétendu « Décret Boule » (*Kugel-Erlass*) le

prétendu ordre d'Himmler de cesser tout gazage en octobre 1944. Je commencerai par ce dernier.

◆ **LE PRÉTENDU ORDRE D'HIMMLER DE CESSER LES GAZAGES HOMICIDES**

■ **Le « témoignage » de K. Becher**

A Nuremberg, les vainqueurs en firent grand cas, mais personne ne put le montrer — là encore, et pour cause. Afin de combler ce vide très ennuyeux, l'Accusation dégota un témoin à la Wisliceny. Le 12 avril 1946, le procureur adjoint américain John H. Amen lut un *affidavit* obtenu un mois plus tôt d'un certain Kurt Becher, ancien colonel SS qui, en 1944, était chargé de fournir des chevaux pour les SS [1]. Durant l'été 1944, résidant à Budapest, il avait servi d'intermédiaire entre les services de Himmler et des juifs hongrois qui avaient monnayé leur départ pour la Suisse, l'Espagne ou le Portugal (*Ibid.*, p. 765). Le 8 mars 1946, cet obscur subalterne d'Himmler avait déclaré (librement et sans contrainte, bien entendu) :

Entre la mi-septembre et la mi-octobre 1944, j'ai obtenu du Reichsführer SS Himmler qu'il promulguât l'ordre suivant que je reçus en deux exemplaires, destinés chacun aux SS-Obergruppenführer Kaltenbrunner et Pohl, plus un exemplaire pour moi :

« J'interdis, avec effet immédiat, toute extermination des juifs, et j'ordonne qu'au contraire des soins soient donnés aux personnes malades et affaiblies. Je vous tiens [MM. Kaltenbrunner et Pohl] pour personnellement responsables, même dans le cas où cet ordre ne serait pas strictement observé par les échelons subalternes » [Doc PS-3762].

(1) : Voy. Saul Friedländer, *Les Années d'Extermination. L'Allemagne nazie et les Juifs, 1939-1945* (éd. Seuil, 2008), p. 764

■ Une thèse inepte...



Kurt Becher

Nous étions donc invité à croire que dans l'Allemagne hitlérienne, un obscur colonel, simple fournisseur de chevaux, avait convaincu le Reichsführer Himmler de faire cesser l'« Holocauste » et avait lui-même été chargé d'apporter l'ordre au chef du RSHA (E. Kaltenbrunner) et au chef de l'exploitation économique des camps (O. Pohl). C'était du délire digne d'un Kurt Gerstein, mais à l'époque, personne ne s'en souciait. L'important était de « prouver » qu'un ordre de cesser le massacre des juifs avait existé. Et pour apporter cette preuve, tous les moyens étaient bons, même une déclaration délirante recueillie *in extremis*...

■ ... reprise par R. Hilberg
le malhonnête

Inutile de dire que par la suite, aucune trace de cet ordre en trois exemplaires n'a été retrouvé. Mais les exterminationnistes y tiennent. Voilà pourquoi ils continuent à mentionner l'*affidavit* K. Becher, sans d'ailleurs le citer, afin de ne pas révéler son ineptie. Dans son ouvrage, ainsi, R. Hilberg écrit :

En novembre 1944, Himmler décida que, pour des raisons d'ordre pratique, la question juive était résolue. Le 25 de ce mois, il ordonna le démantèlement des installations de mise à mort¹³ [1].

La note 13 est la suivante (je la cite intégralement) : « *Déposition en cours d'instruction de Kurt Becher du 8 mars 1946, PS-3762* » (Id.). Preuve qu'un ordre original n'a été retrouvé, sans quoi l'auteur en aurait directement donné la référence.

Une grave malhonnêteté de Raul Hilberg.

Il affirme l'existence d'un ordre sur le seul fondement d'un « témoignage » douteux qu'il déforme en outre pour le faire mieux cadrer avec sa thèse.

848

LA DESTRUCTION DES JUIFS D'EUROPE

la réduction de la plupart des derniers noyaux de population juive. Pendant cette période, quelque 600 000 Juifs furent acheminés dans le centre de mise à mort. Alors que la Roumanie et la Bulgarie étaient désormais hors d'emprise, que s'effondraient les réseaux de transports, que se faisait sentir le besoin désespéré de main-d'œuvre juive pour l'industrie de guerre et que se développait l'exemption des Juifs des mariages mixtes, le processus de destruction touchait à son terme. En novembre 1944, Himmler décida que, pour des raisons d'ordre pratique, la question juive était résolue. Le 25 de ce mois, il ordonna le démantèlement des installations de mise à mort¹³. Ce jour-là, Auschwitz I et II fusionnèrent pour constituer le camp de concentration d'Auschwitz, et Auschwitz III devint le camp de concentration de Monowitz¹⁴.

IG-Farben se préparait déjà à quitter les lieux. Depuis le 4 avril 1944, la

13. Déposition en cours d'instruction de Kurt Becher du 8 mars 1946, PS-3762.

14. Danuta Czech, « Kalendarium », *Hefte von Auschwitz* vol. 8, 1964, p. 88.

15. Voir les rapports du Mediterranean Allied Photo Reconnaissance Wing (groupe de reconnaissance photo allié de la Méditerranée). National Archives Record Group (15th Air Force) and

J'ajoute que la malhonnêteté de R. Hilberg apparaît ici dans tout son éclat car :

1. K. Becher n'a jamais parlé du 25 novembre 1944. Il a parlé d'un ordre émis « *entre la mi-septembre et la mi-octobre 1944* ». Pourquoi R. Hilberg a-t-il menti sur la date ? Tout simplement parce que, d'après sa thèse, l'« Holocauste » aurait duré « *jusqu'à la fin octobre 1944* » (*Ibid.*, p. 847). Il ne pouvait donc être question d'un ordre donné avant le 15 octobre...

2. K. Becher n'a jamais parlé d'un ordre qui aurait exigé « *le démantèlement des installations de mise à mort* ». R. Hilberg a inventé cela afin de donner du crédit à sa thèse, car on sait qu'en janvier 1945, les crématoires furent démantelés puis dynamités.

■ Un S. Friedlander visiblement gêné

Aujourd'hui encore, l'exterminationniste S. Friedländer cite

K. Becher, mais de manière beaucoup plus circonspecte. Dans *Les Années d'Extermination* (2008), on lit :

Si l'on en croit la déposition de Becher, après la guerre, c'est dans le courant de l'automne 1944 qu'il convainquit Himmler d'ordonner la fin des déportations [...]. En contrepartie des virements demandés aux Juifs¹⁶⁴, il semble que, suivant la suggestion de Becher, Himmler ait bel et bien donné des ordres en ce sens à Kaltenbrunner et à Pohl [1].

« *Si l'on en croit la déposition de Becher...* ». Sous la plume d'un historien, cette expression est inacceptable : soit la déposition est démontrée vraie, et il faut la croire, soit elle est démontrée fausse, et il faut l'écarter. Avec une certaine gêne, S. Friedlander nous invite à croire qu'elle est vraie : « *il semble que* » des ordres aient été donnés, écrit-il. Mais sur quoi se fonde-t-il pour émettre une telle supposition ? On attend un document, un témoignage, un fait... Cependant, rien ne vient. Rien. L'affirmation de S. Friedlander est donc entièrement

Saul Friedlander est plus circonspect concernant Kurt Becher.

était disposé. Dans le même temps, il devait entrer en contact avec des personnalités, juives ou non, en Suède.

Si l'on en croit la déposition de Becher, après la guerre, c'est dans le courant de l'automne 1944 qu'il convainquit Himmler d'ordonner la fin des déportations, y voyant une ouverture pour engager des négociations avec des représentants du Joint et, plus spécifiquement, avec son représentant en Suisse, Sally Mayer. En contrepartie des virements demandés aux représentants juifs¹⁶⁴, il semble que, suivant la suggestion de Becher, Himmler ait bel et bien donné des ordres en ce sens à Kaltenbrunner et à Pohl ; il semble aussi qu'en réponse Mayer, avec l'accord du représentant du WRB en Suisse, ait été prêt à ouvrir un compte bloqué pour les Allemands dans une banque suisse. Mais Himmler, qui devait

(1) : Voy. S. Friedländer, *op. cit.*, p. 791.

gratuite. L'auteur *veut croire* en K. Becher car la thèse officielle parle du prétendu arrêt des gazages à Birkenau en novembre 1944. Mais comme ses prédécesseurs il ne parvient pas à combler le vide documentaire.

◆ E. KALTENBRUNNER ET LE « DÉCRET BOULE »

■ *Le texte du décret*

J'en viens au « Décret Boule ». A Nuremberg, il en fut beaucoup question. Tout commença le 13 décembre 1945. Dans son réquisitoire introductif, l'avocat général américain, Thomas J. Dodd, produisit un simple télétype émanant d'un service de la Police secrète d'État de Cologne. Daté du 4 mars 1944 et portant en guise de signature le nom d'Heinrich Müller, alors chef de la Gestapo, il était relatif au traitement des prisonniers de guerre repris après évasion. Ceux-ci devaient être livrés à la Police qui se chargerait de les envoyer, dans le plus grand secret, au camp de Mauthausen [1]. Bien que l'envoi de prisonniers de guerre dans un camp de concentration pour simple évasion ait été une violation du Droit international (d'où le secret qui entourait la mesure), le télétype du 4 mars 1944 ne comportait rien de sinistre. En particulier, il n'était mentionné nulle part qu'une fois arrivé à Mauthausen, les fugitifs devaient être exécutés. Les seules précisions données concernant le traitement étaient les suivantes :

La Direction de la Police d'État recevra les officiers prisonniers de guerre repris après évasion, que les commandants des

camps de prisonniers lui remettront, et elle les dirigera sur le camp de Mauthausen selon les méthodes déjà employées, à moins que les circonstances ne rendent nécessaire un transport spécial. Les prisonniers de guerre seront mis aux fers pendant le transport et non sur le chemin de la gare s'il s'y trouve des personnes susceptibles de l'observer. Le commandant de Mauthausen doit être avisé que ce transfert est opéré dans le cadre de l'action « Kugel ». La direction de la Police d'État soumettra tous les six mois des rapports sur ces transferts donnant simplement les chiffres : le premier rapport doit être remis le 5 juillet 1944 [TMI, III, 513-4.].

■ *Un décret nullement sinistre*

La lecture objective de ces instructions ne laissait guère de place au doute : les fugitifs repris devaient être remis à la Police. Si des transports pour Mauthausen étaient disponibles et s'il restait suffisamment de places, les prisonniers y seraient joints ; dans le cas contraire un transport spécial (« *EIN BESONDERER TRANSPORT* ») serait organisé. Dans les trains (et pas avant par souci de discrétion), les prisonniers seraient enchaînés afin de prévenir toute nouvelle évasion. Cette dernière précision permettait de comprendre le nom du décret : « Kugel », dans ce contexte, signifiait « boule » ou, plus exactement, « boulet ». Il s'agissait du boulet auquel le fugitif devait être attaché, comme les bagnards des siècles passés... Dans sa plaidoirie, d'ailleurs, l'avocat de la Gestapo, Me Rudolf Merkel, le rappela :

Le témoin Straub et l'affidavit [Gestapo] n° 75 ont prouvé que Müller a déclaré au cours d'une discussion que la désignation *Kugel-Erlass* n'avait rien à

(1) : Voy. TMI, III, 513-4. Voy. également le doc. PS-1650, texte intégral du télétype in TMI, XXVII, pp. 424-428.

Première page du télétype devenu à Nuremberg le document PS-1650 (consultable dans son intégralité sur le site de Carlos Porter).

C. Porter note avec raison que, de façon tout à fait étonnante, ce « document original » porte un tampon... anglais (« confidential »). Toutefois, sans autre information, j'admets qu'il s'agit d'un vrai.

CONFIDENTIAL
Geheime Staatspolizei - Staatspolizei
Außendienststelle Aachen

Aufgenommen:				Raum für Eingangsstempel		Befördert:			
Tag	Monat	Jahr	Zeit			Tag	Monat	Jahr	Zeit
1. 7.	7.	1944	15.55						
von						an			
durch						durch			
110.				1. 7. 44					
Eingangs-Nr. 110.				VERSÄGERUNGSVERMERK:					
- Fernschreiben -									

BERLIN, 19. 5. 44 14.30 UHR

A 069544

AN ALLE STAATSPOLIZEI-LEIT-STELLEN -
MIT AUSNAHME VON PRAG UND BRÜNN, -
INTEPUNKTE AN SIPO U. D. SD., -

BETRIFFT: NACHNAHMEN SEHEN WIEDERERGRIFFENE FLUECHTIGE
KRIEGSGEFANGENE OFFIZIERE UND NICHTANBEITENDE
UNTEROFFIZIERE MIT AUSNAHME BRITISCHEN UND AMERIKANISCHER
KRIEGSGEFANGENER. -

- DAS OKM. HAT FOLGENDES ANGEORDNET:

1. JEDE WIEDERERGRIFFENE FLUECHTIGE KRIEGSGEFANGENE
OFFIZIER UND NICHTANBEITENDE UNTEROFFIZIER MIT AUSNAHME
BRITISCHEN UND AMERIKANISCHER KRIEGSGEFANGENER,
GLEICHGÜLTIG OB ES SICH UM EINE FLUCHT BEIM TRANSPORT,
UM EINE MASSENFLUCHT ODER EINZELFLUCHT HANDELT, IST NACH
SEINER WIEDERERGRIFFUNG DEM CHEF DER SIPO U. D. SD. MIT DEM
KENNORT "STUFE ROM. 3" ZU UEBERGEHEN. -

- 2. DA DIE UEBERSTELLUNG DER KRIEGSGEFANGENEN AN DIE
SICHERHEITSPOLIZEI UND DES SD. NACH AUSSEN UNTER KEINEN
UMSTAENDEN OFFIZIELL BEKANNT WERDEN DARF, DUERFEN ANDERE
KRIEGSGEFANGENE VON DER WIEDERERGRIFFUNG KEINESFALLS
KENNTNIS ERHALTEN. DIE WIEDERERGRIFFENEN SIND DER
WEHRMACHTAUSKUNFTSTELLE ALS "GEFLOHEN UND NICHT
WIEDERERGRIFFEN" ZU MELDEN. IHRE POST IST ENTSPRECHEND ZU
BEHANDELN. AUFANFRAGEN VON VERTRETERN DER SCHUTZMACHT,
DES INTERNATIONALEN ROTEN KREUZES UND ANDEREN
HILFGESELLSCHAFTEN WIRD DIE GLEICHE AUSKUNFT GEGEBEN WERDEN.

- 3. FALLS FLUECHTIGE BRITISCHE UND AMERIKANISCHE

CONFIDENTIAL

faire avec les exécutions. On devait plutôt éviter que les détenus ne s'échappent en leur fixant un boulet de fer au pied [TMI, XXI, 544.].

■ **Premier mensonge de l'Accusation**

Mais à Nuremberg, l'Accusation voulait présenter ce décret comme une preuve supplémentaire de la « barbarie nazie ». Oubliant totalement le contexte et profitant du fait qu'en allemand, « Kugel » pouvait aussi signifier *balle*, T. Dodd lança :

Ce n'est pas une coïncidence que la traduction littérale du mot allemand « Kugel » soit le mot « balle » puisque Mauthausen où l'on envoyait les prisonniers évadés, était un centre d'extermination [TMI, III, 514].

L'avocat général américain utilisait ici la technique bien connue de la prétérition ; ne pouvant clairement dire que ce décret était meurtrier (puisque'il ne renfermait aucun ordre de meurtre), il suggérait que la « balle » ici mentionnée était celle qui allait être utilisée pour fusiller

le prisonnier dans le « centre d'extermination » appelé Mauthausen.

■ **Une déclaration opportune vient confirmer**

L'argument était de si faible valeur que l'Accusation ne pouvait en rester-là. Un mois plus tard, ainsi, le colonel Robert G. Storey vola au secours de son collègue T. Dodd. Il produisit une déclaration sous serment d'un militaire français, le lieutenant Jean-Frédéric Veith. Ancien déporté à Mauthausen, le 5 mai 1945, il avait affirmé :

Les prisonniers K [Kugel] étaient aussitôt dirigés sur la prison où ils étaient déshabillés et menés aux « salles de douche ». Cette salle de douches, située dans les caves de la prison près du crématoire, était spécialement conçue pour les exécutions (par balle ou par gazage). L'exécution par balle était pratiquée à l'aide d'une toise. Le prisonnier était placé sous cette toise munie d'un machin automatique (« *automatic contraption* ») qui lui tirait une balle dans la nuque dès que la planche réglable déterminant sa hauteur avait touché le sommet de son crâne.

L'avocat général américain à Nuremberg Thomas J. Dodd.

On le voit ici photographié avec une prétendue preuve de la « barbarie nazie » beaucoup montrée à l'époque : une tête réduite présentée comme ayant été celle d'un déporté assassiné dans un camp.

Or, on sait aujourd'hui que cette prétendue tête de déporté avait tout simplement été prise dans un musée ethnographique. Il s'agissait d'une « tête de Jivaros »...



Si le transport comportait trop de prisonniers K, plutôt que de perdre du temps à les « mesurer », ils étaient exterminés avec du gaz envoyé dans la salle de douches au lieu de l'eau [1].

■ **Un faux témoin qui se démasque lui-même**

Sachant que la prétendue « chambre à gaz » de Mauthausen est un mythe, le « témoin » de l'accusation apparaît aujourd'hui tel qu'il est : un menteur éhonté. A l'époque, certes, personne ne songeant à remettre en question l'existence de ce local de mort, cet argument ne pouvait être utilisé. Mais l'Accusation « grilla » elle-même son témoin en l'appelant à la barre. C'était le 28 janvier 1946. Dans les comptes-rendus du procès, sa déposition orale s'étend sur dix pages (*TMI*, VI, 240-250). De façon très révélatrice, l'« action K » fut abordée quelques minutes seulement (en moins de deux pages). Interrogé par l'Accusation, le témoin déclara tout d'abord que les prisonniers « K » « *étaient remis directement aux gardiens de la prison, passaient dans celle-ci et on n'en entendait plus jamais parler* » (*Ibid.*, p. 242). Peu après, il précisa :

Mes connaissances de l'action K proviennent de ce que je dirigeais le service de l'Hollerith à Mauthausen [2] et, par conséquent, je recevais toutes les feuilles de transfert des différents camps [...]. Ces prisonniers [« K »] arrivaient à Mauthausen et disparaissaient, c'est-à-dire qu'ils étaient amenés dans la prison où ils étaient en partie immédiatement exécutés, et en partie passés à l'annexe de la prison qui était devenue trop petite, le fameux bloc 20 de Mauthausen [*Ibid.*, p. 243].

En moins d'une minute, J.-F. Veith avait révélé qu'il n'avait rien vu (puisqu'il travaillait dans l'administration) et, donc, qu'il n'était nullement un témoin oculaire. Tout ce qu'il pouvait dire, c'était qu'à leur arrivée, les prisonniers « K » étaient directement mis dans la prison du camp, ce qui n'avait rien de surprenant, s'agissant de fugitifs repris...

■ **Une mystérieuse toise jamais retrouvée**

Quant à cette diabolique toise qui aurait permis de tuer automatiquement jour après jour d'une balle dans la nuque, le 28 janvier 1946, le « témoin » n'en parla même pas et l'Accusation ne lui posa aucune

(1) : Voy. le doc. PS-2285 reproduit in *TMI* XXX, pp. 141-2. Notez que la déclaration sous serment fut écrite *directement* en anglais par J.-F. Veith. Elle fut ensuite traduite (oralement) à un autre Français ancien déporté à Mauthausen, le lieutenant-colonel Guivante de Saint-Gaste, qui la signa également. A Nuremberg, le colonel Storey lut cette déclaration le 7 janvier 1946 (*TMI*, IV, 269-70). (2) : Les machines Hollerith étaient les ancêtres des ordinateurs actuels. Elles fonctionnaient à l'aide de cartes perforées. Le fait que la *Deutsche Hollerith Maschinen Gesellschaft* ait été une filiale d'IBM provoqua, à partir de 2001 une campagne de presse contre ce géant américain, accusé d'avoir été complice de l'« Holocauste ». Le 9 février 2001, une plainte fut déposée à New York contre IBM par des « survivants de la Shoah ». Peu après, un « *fils de survivants polonais de l'Holocauste* », Edwin Black, publia un ouvrage de plus de 500 pages intitulé : *IBM and the Holocaust*. Une version française parut très rapidement chez Robert Laffont sous le titre : *IBM et l'Holocauste*. J.-F. Veith y était cité (p. 415). En Suisse également, une association de « *survivants gitans de l'Holocauste* », la Girca, porta plainte en se fondant sur le livre d'E. Black (voy. *Le Soir*, 30 décembre 2004, p. 7). Elle réclamait « *une indemnisation pouvant s'estimer à 5 milliards de dollars* » (*Id.*). J'avoue ignorer où en sont ces différentes affaires...

M. DUBOST. — Que savez-vous de l'action K, et comment le savez-vous ?

M. VEITH. — Mes connaissances sur l'action K proviennent de ce que je dirigeais le service de l'Hollerith à Mauthausen et, par conséquent, je recevais toutes les feuilles de transfert des différents camps, et lorsqu'il y avait des prisonniers qui, par erreur, nous étaient transférés comme prisonniers normaux, nous les mettions sur le bulletin de transfert que nous devions envoyer à la Centrale de Berlin, ou plutôt nous ne mettions pas de numéro puisque nous ne pouvions pas le donner ; la Politische ne nous donnait aucune indication et déchirait même la liste des noms, si par hasard elle nous parvenait.

Par des entretiens avec mes camarades de la Politische, j'ai su que cette action K concernait tout d'abord les prisonniers de guerre qui étaient pris en tentative d'évasion ; par la suite, cette action a été étendue, toujours à des militaires qui avaient réussi à fuir mais surtout à des officiers qui étaient repris dans des pays contrôlés par les Allemands.

En outre, toute personne qui se livrait à une activité quelconque qui pouvait être interprétée comme ne correspondant pas aux désirs des chefs nazis, pouvait aussi être frappée de l'action K. Ces prisonniers arrivaient à Mauthausen et disparaissaient, c'est-à-dire qu'ils étaient amenés dans la prison où ils étaient, en partie immédiatement exécutés, et en partie passés à l'annexe de la prison qui était devenue trop petite, le fameux bloc 20 de Mauthausen.

M. DUBOST. — Vous précisez bien qu'il s'agit de prisonniers de guerre ?

M. VEITH. — Il s'agit de prisonniers de guerre surtout, en majeure partie.

TMI IV, 243 : le témoin de l'accusation admet lui-même qu'il n'a rien vu...

question à son sujet. Pourtant, il s'agissait d'une pièce à conviction remarquable qui aurait démontré toute la perversité des « nazis ».

Certains m'objecteront que dans la brochure intitulée : *C'était il y a vingt ans. La libération des camps de la mort*, une photographie montre une toise destinée à tuer les prisonniers. La légende porte :

Parfois aussi, [les SS] ont recours à des procédés plus expéditifs telle cette toise utilisée pour des exécutions par balle dans la nuque [1].

Je leur répondrai qu'il ne s'agit pas de celle décrite par J.-F. Veith, car même à supposer que l'objet

montré soit une toise (ce qui n'est nullement certain), l'appareil n'est pourvu d'aucun dispositif automatique ; la main qui tient l'arme à feu est nettement visible.

Soixante-trois ans plus tard, personne n'a été capable de retrouver ne serait-ce qu'un plan du diabolique engin qui, à Mauthausen, aurait permis de tuer les prisonniers « K ». On ne saurait en être surpris. Si cet engin avait existé, l'Accusation en aurait longuement parlé lors de la comparution du « témoin » Veith. Sa discrétion observée le 28 janvier 1946 à propos de la toise pouvait être considérée comme un

(1) : Voy. *C'était il y a vingt ans. La libération des camps de la mort*, (éd. FNDIRP, 1965), p. 60.

aveu, l'aveu que J.-F. Veith était un faux témoin.

■ **Une déclaration écrite déclarée « preuve authentique »**

Mais qu'importait ! Sa déposition écrite du 5 mai 1945 (PS-2285) avait été acceptée par le Tribunal, ce qui, aux termes de l'article 21 du Statut du TMI, faisait d'elle une « *preuve authentique* ». Nous étions donc priés de croire fermement (et nous le sommes encore aujourd'hui) qu'à Mauthausen, les Allemands avaient conçu une toise infernale qui, grâce à un « *machin automatique* », logeait une balle dans la nuque des victimes du « Décret Boule » [Le 20 mars 1946, le procureur général américain Robert H. Jackson parla effectivement de cette « *toise dans laquelle était dissimulée une arme à feu* » (TMI, IX, 612). Il y croyait donc.]...

■ **Un nouvel argument inepte**

Quelques jours plus tard, le 7 février 1946, l'Accusation revint

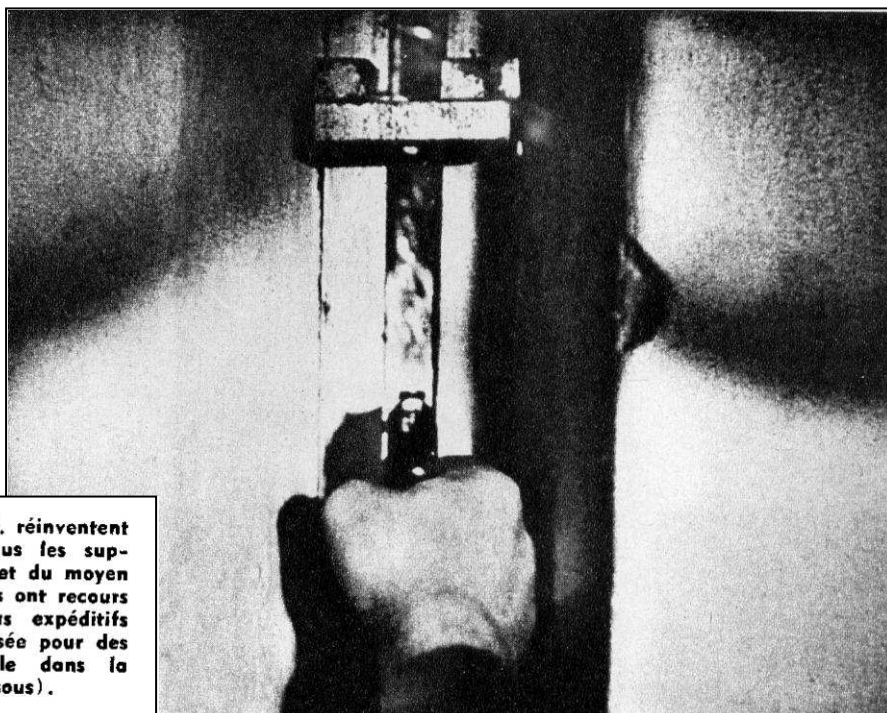
sur la question. Soucieuse de « démontrer » que le « Kugel-Erlass » était bien un décret criminel, un substitut français, Constant Quatre, lança :

Elle [la « Kugel Aktion »] n'a pas d'autre but que de confier à des organismes de police ces prisonniers évadés. C'est la *Sonderbehandlung* des ordres et des rapports officiels, mais ce « traitement spécial », comme vous le savez, Messieurs, n'est autre que l'extermination [TMI, VII, 124].

Le raisonnement était le suivant : dans le « Décret-Boule », il était question d'organiser, le cas échéant, un « transport spécial » (« *EIN BESONDERER TRANSPORT* ») de prisonniers. Ceux-ci étaient donc soumis à un « traitement spécial » (*Sonderbehandlung*). Mais on sait que ce terme signifiait « extermination ». Conclusion : les prisonniers visés par le « Décret-Boule » étaient destinés à être assassinés. CQFD.

Je me contenterai juste de souligner qu'avec de tels « raisonnements », on aurait égale-

La prétendue « toise infernale » de Mauthausen, que personne n'a jamais retrouvée.



Pour torturer, les S.S. réinventent et perfectionnent tous les supplices de l'antiquité et du moyen âge. Parfois aussi, ils ont recours à des procédés plus expéditifs telle cette toise utilisée pour des exécutions par balle dans la nuque (photo ci-dessous).

ment pu démontrer qu'Hitler et sa suite étaient destinés à l'extermination, puisqu'ils se déplaçaient dans un « train spécial ».

■ **L'accusé E. Kaltenbrunner n'est pas concerné**

Mais un dernier ennui subsistait. A Nuremberg, l'accusé auquel ce décret devait être imputé était l'ancien chef de l'Office central de Sécurité du Reich (RSHA), Ernst Kaltenbrunner. Or, le télétype du 4 mars 1944 (PS-1650) portait le nom d'H. Müller. Et on savait qu'en tant que responsable de la Gestapo, ce dernier prenait ses ordres directement auprès d'Himmler [1]. Dès lors, comment impliquer E. Kaltenbrunner dans l'affaire ?

■ **Un témoin providentiel à la rescousse de l'Accusation**

Pressée par le temps, l'Accusation trouva un moyen très simple. Parmi les anciens « nazis » faits prisonniers et détenus au camp de Dachau (un camp reconverti en prison par les Alliés), figurait un Autrichien de 26 ans, Josef Niedermayer. De 1942 à mai 1945, il avait commandé le bâtiment des cellules du camp de Mauthausen. Le 7 mars 1946, il signa une déposition dans laquelle on lisait :

2. Au début de décembre 1944, les décrets dits « Kugel » m'ont été montré au département politique du camp de concentration de Mauthausen. Il y avait deux décrets, dont chacun portait la signature de Kaltenbrunner. J'ai vu moi-même ces deux signatures. L'un de ces décrets ordonnait que les travailleurs civils étrangers qui s'étaient échappés à

plusieurs reprises des camps de travail fussent, au cas où ils seraient repris, envoyés au camp de concentration de Mauthausen en application de l'action « Kugel ».

Le deuxième décret stipulait que la même procédure devait être adoptée à l'égard des officiers et des sous-officiers prisonniers de guerre, à l'exception des Britanniques et des Américains, quand ils avaient fait plusieurs tentatives d'évasion des camps de prisonniers de guerre. Ces prisonniers de guerre devaient également être conduits au camp de concentration de Mauthausen.

3. A la suite de ces décrets « Kugel » et des instructions orales données par Kaltenbrunner, en complément de cet ordre, 1 300 travailleurs civils étrangers, officiers et sous-officiers, furent amenés au camp de concentration de Mauthausen. Ils furent logés au block n° 20 et, suivant les ordres, si mal nourris qu'ils ne pouvaient que mourir de faim. 800 d'entre eux moururent de faim et de maladie. La mauvaise nourriture et le manque de soins médicaux avaient pour origine les ordres verbaux donnés personnellement par Kaltenbrunner [2].

Notez qu'il n'était ici plus question ni de toise meurtrière, ni de chambre à gaz. Les détenus « K » mourraient de faim et de manque de soins. Dans leur précipitation, les vainqueurs avaient oublié d'accorder leurs violons. Mais passons...

■ **E. Kaltenbrunner démasque le faux témoignage**

Cette déposition fut enregistrée à Nuremberg sous le numéro PS-3844. Un mois plus tard, lors du contre-interrogatoire d'E. Kaltenbrunner, le procureur adjoint américain J. Amen la déposa sous le numéro sous le numéro USA-801 et la lut triomphalement (*TMI*, XI, 352). Mais son triomphe fut de courte du-

(1) : Voy. par exemple *TMI*, XI, p. 254. E. Kaltenbrunner expliqua qu'après la mort de Heydrich, « la Gestapo éta[i]t restée sous les ordres de Himmler ». (2) : Voy. le doc. PS-3844 reproduit in *TMI*, XXXIII, pp. 211-212.

Le faux témoignage (providentiel pour l'Accusation)
de J. Niedermayer
(TMI, XXXVIII, 211-212)

DOCUMENT PS-3844.

DÉCLARATION SOUS SERMENT DE JOSEF NIEDERMAYER, EN DATE DU 7 MARS 1946: TRANSFERT AU CAMP DE CONCENTRATION DE MAUTHAUSEN, CONFORMÉMENT AUX DEUX DÉCRETS « KUGEL », DES TRAVAILLEURS CIVILS ÉTRANGERS ET DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS PRISONNIERS DE GUERRE, COUPABLES DE TENTATIVES RÉPÉTÉES D'ÉVASION; RESPONSABILITÉ DE KALTENBRUNNER POUR LE TRAITEMENT DE CES PERSONNES DANS LE CAMP DE MAUTHAUSEN, TRAITEMENT QUI DANS LA PLUPART DES CAS CAUSAIT LEUR MORT. (COTE D'AUDIENCE USA-801.)

BESCHREIBUNG:

alles ms'e Verv | alles hs'e Ti

FORM 3 JA-WC 6 a

Before me, PAUL C GUTH 2ND LT AUS, being authorized to administer oaths, personally appeared JOSEF NIEDERMAYER who, being by me first duly sworn in GERMAN, made and subscribed the following statement in his own handwriting:

Ich Niedermayer Josef, geb.11.4.20 zu Salzburg erkläre hiermit folgendes:

1. *Vom Herbst 1942 bis Mai 1945 ist mir der sogenannte Zellenbau des Konzentrationslagers Mauthausen unterstanden.*
2. *Anfangs Dezember 1944 sind mir in der politischen Abteilung des Konzentrationslagers Mauthausen, die sogenannten „Kugel“ Erlasse gezeigt worden. Es waren 2 Erlasse von denen jeder die Unterschrift Kaltenbrunner trug. Ich habe beide Unterschriften selbst gesehen. In dem einen Erlaß war angeordnet, daß Ausländische Zivilarbeiter die wiederholt aus Arbeitslagern geflüchtet waren, bei Wiederergreifung in das Konzentrationslager Mauthausen unter Aktion „Kugel“ gebracht werden sollten.*

In zweiten Erlaß stand, daß mit Kriegsgefangenen Offizieren und Unteroffizieren, ausgenommen Britischen und Amerikanischen ebenso Verfahren werden sollte, wenn sie wiederholt aus Kriegsgefangenenlager entwichen.

Auch diese Kriegsgefangenen sollten in das Konzentrationslager Mauthausen gebracht werden.

Niedermayer Josef

PS-3844

-- Seite 2 --

3. Auf Grund der Kugel Erlasse und der dazu ergangenen Mündlichen Weisungen Kaltenbrunners wurden 1300 Ausländische Zivil Arbeiter, Offiziere und Unteroffiziere in das Konzentrationslager Mauthausen gebracht. Hier wurden sie auf Block 20 untergebracht und Befehlsgemäß so schlecht genährt, dass sie verhungern mußten. 800 von ihnen sind an Hunger und Krankheit gestorben. Die schlechte Ernährung und die Unterlassung Ärztlicher Fürsorge erfolgte auf Persönlichen mündlichen Befehl Kaltenbrunners.

Diese Erklärung ist von mir am 7.3.1946 in Dachau Deutschland eigenhändig, freiwillig und ohne Zwang geschrieben worden. Ich schwöre vor Gott, daß sie wahr ist.

Niedermayer Josef.

Diese Erklärung ist von mir auf Seiten, mit eigener Hand, in ...Dachau..... Deutschland, am 7 th day of March 1946, um Uhr, freiwillig und ohne Zwang niedergeschrieben worden. Ich schwöre bei Gott dem Allmächtigen, dass ich nichts als die lautere Wahrheit sagen, nichts verschweigen und nichts hinzufügen werde.

Subscribed and sworn to before me at ...Dachau..... GERMANY, this ...7...th.....day of March....., 1946

FORM 3 JA-WC 66

2ND LT AUS
Paul C Guth
Investigating Officer

Niedermayer Josef

rée, car l'accusé contre-attaqua en annonçant qu'il allait « *réfuter immédiatement ce document* » (*Id.*). Dans un premier temps, il appela l'attention du Tribunal sur le fait que la signature du « témoin » était « *totalelement différente du reste de la déclaration* » (*Ibid.*, p. 353). Or, au haut du document, il était certifié que J. Niedermayer avait « *rédigé et signé la déposition suivante de sa propre main* » (*made and subscribed the following statement in his own handwriting* ; voy. *TMI*, XXXIII, 211). E. Kaltenbrunner souligna ensuite que depuis le début, l'Accusation avait toujours mentionné un unique décret concernant les seuls officiers et sous-officiers prisonniers de guerre, pas les travailleurs civils. Il parla donc clairement d'un « *ordre faux* » inventé par le « témoin » (*TMI*, XI, 353). Enfin, il rappela que d'après le Droit allemand en vigueur sous le Reich, il lui aurait été « *impossible de faire enfermer dans un camp des travailleurs civils en application du décret "Kugel"* ». « *Voilà, continua-t-il, ce que, dans son zèle, ce témoin a oublié* » (*Id.*). En prononçant ces mots, l'accusé déclarait explicitement que le J. Niedermayer avait menti pour plaire aux vainqueurs. En d'autres occasions, une telle accusation aurait pu être écartée sans examen. Mais à l'heure où tous les Allemands devaient rendre des comptes, le jeune Autrichien se trouvait incontestablement dans une position très délicate. Parce qu'il avait été responsable de la prison de Mauthausen, le spectre de la mort par pendaison planait au-dessus de lui. Dans de telles circonstances, tout laissait soupçonner que ce



Ernst Kaltenbrunner à Nuremberg. Bien que rendu malade par ses conditions de détention à Londres, il fit front et réfuta de nombreuses fausses accusations portée contre lui à l'aide de faux témoins.

« témoignage providentiel », si conforme aux désirs de l'Accusation, avait été obtenu grâce à un chantage exercé *in extremis* sur le prisonnier : « Il nous manque une "preuve" contre l'ancien chef du RSHA. Vous êtes jeune et risquez d'être condamné à mort. Fournissez-la nous ! Signez cette déposition tout prête et, en échange, vous sauvez votre tête... »

■ **Comment l'accusation écartait les témoins devenus gênants : le cas Schuschnigg**

L'accusé conclut sa démonstration en demandant la comparution de J. Niedermayer (*Id.*). C'était en effet l'unique chance de faire éclater à la face du monde la vérité sur le « Kuger-Erlass » et sur les méthodes de l'Accusation. Sa demande était d'autant plus légitime que le 28 novembre 1945, le procureur adjoint américain Sidney S. Alderman avait clairement dit :

Je reconnais la faiblesse inhérente à un *affidavit* en tant que moyen de preuve lorsque le témoin est absent et ne peut,

M. ALDERMAN. — Plaise au Tribunal. Je reconnais la faiblesse inhérente à un affidavit en tant que moyen de preuve lorsque le témoin est absent et ne peut, de ce fait, être soumis à un contre-interrogatoire. M. Messersmith est un homme vénérable. Il n'est pas en bonne santé. Il était absolument impossible d'essayer de le faire venir ici ; autrement, nous l'aurions fait.

Je rappelle au Tribunal l'article 19 du Statut :

« Le Tribunal ne sera pas lié par des règles techniques relatives à l'administration des preuves. Il adoptera et appliquera autant que possible une procédure rapide et non formaliste et admettra tout moyen qu'il estimera avoir une valeur probante. »

Naturellement, le Tribunal ne tiendrait aucun compte d'un affidavit tel que celui-ci, s'il ne lui avait auparavant reconnu une valeur probante ; et si les accusés administrent une preuve contraire suffisamment forte pour dépasser la valeur probatoire de l'affidavit, le Tribunal prendra cette preuve en considération, conformément à cette stipulation du Statut.

~~D'une façon générale, cet affidavit de même qu'un autre de~~

TMI, II, 351. A Nuremberg, dans l'un de ses rares moments d'honnêteté, l'Accusation admet qu'une simple déposition écrite n'a pas une grande force probante et qu'il vaut mieux faire comparaître physiquement un témoin.

de ce fait, être soumis à un contre-interrogatoire [*TMI*, II, 351].

Par conséquent, le Tribunal devait accepter la comparution de ce J. Niedermayer.

Cependant, il faut savoir que malgré les concessions hypocrites de l'Accusation, les témoins dont le contre-interrogatoire pouvait être dangereux pour les vainqueurs n'étaient pas admis à comparaître physiquement. On se contentait de lire une déposition écrite, rédigée avant l'audience, ce qui empêchait tout débat. A ce sujet, le cas de Kurt von Schuschnigg est éclairant. Ancien chancelier d'Autriche ayant remplacé Engelbert Dolfuss après son assassinat (1934), c'est lui qui, en tant que Premier homme du pays, vécut l'entrée des troupes allemandes le 12 mars 1939. A Nuremberg, naturellement, l'Accusation allait pré-

senter l'*Anschluss* comme une pure agression perpétrée par un Reich avide de conquêtes contre un pays où régnaient la démocratie, la paix sociale et le désir d'indépendance. K. von Schuschnigg étant encore vivant (il est mort en 1977), il devait naturellement comparaître comme témoin n° 1. Seulement voilà : l'ancien chancelier n'avait jamais été l'ardent démocrate que les vainqueurs voulaient dépeindre. Dans les événements qui avaient amenés l'*Ausschluss*, ses maladresses, ses volte-face et ses tentatives de manipulation avaient été très nombreuses, ce qui avait exaspéré les Allemands. Ceux-ci, d'ailleurs, exigèrent sa démission après qu'il eût projeté l'organisation d'un plébiscite dont les règles grossièrement truquées devaient assurer la victoire du « oui » à l'indépendance [1] De ce fait, la thèse en noir et blanc bâtie

(1) : « Mais la forme de ce plébiscite est unique dans l'Histoire. On ne pouvait voter que "oui", et chaque électeur pouvait voter aussi souvent qu'il le voulait, cinq fois, six fois, sept fois ; si un bulletin était déchiré, il était compté pour un "oui", et ainsi de suite. Cela n'a vraiment plus d'intérêt [...]. Toute cette affaire n'était qu'une farce » (H. Göring à Nuremberg, audience du 14 mars 1946 ; *TMI*, IX, 319).



Le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg. A Nuremberg, il aurait dû apparaître comme le témoin n° 1 de l'accusation dans l'affaire de l'Anschluss. Mais le personnage n'était pas l'ardent démocrate décrit par la thèse des vainqueurs et son contre-interrogatoire risquait de tourner en faveur des accusés. Voilà pourquoi les organisateurs du procès agirent pour qu'il ne vienne pas à la barre.

par l'Accusation ne correspondait pas à la vérité historique [1].

■ **Un témoin n° 1 qui... n'apparaît pas à la barre**

Un contre-interrogatoire habilement mené par les avocats risquait donc de transformer, malgré lui, K. von Schuschnigg en témoin à décharge. Et ça, il fallait impérativement l'éviter. Telle est la raison pour laquelle les organisateurs du procès préférèrent lire une simple déposition écrite. Le 28 novembre 1945, l'Accusation déposa comme preuve le document PS-2994 « *une déposition signée de Kurt von Schuschnigg, ancien chancelier d'Autriche, faite à Nuremberg, Allemagne, le 19 novembre 1945* » (TMI, II, 383).

■ **La Défense proteste**

Immédiatement, l'avocat d'Arthur Seyss-Inquart se leva et protesta. Après avoir rappelé que, le matin même, le Tribunal avait admis que, pour un témoin important, la comparution pourrait être exigée, il expliqua :

En ce qui concerne le conflit autrichien, cela est bien le cas, puisque le témoin von Schuschnigg est le témoin le plus important ; il occupait en effet à ce moment le poste de Chancelier fédéral. Pour un témoin d'un tel poids, le principe de la preuve directe doit être respecté. L'accusé et son défenseur se sentiraient lésés dans les droits que leur reconnaît le Statut s'ils ne pouvaient même pas poser des questions au témoin. C'est pourquoi je dois maintenir mon point de vue, car le témoin von Schuschnigg serait également susceptible cer-

(1) : Sur l'Anschluss, voy. V. Reynouard, *Les crimes « libérateurs » contre la paix* (auto-édition, 1995), ch. III.

SCHUSSNIGG.

— Entendra-t-on l'ex-Chancelier d'Autriche, Schuschnigg, à ce procès ?

— J'avais reçu la tâche de m'occuper de lui. Je peux vous assurer que c'est un homme qui n'a pas d'envergure, dépourvu de capacités remarquables. Il était anti-allemand, adversaire de l'*Anschluss*, mais dénué de tout sens démocratique. Il est, aujourd'hui, comme il était hier partisan de l'Austro-fascisme. J'ai passé quelques soi-

rées avec lui et ai dû constater qu'il ne pourrait apporter aucun élément significatif au procès. J'ai décidé de ne pas le faire entendre comme témoin et je me suis contenté de lui faire signer une déclaration qui sera lue.

Les accusés ont protesté contre le refus de faire comparaître Schuschnigg à la barre des témoins. Ils auraient voulu lui poser des questions embarrassantes. Mais le tribunal ne peut pas se prêter à des expériences pareilles qui n'ajouteraient rien au procès. Ce n'est pas le procès de Schuschnigg mais bien celui des chefs nazis et, s'il est vrai que ces derniers aimeraient se venger en démontrant les procédés équivoques de l'ancien Chancelier de l'Autriche, cela peut être amusant pour eux, mais ne peut pas faire perdre du temps à Nuremberg ...

Schuschnigg est un homme fini il

Janvier 1946 : un juge d'instruction à Nuremberg explique avec franchise pourquoi l'ancien chancelier autrichien ne viendra pas témoigner à la barre.
(Source : Voy. *Europe-Amérique*, 17 janvier 1946, p. 20, col. B et C.)

tains faits en faveur de l'accusé Seyss-Inquart. [...] Puis-je ajouter encore que le témoin von Schuschnigg a été entendu à Nuremberg, le 19 novembre 1945, et que, si cette audition a été possible à ce moment-là, il devrait être tout aussi facile, après un si court laps de temps, de convoquer maintenant le témoin devant le Tribunal, afin qu'il vienne déposer sur des faits particulièrement importants de l'accusé ? [*Id.*]

Après une courte suspension d'audience, le Tribunal fit droit à l'objection élevée par l'avocat d'A. Seyss-Inquart. Le Président ajouta :

Si le Ministère public désire citer von Schuschnigg comme témoin, il peut le faire. Si les avocats des accusés le désirent, ils peuvent également déposer une requête en ce sens [*Ibid.*, p. 384].

■ **Les organisateurs du procès empêchent le contre-interrogatoire**

Or, malgré les demandes de la Défense, jamais le témoin capital K. von Schuschnigg ne comparut comme témoin. La raison fut révélée plus tard par un juge d'instruction à Nuremberg, le très bavard Nicolas

Doman. Interrogé peu après l'incident par *Europe-Amérique*, il déclara franchement :

J'avais reçu la tâche de m'occuper [du témoin von Schuschnigg]. Je peux vous assurer que c'est un homme qui n'a pas d'envergure, dépourvu de capacités remarquables. Il était antiallemand, adversaire de l'*Anschluss*, mais dénué de tout sens démocratique. Il est, aujourd'hui, comme il était hier partisan de l'Austro-fascisme. J'ai passé quelques soirées avec lui et ai dû constater qu'il ne pourrait apporter aucun élément significatif au procès. J'ai décidé de ne pas le faire entendre comme témoin et je me suis contenté de lui faire signer une déclaration qui sera lue [1].

Le message était clair : quand un témoin potentiel ne cadrerait pas avec les thèses bâties par l'Accusation (ici, l'ancien Chancelier autrichien n'avait pas été le fervent démocrate et l'homme à poigne dont la thèse officielle avait besoin), il était tout simplement écarté. On lui faisait signer une simple déclaration sous serment dans laquelle il répondait à des questions soigneusement choisies, c'est-à-dire des questions dont

(1) : Voy. *Europe-Amérique*, 17 janvier 1946, p. 20, col. B et C.

les réponses iraient dans le sens voulu [1].

N. Doman se trompait ; la déclaration qu'il lui avait fait signer ne fut même pas lue. L'Accusation réalisa l'exploit d'exposer l'*Anschluss* sans même citer le témoin n° 1. Dans les annales de la malhonnêteté, ce fait mérite de figurer en bonne place.

■ **Le « témoin » Niedermayer n'a jamais comparu**

Mais passons... Car pour l'heure, l'important est ailleurs : le cas de K. von Schuschnigg démontre qu'à Nuremberg, les témoins finalement « gênants » étaient écartés au profit d'un simple *affidavit*. Il en fut ainsi avec l'affaire du « Décret-Balle » : malgré les demandes d'E. Kaltenbrunner et malgré une acceptation hypocrite du Tribunal, jamais le « témoin » J. Niedermayer ne fut appelé pour être contre-interrogé. Ses mensonges étaient trop manifestes.

■ **L'ultime tentative de l'avocat d'E. Kaltenbrunner**

Dans sa plaidoirie, l'avocat d'E. Kaltenbrunner tenta, avec toute la prudence nécessaire, de convaincre les juges d'écarter ce faux témoignage. Le 9 juillet 1946, il expliqua :

Le document PS-1650 [le « Décret Boule »] prouve que ce n'est pas Kaltenbrunner, mais bien le chef du bureau IV, le fameux Müller, qui a pris ces dispositions, tandis que le document PS-3844 [la déposition de J. Niedermayer] parle de la signature de l'accusé lui-même. Il me semble que le premier document soit celui qui mérite d'être retenu. Puis-je enfin attirer encore votre attention sur des documents dont la force probante est restreinte par le fait qu'ils s'appuient uniquement sur des constatations indirectes ? [TMI, XVIII, 69]

■ **Le Tribunal retient la déposition écrite de J. Niedermayer**

Le Tribunal ne l'écouta pas. En vertu de l'article 21, la déposition de J. Niedermayer fut acceptée et

(1) : Toujours avec franchise, N. Doman poursuivit : « *Les accusés ont protesté contre le refus de faire comparaître Schuschnigg à la barre des témoins. Ils auraient voulu lui poser des questions embarrassantes. Mais le tribunal ne peut pas se prêter à des expériences pareilles qui n'ajouteraient rien au procès. Ce n'est pas le procès de Schuschnigg mais bien celui des chefs nazis et, s'il est vrai que certains aimeraient se venger en démontrant les procédés équivoques de l'ancien Chancelier de l'Autriche, cela peut être amusant pour eux, mais ne peut pas faire perdre du temps à Nuremberg* » (Id.). En formulant cette réponse, N. Doman confirmait qu'à Nuremberg, tout était mis en œuvre pour éviter les contre-interrogatoires susceptibles de servir les prévenus. La raison donnée, soit dit en passant, était toujours la même : dès que les accusés voulaient se défendre en révélant les torts ou les crimes de la partie adverse (refus d'arriver à de justes accords par la négociation, manœuvres pour faire éclater la guerre, non-respect des conventions, massacres de civils et de prisonniers, bombardements de terreur...) on leur répondait que le procès n'était ni celui des Nations-Unies, ni celui d'autres responsables politiques ou militaires. Or, tout le monde sait qu'une vraie justice juge des actes en les inscrivant dans leur contexte. Un simple cas d'école étayera mon affirmation : M. Y dépose régulièrement ses ordures devant l'habitation de M. X, sans tenir compte de ses réprimandes. Un jour, celui-ci, exaspéré, frappe celui-là. Un procès est organisé. M. X tente de se défendre en disant : « M. Y mettait toujours ses ordures devant chez moi ». Que dira-t-on si le juge répond : « Ce n'est pas le procès de M. Y mais le vôtre. On vous accuse d'avoir frappé un voisin. Qu'avez-vous à répondre sur le fait en lui-même » ? Tout le monde sera d'accord pour dire que le magistrat viole le principe le plus élémentaire de justice. Eh bien ! C'est ainsi que les choses se passent depuis 1945. Les Allemands doivent rendre des comptes pour tous les coups qu'ils ont portés, mais sans jamais pouvoir dénoncer les coups qu'ils ont reçus.

Le RSHA — pendant la période où Kaltenbrunner le dirigea — fut utilisé pour la réalisation d'un vaste programme de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité. Des prisonniers de guerre furent maltraités et assassinés. Ceux de l'Union Soviétique furent passés au crible par des Einsatzkommandos, opérant sous le contrôle de la Gestapo : les Juifs, les commissaires et les autres personnes jugées hostiles à l'idéologie du régime nazi, étaient signalés au RSHA ; celui-ci les faisait transférer dans des camps de concentration où ils étaient exécutés. Pendant la même période, le RSHA promulgua un ordre dit « Action Kugel », en vertu duquel certains prisonniers de guerre, évadés et repris, devaient être amenés à Mauthausen et fusillés. Un ordre prévoyant l'exécution des

310

TMI, I, 310. La mauvaise foi des juges de Nuremberg lorsqu'ils falsifient le sens du « Décret Boule » et en imputent faussement la responsabilité à E. Kaltenbrunner.

considérée comme « preuve authentique ». Ainsi l'Accusation avait-elle comblé le vide documentaire et « démontré » l'implication d'E. Kaltenbrunner dans l'action « Kugel ». C'était lui qui avait signé de sa propre main les deux décrets « Kugel ». On en avait la preuve, non grâce aux ordres originaux qui auraient été retrouvés — ils ne le furent et ne le seront jamais ! — mais grâce au « témoignage » d'un homme qui disait les avoir vus un jour de décembre 1944...

Le Tribunal était-il dupe de la manœuvre ? Je ne le crois pas, car dans son jugement, il observa un flou assez gêné. Il écrivit :

le RSHA promulgua un ordre dit « Action Kugel », en vertu duquel certains prisonniers de guerre, évadés et repris, devaient être amenés à Mauthausen et fusillés [1].

Notez tout d'abord qu'en rédisant ce texte, le Tribunal mentait effrontément : le « Décret Boule » prescrivait *uniquement* le transport des évadés repris au camp de Mau-

thausen. Il était écrit nulle part que ceux-ci devaient être ensuite fusillés.

Mais surtout, notez l'astuce : en déclarant « *le RSHA promulgua* », alors que le télétype du 4 mars 1944 portait le nom du chef de la Gestapo Müller directement soumis à Himmler, le Tribunal impliquait E. Kaltenbrunner mais sans prononcer son nom. Il reconnaissait donc une valeur probante à la déposition de J. Niedermayer, mais sans le dire explicitement.

On sent ici toute la gêne — et toute la perfidie — des juges qui, face à des documents sans valeur probante (voire carrément faux), mentaient et trouvaient une formule adéquate pour charger un homme dont la condamnation avait été arrêtée d'avance.

■ Un décret aujourd'hui oublié

Dans son ouvrage *Le III^e Reich. Des origines à la chute*, William L. Shirer a consacré un sous-chapitre au traitement des prison-

(1) : *TMI*, I, 310, jugement d'E. Kaltenbrunner.

niers de guerre par les Allemands (pp. 980-984 de la version française parue en 1970 chez Stock). De façon très révélatrice, on n'y trouve nulle allusion, même rapide, au « Kegel-Erlass ». Pas une phrase. Pas un mot. J'y vois la preuve que le télétype du 4 mars 1944 ne prescrivait rien de criminel et que la déposition signée par J. Niedermayer était mensongère.

■ Conclusion sur les prétendus ordres écrits

Ces quelques développements démontrent que le procès de Nuremberg servit à fabriquer des « preuves » contre les Allemands. La méthode était simple : là où les originaux manquaient, on recourait à des « dépositions sous serments » émanant de personnes qui prétendaient avoir vu les pièces originales. L'ordre d'exterminer les juifs ? D. Wisliceny l'avait vu dans les dossiers d'Eichmann. L'ordre de cesser d'exterminer les juifs ? Kurt Becher l'avait vu dans le bureau d'Himmler. L'ordre signé Kaltenbrunner de fusiller les prisonniers de guerre ? J. Niedermayer l'avait vu en décembre 1944.

Depuis soixante ans, l'histoire des crimes contre l'humanité prétendument commis par les vaincus se fonde sur ces extravagances... Les historiens « prouvent » l'existence d'ordres criminels en se fondant sur les K. Becher, le D. Wisliceny, les J. Niedermayer...

◆ LE CAS DES « ORDRES ORAUX »

Peut-être votre ami tentera-t-il de me répondre en alléguant qu'il ne faut pas rechercher de documents écrits, car seuls des ordres oraux ont été donnés. Il est vrai que, tout com-

me les témoignages providentiels, de tels ordres sont très pratiques pour combler le vide documentaire béant : « Je ne trouve rien dans les tonnes archives parce que tout était oral. »

■ Déjà à Nuremberg

Vous pourrez alors lui objecter que le coup des ordres oraux a déjà été fait à Nuremberg, à propos de la prétendue extermination des Slaves. Tout commença le 7 janvier 1946. Dans son exposé des charges, le procureur adjoint américain Telford Taylor annonça :

Je me propose de montrer ici que les activités de la Wehrmacht contre les partisans et contre d'autres éléments de la population, avaient pour but de poursuivre la politique nazie et la politique raciale, ainsi que le massacre des juifs et de nombreux éléments de la population slave, qui étaient considérés comme indésirables par les nazis [*TMI*, IV, 471.].

Le procureur adjoint américain à Nuremberg Telford Taylor



Le procureur commença alors un exposé fondé sur des documents allemands qui organisaient ou qui décrivaient la lutte physique et idéologique contre les partisans bolcheviques. S'il y était parfois question de pogroms canalisés ou d'excès commis contre des populations innocentes (doc. PS-3012, R-102, R-135, L-180), aucun ordre d'extermination systématique des juifs ou des Slaves n'apparaissait. Certes, un ordre du 10 octobre 1941 portant la signature du commandant en chef von Reichenau parlait d'« *annihilation complète* », mais il visait « *la fausse doctrine bolchevique de l'État soviétique et de ses Forces armées* » (*Ibid.*, p. 477). Il n'était donc pas question d'anéantir des populations entières...

■ **L'accusation produit des « déclarations sous serment »**

Sans surprise, T. Taylor en fut réduit, pour appuyer sa thèse, à citer des « déclarations sous serment » de gradés allemands qui avaient participé aux combats à l'Est et qui furent faits prisonniers après la capitulation militaire du Reich. La première émanait du général Hans Röttiger. Le 8 décembre 1945, il avait déclaré :

D'après les documents qui ont été montré, je me rends compte maintenant que l'ordre des autorités supérieures de conduire très brutalement la guerre anti-partisane, ne peut avoir été destiné qu'à rendre possible une liquidation impitoyable des juifs et d'autres éléments indésirables, en utilisant dans ce but, des détachements de l'Armée contre les partisans [1].

La deuxième portait la signature d'un autre général, ancien Chef de l'État-major de commandement de la Direction centrale des SS, Ernst Rode. Le 30 novembre 1945, il avait déclaré :

Aujourd'hui, il me paraît clair et évident que la guerre anti-partisane était devenue, peu à peu, un prétexte pour supprimer systématiquement les juifs et les Slaves [2].

La troisième (et dernière) émanait du général Adolf Heusinger. Datée du 1^{er} décembre 1945, on lisait :

J'ai toujours estimé, quant à moi, que ces traitements infligés à la population civile et les méthodes adoptées pour la guerre contre les partisans dans les zones d'opérations, fournissaient aux plus hauts chefs politiques et militaires une bonne occasion d'atteindre leurs objectifs, c'est-à-dire l'extermination systématiques des Slaves et des juifs [3].

■ **Des déclarations manifestement fausses**

A supposer que des ordres clairs et précis aient été donnés en haut lieu, il n'aurait pas fallu attendre la fin de la guerre pour que les généraux découvrent (ou prétendent découvrir) les objectifs de guerre anti-partisane. Loin, donc, d'appuyer la thèse de l'Accusation, les deux premiers *affidavit* la fragilisaient au contraire.

Quant au général Heusinger, sa déclaration fut réfutée par un autre général qui, à partir de 1942, avait travaillé dans un service de l'État-Major chargé de la lutte contre les partisans, le baron Horst von But-

(1) : *TMI*, IV, 485 ; doc. PS-3713, reproduit in *TMI*, XXXII, 477-9. (2) : *TMI*, IV, 489 ; doc PS-3715 reproduit in *TMI*, XXXII, 481-2. (3) : *TMI*, IV, 491 ; doc PS-3717 reproduit in *TMI*, XXXII, 483-5.

tlar-Brandenfels. Après lecture des propos signés par Heusinger, le dialogue suivant s'instaura entre le témoin et l'avocat de l'État-Major général et Haut Commandement des Forces armées allemandes, Maître Hans Laternser :

Dr LATERNSEER. — Je voudrais vous demander de nous expliquer comment le général Heusinger a pu arriver à cette conviction [que la guerre anti-partisane était un prétexte pour « venir à bout des Slaves et des Juifs »].

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — J'ai travaillé en étroite collaboration avec le général Heusinger et je me suis souvent entretenu avec lui des questions relatives à la lutte contre les partisans.

Dr LATERNSEER. — Oui.

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Il ne m'a jamais dit quoi que ce fût de nature à confirmer cette opinion et je ne peux pas non plus comprendre comment il a pu faire cette déclaration qui est absolument contraire aux conceptions fondamentales de l'autorité militaire sur la façon de conduire la lutte contre les partisans [TMI, XV, 590].

Si le témoin mentait, c'était l'occasion pour l'Accusation de le démasquer en organisant un contre-interrogatoire serré et en invitant le général Heusinger à s'expliquer à la barre. Or, de façon très révélatrice, elle s'abstint de l'un comme de l'autre. Lorsque le Président du Tribunal déclara : « *Le Ministère Public désire-t-il procéder à un contre-interrogatoire ?* », l'avocat général britannique répondit :

Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de contre-interroger ce témoin. Naturellement, cela ne signifie pas que le Ministère Public admette le caractère véridique de ce témoignage. Mais toute la question des atrocités commises à l'Est a été traitée de manière si complète par les dépositions et les documents déposés que je crois qu'il serait inutile et fastidieux de procéder à un contre-interrogatoire [TMI, XV, 599].

Et par la suite, jamais le général Heusinger ne fut appelé à s'expliquer oralement.

TMI, XV, 590 : un témoin de la Défense réfute un témoin de l'Accusation

7 juin 46

suivante : « J'ai toujours été intimement convaincu que le traitement de la population civile dans les zones d'opérations et les méthodes employées dans la lutte contre les partisans dans les territoires occupés ont fourni aux autorités supérieures, tant militaires que politiques, une occasion favorable pour atteindre leurs objectifs qui étaient de venir à bout des Slaves et des Juifs ».

Je voudrais vous demander de nous expliquer comment le général Heusinger a pu arriver à cette conviction ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — J'ai travaillé en étroite collaboration avec le général Heusinger et je me suis souvent entretenu avec lui des questions relatives à la lutte contre les partisans.

Dr LATERNSEER. — Oui.

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Il ne m'a jamais dit quoi que ce fût de nature à confirmer cette opinion et je ne peux pas non plus comprendre comment il a pu faire cette déclaration qui est absolument contraire aux conceptions fondamentales de l'autorité militaire sur la façon de conduire la lutte contre les partisans.

Dr LATERNSEER. — Merci. Pourquoi la responsabilité générale de la lutte contre les partisans à l'Est en 1943 et en Italie à la fin

De façon évidente, l'Accusation à Nuremberg savait que ces quelques *affidavit* recueillis en dernière minute auprès de généraux faits prisonniers n'avaient pas grande valeur et ne pouvaient suffire à « prouver » l'existence d'ordres d'exterminer les Slaves.

■ **L'Accusation sort un « joker » :
E. von dem Bach Zelewski**

Aussi avait-elle réservé un joker, c'est-à-dire un autre témoin à la Wisliceny. Il s'agissait d'Erich von dem Bach-Zelewski, un ancien général des Waffen SS qui avait lutté sur le front de l'Est contre les partisans.

Le témoin « joker » de l'Accusation à Nuremberg : le général E. von dem Bach Zelewski. Ancien responsable de la lutte antiterroriste à l'Est, après l'effondrement du Reich, il collabura avec les vainqueurs, accusant ses chefs d'avoir voulu exterminer 30 millions de Slaves.



Voici ce que l'on put entendre lors de son interrogatoire par le procureur général a adjoint soviétique le colonel Y. V. Pokrovsky :

COLONEL POKROVSKY. — Si j'ai bien compris votre réponse [...], vous avez dit que la lutte contre les mouvements de partisans était un prétexte pour exterminer les populations juives et slaves.

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Oui.

COLONEL POKROVSKY. — Est-ce que le commandement de la Wehrmacht connaissait les méthodes de combat employées pour lutter contre les mouvements de partisans et pour anéantir la population juive ?

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Les méthodes étaient généralement connues, et bien entendu des chefs militaires. Je ne sais naturellement pas s'ils étaient au courant du plan mentionné par Himmler.

COLONEL POKROVSKY. — Avez-vous personnellement participé à des réunions avec des généraux de la Wehrmacht, où l'on aurait nettement et clairement discuté des méthodes à utiliser contre les partisans ?

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Les méthodes elles-mêmes furent discutées en détail, mais on n'a jamais établi, au cours de ces discussions, le nombre de personnes à fusiller. C'est une conclusion erronée.

COLONEL POKROVSKY. — Vous avez dit que les Allemands avaient l'intention d'anéantir la population slave dans le but de réduire le nombre de ces Slaves à 30 000 000. D'où avez-vous pris ce chiffre et cet ordre ?

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Je ne dis pas de réduire la population à 30 000 000, mais de 30 000 000. Himmler le mentionna dans son discours de Weselsburg.
[...]

COLONEL POKROVSKY. — J'ai demandé : pouvez-vous exactement et sin-



Le procureur général a adjoint soviétique à Nuremberg, le colonel Y. V. Pokrovsky.

cèrement confirmer que les mesures qui furent prises par le commandement de la Wehrmacht, dans les territoires occupés et administrés par l'Allemagne, avaient pour objet de réduire le nombre des Slaves et des Juifs de 30 000 000 ? [...].

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Je suis d'avis que ces méthodes auraient certainement conduit à l'extermination de 30 000 000 d'individus, si elles avaient été poursuivies et si la situation ne s'était pas complètement modifiée du fait du déroulement ultérieur des événements [TMI, IV, 503-4].

Les allégations du témoin pouvaient paraître crédibles car elles se fondaient sur des vérités : la guerre impitoyable entre partisans russes et soldats de l'Axe, avec tous les excès qu'une telle lutte entraîne nécessairement. Le message d'E. von dem Bach Zelewski consistait à prétendre que ces excès n'étaient pas fortuits mais qu'ils s'inscrivaient dans un plan d'extermination voulu et ordonné par Himmler. Son témoignage était donc très grave pour tous les accusés, et en particulier

pour le général Jodl qui avait supervisé les opérations sur le front de l'Est. Voilà pourquoi l'avocat de ce dernier contre-interrogea le témoin et l'interrogea sur la nature des prétendus ordres d'extermination :

PROFESSEUR Dr EXNER [avocat du général Jodl] — Pouvez-vous me citer des ordres que vous avez reçus des autorités militaires ayant trait à la destruction de millions de Slaves ?

TÉMOIN VON DEM BACH-ZELEWSKI. — J'ai déjà répondu à cette question en disant qu'il n'existait aucun ordre écrit [TMI, IV, 505].

E. von dem Bach Zelzowski venait donc d'inventer la thèse des ordres purement oraux, très pratique pour affirmer tout et n'importe quoi...

■ **H. Göring et le général von Buttlar-Brandenfels contredisent le « témoin »**

Cependant, tous les Allemands n'étaient pas prêts à accepter la calomnie. Interrogé sur ce prétendu plan d'anéantissement des Slaves, H. Göring parla d'« absurdité » [« je n'ai aucune connaissance de cette absurdité » (TMI, IX, 682).] et s'expliqua ainsi :

ACCUSÉ GÖRING. — Himmler n'a jamais donné d'ordres pour l'anéantissement de 30 000 000 de Slaves. Le témoin [Bach-Zelewski] a dit qu'il a fait un discours en ce sens, que 30 000 000 de Slaves devaient être exterminés. Si Himmler avait donné un tel ordre *de facto* et s'il avait suivi la règle, il aurait été obligé de demander son accord au Führer — non pas le mien — et Hitler aurait certainement déclaré que c'était une chose impossible.

GÉNÉRAL RUDENKO. — Je n'ai pas dit que c'était un ordre ; j'ai dit que c'était une directive de Himmler. Par conséquent, vous admettez ou plutôt vous déclarez que Himmler pouvait don-



Le général Rudenko à Nuremberg

ner de telles instructions sans en référer auparavant à Hitler.

ACCUSÉ GÖRING. — Je souligne que de telles instructions n'auraient pas pu être données par Himmler et je ne connais pas une telle instruction émanant de lui ; et il n'est pas question ici de directive non plus.

GÉNÉRAL RUDENKO. — Je répète une fois de plus ma question : n'est-il pas vrai que les ordres et les directives de l'OKW sur le traitement à imposer à la population civile et aux prisonniers de guerre des territoires occupés de l'URSS faisaient partie d'un plan général pour l'extermination des peuples slaves ? Voilà ce que je veux savoir.

ACCUSÉ GÖRING. — Nullement. A aucun moment, une directive n'a été donnée par le Führer, ou par qui que ce soit que je connaisse, pour l'extermination des Slaves [TMI, IX, 682-3].

Quelques semaines plus tard, le général Horst von Buttlar-Brandenfels vint témoigner. Voici ce que l'on put alors entendre :

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — A ce sujet, ce qui m'intéresse tout particulièrement, c'est la lutte contre les partisans à l'Est et au Sud-Est, lutte qui, d'après le Ministère Public, avait un but tout à fait précis ; est-il exact de parler, ainsi qu'il a été fait ici à plusieurs reprises, d'une guerre de partisans ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — C'est exact si l'on considère l'importance et le danger que revêtait cette lutte, étant donné sa localisation dans le temps et dans l'espace.

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Cela signifie-t-il que les caractéristiques de cette lutte dépassaient les conceptions antérieures de la lutte des francs-tireurs ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Par l'étendue, oui. Par les méthodes, non.

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Qu'entendez-vous par l'étendue ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — J'entends par étendue l'espace territorial considérable sur lequel s'est déroulée cette lutte des partisans.

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Était-elle exceptionnelle au point de vue territorial ou au point de vue des participants ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Cette lutte était exceptionnelle en raison de son extension territoriale et également en raison du nombre d'hommes qui y participaient.
[...]

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Mais on a prétendu ici que cette lutte contre les partisans a été menée à seule fin d'exterminer les juifs ; est-ce vrai ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Je n'ai jamais rien entendu à ce sujet.

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Ou bien d'exterminer les Slaves ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Pas davantage. Je n'ai pas entendu la moindre allusion à ce sujet. Cela aurait été en contradiction formelle avec les intentions des chefs militaires.

PROFESSEUR Dr JAHRREISS. — Pourquoi ?

TÉMOIN VON BUTTLAR-BRANDENFELS. — Le commandement militaire avait tout particulièrement intérêt à voir une contrée pacifiée et une population au labeur derrière chacun des fronts, et toute mesure qui tendait à ce but était toujours bien accueillie par les autorités militaires. Tout soldat que nous devons employer à la lutte contre les partisans faisait défaut sur le front [TMI, XV, 586-7].

■ ***Le général Jodl réfute le faux témoin, chiffres à l'appui***

Mais c'est le général Jodl qui porta le coup de grâce à la thèse selon laquelle les Allemands auraient voulu (et commencé à) massacrer les Slaves. Lors de son interrogatoire, il déclara avec bon sens :



Le général Jodl à Nuremberg. Chiffres à l'appui, il réfuta les allégations du témoin von dem Bach Zelewski.

Quant à l'anéantissement des Slaves, je ne puis que constater que les Slaves qui ont été tués dans des combats partisans [comprenez : les civils tués en URSS] représentaient tout au plus 1/20^e ou 1/30^e de ceux qui sont tombés ou ont été blessés dans les grandes batailles régulières de l'Armée soviétique. Ce chiffre ne peut donc pas entrer en ligne de compte. Par conséquent, c'est un point de vue tout à fait erroné [TMI, XV, 426.].

■ **Les juges de Nuremberg admettent implicitement**

Notons d'ailleurs que, dans le jugement final rendu le 1^{er} octobre 1946, on ne trouve aucune mention d'un ordre ou d'une quelconque directive d'Himmler pour l'extermination de 30 000 000 de Slaves (TMI, I, 244-251). C'était admettre qu'aucun ordre n'avait été donné qui aurait prescrit le massacre des Slaves.

Ce bref exposé vous démontrera la valeur des thèses qui, pour des événements très graves (ici : l'extermination de populations entières), invoquent l'existence d'ordre purement oraux. Je le dis franchement : les prétendus ordres oraux sont les armes habituelles des calomnieux. Le TMI l'a implicitement reconnu à propos des Slaves, les historiens devront bien un jour l'admettre à propos des juifs.

◆ **LES DÉCLARATIONS DE R. KASTENER**

J'en viens maintenant aux déclarations de R. Kastener. Ma réponse se fera en trois temps.

■ **Depuis 1942, bien des rumeurs circulaient**

Votre ami semble croire que jusqu'en 1945, rien n'avait filtré sur le

prétendu « Holocauste », donc qu'un homme qui, à l'époque, en parlait en donnant certains détails disait nécessairement la vérité. Cette perception des faits est gravement erronée. Ailleurs, j'ai démontré que depuis l'été 1942 (début des grandes déportations), des rumeurs circulaient un peu partout qui accusaient les Allemands de massacrer les juifs à l'Est. Après la guerre, l'Histoire officielle se bâtit sur ces rumeurs, adoptant les plus répandues. Par conséquent, je ne suis pas surpris que, dès 1945, certains aient pu produire des témoignages qui allaient par la suite concorder avec la thèse officielle. Ils avaient tout simplement la « chance » de rapporter les bruits qui allaient être par la suite sélectionnés.

■ **Pas de vraie concordance**

Pour R. Kastener, peut-on vraiment parler d'une déclaration concordante ? Je ne le crois pas. L'individu déclare :

En décembre 1941, les premiers tests [de gazages homicides] furent conduits à Belzec [Belzec]. [...] ce fut un total succès. C'est pourquoi trois camps de la mort supplémentaires furent érigés à Treblinka, Majdanek et Oswiecim [Auschwitz]. (Plus tard, un camp plus petit fut construit à Kalkini).

Je répondrai tout d'abord répondre que :

- la décision de construire Majdanek fut prise en juillet 1941 et le camp terminé en octobre de la même année [1] ;

- l'ordre d'édifier Auschwitz I fut émis fin avril 1940 et la décision de

(1) : Voy. Jürgen Graf et Carlo Mattagno, *KL Majdanek* (Castle Hill Publisher, juin 1998), p. 13.

l'agrandir avec Auschwitz II (Birkenau) en octobre 1941 [1].

R. Kastener se trompait donc quand il affirmait l'antériorité de Belzec sur Auschwitz et Majdanek.

On pourra m'objecter qu'il ne parlait pas de l'érection des camps, mais de la décision d'aménager dans ces lieux des « chambres à gaz ». Admettons. Cette précision ne sauve cependant rien, car d'après la thèse officielle — je dis bien : « d'après la thèse officielle » :

- le premier essai de gazage homicide à Auschwitz (à l'aide de Zyklon B) eut lieu le 3 septembre 1941 [2] ;

- le premier gazage massif de juifs eut lieu le 8 décembre 1941 au camp de Chelmno dans des camions à gaz fixes (ils ne roulaient qu'une fois les victimes asphyxiées, afin de les emmener 4 km plus loin dans un bois choisi pour l'inhumation des corps) [3]. L'opération fut un succès puisque, jusqu'à la fin, le mode de gazage (au monoxyde carbone) resta le même et qu'il fut ensuite imité à Sobibor, Treblinka et Belzec, ces trois camps ayant été dotés de chambres à gaz alimentés par des moteurs Diesel [4].

- dans l'affidavit qu'il signa le 5 avril 1946, l'ancien commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, déclara que pour choisir une méthode de ga-



L'ancien commandant d'Auschwitz Rudolf Höss à Nuremberg.

zage, il avait visité Treblinka, que dans ce camp, on asphyxiait à l'aide de monoxyde de carbone, qu'il n'avait pas jugé cette méthode « très efficace » et, donc, qu'il avait opté pour le Zyklon B [5] ;

- dans ses « mémoires » rédigées plus tard, R. Höss ne parla plus de cette visite à Treblinka. Il raconta qu'au moment de choisir une méthode de gazage, il avait considéré les camions à gaz et l'oxyde de carbone introduit dans des pièces par des douches. Mais tout cela ne lui avait pas paru possible à Auschwitz, si bien qu'il avait finalement opté pour le Zyklon B [6].

Ces quelques rappels démontrent que le témoignage de R. Kasterner est en désaccord avec la thèse officielle. Car contrairement à ce qu'il prétend, Belzec n'a pas été le lieu du premier gazage de juifs et Auschwitz n'a pas adopté les méthodes

(1) : Voy. Jozef Garlinski, *Volontaire pour Auschwitz* (éd. Elsevier Séquoia, 1976), pp. 22 et 78. (2) : Voy. *Auschwitz vu par les SS* (éd. Interpress, Varsovie, 1991), pp. 67-68, note 115. (3) : Voy. Ladislas Bednarz, *Le camp d'extermination de Chelmno sur le Ner* (éd. de l'Amitié Franco-polonaise, 1955), p. 16 (pour la date du premier gazage) et pp. 18-19 (pour le mode opératoire). Dans son ouvrage, R. Hilberg ne fait que reprendre les allégations de L. Bednarz (voy. R. Hilberg, *La destruction...*, op. cit., p. 755, note 16). (4) : « Par la suite, les trois camps (à commencer par Sobibor et Treblinka) furent équipés de moteurs Diesel » (voy. R. Hilberg, op. cit., p. 761). (5) : Voy. le doc. PS-3868, reproduit in *TMI*, XXXIII, p. 277, § 6. (6) : Voy. *Auschwitz vu par...*, op. cit., pp. 79-80 et 81.

choisies dans ce camp. Votre ami est tombé dans l'erreur d'une analyse bien trop superficielle. Aussi a-t-il cru voir des concordances là où il n'y a que contradictions...

■ **Un mensonge grossier de R. Kastener**

Mais il y a plus. R. Kastener écrit :

Fin 1941 [...] Kaltenbrunner chargea le Standartenführer SS Plobl d'élaborer le projet des chambres à gaz. [...] l'initiative venait d'Aichmann. Hitler approuva immédiatement le projet. L'exécution fut confiée au trio Aichmann-Himmler-Kaltenbrunner.

Le « témoin » présente donc E. Kaltenbrunner comme l'un des principaux organisateurs du massacre planifié des juifs. Il est vrai qu'à la date où il rédigeait sa déclaration (septembre 1945), le nom d'E. Kaltenbrunner était associé aux camps de concentration (donc à l'« Holocauste »). Pourquoi ?

■ **Les raisons d'une erreur**

Tout simplement parce que cet ancien avocat autrichien avait terminé la guerre comme chef du RSHA, l'organisme qui administrait les camps.

A l'époque, donc, nombreux sont ceux qui l'accusaient d'avoir joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et dans l'exécution de la « Solution finale ». L'ennui est qu'E. Kaltenbrunner fut promu chef du RSHA le 30 janvier 1943 seulement (*TMI*, XI, 244). Il remplaçait à ce poste Richard Heydrich, assassiné sept mois plus tôt. Auparavant, l'ancien avocat avait occupé le poste de secrétaire d'État à la sûreté en Autriche (1938-1941), puis, après la



Richard Heydrich, chef du RSHA, assassiné en 1942. E. Kaltenbrunner le remplaça.

dissolution du gouvernement autrichien, celui de chef de la Police des SS (1941-début 1943). Par conséquent, il n'avait pu participer, ni de près ni de loin, à l'élaboration d'une quelconque « Solution finale »...

■ **E. Kaltenbrunner réfute les accusations portées contre lui**

A Nuremberg, il ne cessa de le rappeler. Interrogé par son avocat pour savoir s'il assumait « une responsabilité » dans le meurtre de « 5 000 000 de Juifs », il lança : « *Je dois la rejeter complètement* » (*Ibid.*, p. 284). Et face au procureur adjoint américain, il se défendit pied à pied. Voici ce que l'on put entendre :

COLONEL AMEN. — Aviez-vous personnellement connaissance ou aviez-vous personnellement affaire avec les atrocités qui ont été perpétrées dans les camps, de concentration pendant la guerre ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Non.

COLONEL AMEN. — Par conséquent, vous n'en assumez pas la responsabilité devant ce Tribunal ? Est-ce exact ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Non, je ne me reconnais aucune responsabilité dans ce domaine.
[...].

COLONEL AMEN. — Vous n'assumez donc aucune responsabilité pour tout ce qui a pu être fait en rapport avec le programme d'extermination des Juifs ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Oui [TMI, XI, 326.].

En accusant E. Kaltenbrunner d'avoir participé à la conception du plan de la « Solution finale », alors qu'à cette époque (été 1941-printemps 1942 d'après l'histoire officielle), le dirigeant national-socialiste occupait un poste subalterne à Vienne, R. Kastener commit une erreur grossière qui suffisait pour discréditer tout son « témoignage ». De façon évidente, il n'avait pas reçu des informations de bonne source : il témoignait par haine, reprenant les rumeurs non vérifiées qui circulaient et mentant effrontément afin de charger le plus possible ses ennemis.

■ **Les raisons du mensonge de R. Kastener**

J'irai cependant plus loin en posant la question suivante : comment

expliquer cette bétise grossière invalidant tout le « témoignage » ? Pour y répondre, il suffit de rappeler qu'en 1945, en tant que chef du RSHA devenu synonyme de camps de concentration et d'extermination, E. Kaltenbrunner attirait sur lui toute la haine. Il en était d'ailleurs parfaitement conscient, puisqu'à Nuremberg, il fit la déclaration préliminaire suivante :

Je voudrais, en premier lieu, déclarer au Tribunal que je suis pleinement conscient de la gravité des charges portées contre moi. Je sais que la haine du monde est dirigée contre moi ; que, surtout depuis que Himmler, Müller et Pohl sont morts [1], c'est moi, qui, seul, dois répondre devant le Tribunal et devant le monde [TMI, XI, 240].

■ **E. Kaltenbrunner empêché de se défendre**

Devenu le symbole de l'« enfer concentrationnaire » et l'individu à travers lequel serait jugé Himmler, E. Kaltenbrunner allait tout naturellement être la victime d'une quantité de faux témoins avides de le noircir le plus possible, avec la complicité de l'Accusation à Nuremberg. C'est ce qui arriva. On sait que, déjà, l'instruction du procès fut

(1) : En vérité, Oswald Pohl n'était pas mort, mais seulement porté disparu à cette date. Retrouvé plus tard, il fut jugé par un tribunal américain, condamné à mort et exécuté le 7 juin 1951. Quant à Heinrich Müller, son corps n'a jamais été retrouvé. Une thèse prétend que les Soviétiques l'auraient capturé en 1945 puis employé dans leur police secrète (voy. William L. Shirer, *Le III^e Reich. Des origines à la chute* (éd. Stock, 1970), p. 981, note). Mais rien n'est jamais venu la confirmer. Dans ses Mémoires, le pilote de Hitler Hans Baur raconte l'avoir vu à Berlin le 30 avril 1945 et lui avoir proposé de se joindre à ceux qui allaient tenter de fuir les Soviétiques. H. Müller aurait répondu : « Baur, je connais trop bien les méthodes des Soviétiques pour m'exposer au danger de tomber entre leurs mains. Ils me tueraient de toute façon. Mais, en prenant les devants, je m'épargne des tortures. » (voy. Hans Baur, *J'étais le pilote de Hitler* [éd. Presses Pocket, 1964], p. 261). L'ancien pilote d'Hitler raconte ensuite qu'une « véritable vague de suicides emporta donc ce jour-là des hommes qui préféraient une fin avec terreur à une terreur sans fin » (Id.). Tout porte donc à croire que, comme Hitler, Eva Braun, la famille Goebbels, l'ambassadeur Hewel, le général Burgdorf, le général Krebs, l'hauptsturmführer Schädle..., H. Müller se suicida ce 30 avril 1945 et que son corps fut enterré par la suite de façon anonyme dans une quelconque fosse commune.

très rapide et menée de façon à empêcher les prévenus de préparer loyalement leur défense. En janvier 1946, le juge d'instruction à Nuremberg Nicolas Doman — décidément trop bavard — déclara cyniquement :

[Les prévenus] ont trouvé qu'ils n'avaient pas assez de temps pour préparer leur défense, bien qu'ils aient reçu l'acte d'accusation trente jours avant l'ouverture du procès. Notre réponse est qu'ils ont eu douze ans pour préparer leur affaire et réfléchir à ce qu'ils diraient si, un jour, on leur demandait des comptes [1].

Dans ses « mémoires » rédigées peu avant sa pendaison, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop, écrivit :

Pendant l'instruction, les enquêteurs se sont servis de textes-pièges et de « documents à surprises » et ne nous ont pas autorisés à préciser loyalement notre position [2].

Avec E. Kaltenbrunner, cette façon d'agir continua après l'ouverture des débats. Agissant d'une manière déloyale, l'Accusation utilisa « l'effet de surprise » ; elle présenta à l'audience plusieurs « témoignages » ou documents à charge qui, ayant été recueillis ou « découverts » après le début du procès, n'avaient pas été présentés au prévenu lors de l'instruction. Ignorant leur contenu et sommé de répondre sur-le-champ à quelques points précisés choisis par l'Accusation, l'ancien chef du RSHA se trouvait donc relativement désar-



Le juge d'instruction à Nuremberg Nicolas Doman. Il admit implicitement que les accusés n'eurent pas le temps de préparer leur défense.

Ajoutons que les procédés utilisés par les organisateurs du « procès » (rétention de pièces...) entravèrent la Défense.

mé, ce qui constituait une grave entrave à sa défense.

■ Des faux évidents utilisés par l'Accusation : le cas du document D-728

En plusieurs occasions, certes, E. Kaltenbrunner eut assez de présence d'esprit pour repousser les attaques. Il faut en effet savoir qu'à Nuremberg, l'Accusation utilisait les documents les plus apocryphes sans réel examen. Citons par exemple le D-728, un prétendu ordre de la chancellerie du Parti daté du 15 mars 1945, signé par le Gauleiter Sprenger et intitulé : « Mesures à prendre par le Parti pour tenir les Allemands en main jusqu'à la fin de la guerre ». Dès qu'il fut présenté, le 21 mars 1946, l'avocat d'Hermann Göring contesta son authenticité au motif qu'il renfermait « *quantité d'expressions [...] étrangères à la langue allemande* », comme, par exemple, « *Gerichtlichkeiten* », une expression « *absolument inconnue* » (TMI, IX, 646). « *Je ne peux pas imaginer, expliqua-t-il, que dans un document officiel, issu des*

(1) : Voy. *Europe-Amérique*, 17 janvier 1946, p. 18, col. B. (2) : Voy. J. von Ribbentrop, *Londres, Moscou. Mémoires* (éd. Grasset, 1954), p. 228.

services d'un Gauleiter, on ait pu employer une pareille expression » (Id.). De son côté, H. Göring fit remarquer qu'il ne s'agissait pas d'un original mais d'un vulgaire papier « entièrement tapé à la machine, y compris la signature » et sans aucun cachet (Id.). Le procureur général adjoint britannique, sir David Maxwell-Fyfe, se contenta de répondre qu'il s'agissait d'une « copie d'archive » « saisie dans le bureau du Gauleiter » (Id.). « L'original, ajouta-t-il, qui est une copie d'archives, a été présenté au témoin » (Id.). Le Président confirma en précisant :

C'est un original trouvé dans les archives allemandes et saisi par les troupes alliées, par ordre du Commandant suprême. De ce fait, il entre dans la même catégorie que tous les autres documents saisis [*Ibid.*, p. 647].

L'Accusation et le Tribunal osaient donc qualifier d' « originaux » de simple « copies » entièrement tapées à la machine — y com-

pris la signature —, sur papier ordinaire et sans aucun cachet.

Dans le cas du D-728, cependant, elle fut contrainte de reculer. Cinq mois plus tard, en effet, la Défense annonça qu'elle allait déposer la déclaration sous serment d'un ancien adjoint du Gauleiter Sprenger, selon lequel « *d'après son expérience personnelle et jugeant par la nature de ces lettres elles ne pouvaient pas avoir l'origine qu'on leur attribuait* » (TMI, XXI, 287). Dès qu'il apprit cela, sir D. Maxwell-Fyfe recula et fit cet aveu capital :

Monsieur le Président, je crains que le cas du Ministère public repose sur des documents qui ne soient pas contrôlés autant qu'il est humainement possible de le faire. Aussi, plutôt que de voir des contestations à propos de ces documents, le Ministère public ne s'y référera pas [*Id.*].

C'est ainsi que le document D-728 (avec plusieurs lettres qui y étaient jointes) fut retiré le 16 août 1946.

TMI XXI, 287 : un aveu capital de l'Accusation à Nuremberg : elle a fondé son argumentation sur des documents qui n'avaient pas été suffisamment contrôlés.

leitungen ne pouvaient prononcer de tels jugements.

Et voici maintenant un document du Gauleiter Sprenger qui a été présenté par le Ministère Public sous le numéro D-728. A ce moment-là j'ai contesté l'authenticité de ce document, et différents témoins se sont exprimés ici à son sujet. Voici un affidavit d'un homme qui était adjoint du Gauleiter et qui a collaboré longtemps avec lui dans l'administration du Gau. Il dit que d'après son expérience personnelle et jugeant par la nature de ces lettres elles ne peuvent pas avoir l'origine qu'on leur attribue et ajoute les déclarations d'autres personnes qui lui ont également parlé dans le même sens.

SIR DAVID MAXWELL-FYFE. — Monsieur le Président, je crains que le cas du Ministère Public repose sur des documents qui ne soient pas contrôlés autant qu'il est humainement possible de le faire. Aussi, plutôt que de voir des contestations à propos de ces documents, le Ministère Public ne s'y référera pas.

Dr SERVATIUS. — Monsieur le Président, si j'ai bien compris, le document D-728 de Sprenger est retiré, n'est-ce pas ?

LE PRÉSIDENT. — Oui. Poursuivez.

Dr SERVATIUS. — Maintenant, je laisse de côté l'affidavit 33 qui



Le procureur général américain à Nuremberg Robert Jackson

■ **Des faux qui sont acceptés malgré l'évidence : le cas du document PS-1947**

Mais il n'en fut pas toujours ainsi, malgré les preuves de faux. Citons par exemple le document PS-1947. Dans son réquisitoire fondamental présenté le 21 novembre 1945, le procureur général américain Robert Jackson déclara :

La conspiration nazie [...] avait pour but, non seulement d'écraser l'opposition existante, mais encore d'exterminer les éléments irrémédiablement opposés à son idéologie de l'État [...]. Les nazis n'hésitèrent jamais, ne furent jamais d'un avis différent sur les éléments dissidents. Ces derniers furent définis brièvement par l'un d'eux, le général [Werner] von Fritsch, le 11 décembre 1938, en ces termes :

« Peu de temps après la première guerre, j'en vins à cette conclusion que nous aurions à gagner trois batailles pour que l'Allemagne redevînt puissante, à savoir :

1. Bataille contre les classes ouvrières. Hitler l'a gagnée ;
2. Bataille contre l'Église catholique ou plus exactement contre les ultramontains ;

3. Bataille contre les Juifs. » (PS-1947) [TMI, II, 121]

Nous étions donc appelés à croire que, dès les années 20, dans le cadre d'un immense complot criminel, les nationaux-socialistes auraient clairement défini trois catégories de gens à exterminer : les syndicalistes ouvriers, les ultramontains et les juifs. L'aveu — capital — serait venu le 11 décembre 1938 du général W. von Fritsch.

Cependant, le peu de précision donné par R. Jackson sur le document PS-1947 était de nature à éveiller la méfiance. S'il s'était agi d'un discours public, d'une publication du Parti ou d'une directive officielle, le procureur général l'aurait mentionné. Sans attendre, l'avocat de l'État-Major général et Haut Commandement des Forces armées allemandes, M^e Franz Laternser, commença une enquête. Il apprit que, loin d'être un document officiel, le PS-1947 était une simple... lettre privée que le général W. von Fritsch aurait écrite à la baronne von Schutzbar-Milchling.

Cette information suffisait pour ôter toute valeur probante à cette pièce. Mais l'avocat alla plus loin. Il demanda à voir l'original ou, au moins, une photocopie du document. Le Tribunal répondit qu'on le lui transmettrait si on le trouvait. Cependant, malgré plusieurs demandes, rien ne vint ; jamais. Et de façon révélatrice, après le 21 novembre 1945, l'Accusation ne mentionna plus jamais cette lettre pourtant si importante, puisqu'elle venait étayer la thèse du complot criminel.

Afin de ne rien laisser dans l'ombre, F. Laternser fit retrouver la ba-

ronne von Schutzbar-Milchling et lui demanda si elle avait reçu la fameuse lettre du général von Fritsch. La réponse fut négative.

Muni de tous ces éléments, le 21 août 1946, l'avocat contre-attaqua. Voici ce que l'on put alors entendre :

Dr LATERNSEER. — [...] Malgré diverses demandes, je n'ai pu recevoir ni l'original ni une photocopie de ce document. J'ai reçu l'information qu'on me le transmettrait si on le trouvait. J'indique en réponse au Tribunal *l'affidavit* traduit n° 180 de la baronne von Schutzbar-Milchling déclarant que la prétendue lettre du général von Fritsch ne lui est

TM/ XXI, 403 : un avocat de la Défense parvient à réfuter un faux document. Mais c'est lui qui est grondé par le Président, pas le procureur américain qui a utilisé ce faux évident, à propos duquel aucune enquête ne sera ordonnée.

21 août 46

von Fritsch adressée par lui le 11 décembre 1938 à la baronne von Schutzbar-Milchling et dans laquelle il aurait dit que trois batailles devaient être gagnées, tout d'abord contre les ouvriers, en deuxième lieu contre l'Église catholique et enfin contre les Juifs.

Malgré diverses demandes, je n'ai pu recevoir ni l'original ni une photocopie de ce document. J'ai reçu l'information qu'on me le transmettrait si on le trouvait. J'indique en réponse au Tribunal *l'affidavit* traduit n° 180 de la baronne von Schutzbar-Milchling déclarant que la prétendue lettre du général von Fritsch ne lui est jamais parvenue. Si ce document-clé PS-1947 ne peut être produit jusqu'à la fin de la procédure. — je souligne que jusqu'à présent il n'a pas été soumis mais qu'on s'en est servi — il faudrait, et je le demande expressément ici, que la partie du réquisitoire de M. Justice Jackson ayant trait à ce document qui n'a pas été versé, soit biffée.

LE PRÉSIDENT. — Si le document n'a pas été soumis, le Tribunal ne le prendra pas en considération. S'il n'a pas été versé au dossier, il est absolument inutile de fournir un document niant son existence, nous n'en prendrons pas acte.

Je comprends que vous dites que M. Justice Jackson a mentionné une lettre, et que cette lettre n'a pas été versée au dossier. Si elle n'a pas été versée au dossier, le Tribunal ne prendra pas acte de ce que M. Justice Jackson a dit à ce sujet dans son réquisitoire. Il est tout à fait inutile que vous produisiez un *affidavit* qui nie l'existence de cette lettre. Est-ce clair ?

Dr LATERNSEER. — Oui, mais on s'en est servi, Monsieur le Président. M. Justice Jackson a...

LE PRÉSIDENT. — Mais vous venez de nous signaler qu'on n'aurait pas dû l'utiliser, parce qu'elle n'était pas versée au dossier. Nous désirons être stricts à cet égard, et nous n'autoriserons des références à des documents que si ces documents ont été versés au dossier.

Dr LATERNSEER. — Au sujet de la méfiance que Hitler témoignait

jamais parvenue. Si ce document-clé PS-1947 ne peut être produit jusqu'à la fin de la procédure — je souligne que jusqu'à présent il n'a pas été soumis mais qu'on s'en est servi — il faudrait, et je le demande expressément ici, que la partie du réquisitoire de M. Justice Jackson ayant trait à ce document qui n'a pas été versé, soit biffée.

LE PRÉSIDENT. — Si le document n'a pas été soumis, le Tribunal ne le prendra pas en considération. S'il n'a pas été versé au dossier, il est absolument inutile de fournir un document niant son existence, nous n'en prendrons pas acte. Je comprends que vous dites que M. Justice Jackson a mentionné une lettre, et que cette lettre n'a pas été versée au dossier. Si elle n'a pas été versée au dossier, le Tribunal ne prendra pas acte de ce que M. Justice Jackson a dit à ce sujet dans son réquisitoire. Il est tout à fait inutile que vous produisiez un *affidavit* qui nie l'existence de cette lettre. Est-ce clair ?

Dr LATERNER. — Oui, mais on s'en est servi, Monsieur le Président. M. Justice Jackson a...

LE PRÉSIDENT. — Mais vous venez de nous signaler qu'on n'aurait pas dû l'utiliser, parce qu'elle n'était pas versée au dossier. Nous désirons être stricts à cet égard, et n'autoriserons des références à des documents que si ces documents ont été versés au dossier [TMI, XXI, 403].

L'avocat ne put en dire davantage sur le sujet. En conséquence, les allégations mensongères proférées le 21 novembre 1945 par R. Jackson subsistèrent dans les comptes rendus et furent finalement publiées (TMI, II, 121). J'ajoute qu'aucune action ne fut intentée contre le procureur général américain pour faux et usage de faux, alors que, de façon évidente, le PS-1947 était une fabrication. A Nuremberg, l'accusation avait tous les droits...

■ **Le PS-3855, un document sans valeur utilisé contre E. Kaltenbrunner**

Sans surprise, un incident similaire arriva lors du contre-interrogatoire d'E. Kaltenbrunner. En cause, le document PS-3855, une directive de 5 août 1944 ordonnant l'exécution immédiate des aviateurs ennemis qui auraient tenté de résister lors de leur capture ou qui auraient porté des vêtements civils sous leur uniforme et invitant la Police allemande de ne pas réprimer les civils qui avaient molesté des aviateurs alliés tombés au sol [1]. A l'audience, le procureur adjoint américain, le colonel J. H. Amen, prétendit que le document était « *Signé : Dr Kaltenbrunner* ». On en déduisait qu'une signature manuscrite existait au bas du texte. S'adressant d'ailleurs à l'accusé, il demanda : « *Niez-vous avoir été mêlé à la promulgation de ce document ? Niez-vous l'avoir signé ?* » E. Kaltenbrunner répondit que ce papier ne lui avait « *jamais été présenté* » lors de l'instruction et que, dans ce genre d'affaire, la Police « *recevait ses ordres directement de Himmler* » (TMI, XI, 373). Le procureur insista :

— « *l'avez-vous signé ?* »

— « *Non* », répondit simplement l'accusé.

— « *Vous niez l'avoir signé* », reprit le procureur, « *et vous prétendez ne rien savoir de ce document qui porte votre nom. Est-ce exact ?* »

L'ancien chef du RSHA tenta de s'expliquer : « *Monsieur le Procureur* », commença-t-il, « *je vous ai...* » Mais il fut immédiatement interrompu par son interrogateur

(1) : Voy. TMI, XXXIII, doc. PS-3855, pp. 244 et 245.

qui le somma de répondre. Le Président intervint alors :

Dites-vous que la signature qui figure sur ce document n'est pas la vôtre ou que vous avez pu signer ce document sans le lire ? Que dites-vous ? [*Ibid.*, p. 374]

Tout comme l'assistance, le Président — qui n'avait pas vu le docu-

ment — croyait donc qu'une signature manuscrite figurait au bas de la directive. Mais l'ancien chef du RSHA persista :

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Monsieur le Président, ce document et ce décret ne m'ont jamais été soumis ; y apporter ma signature aurait été tout à fait contraire à mon opinion personnelle sur la question [...]. [*Id.*]

12 avril 46

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Monsieur le Procureur, je vous ai...

COLONEL AMEN. — Voulez-vous répondre, accusé, vous ne reconnaissez pas ce document, pas plus que vous n'avez reconnu aucun de ceux qui vous ont été soumis aujourd'hui. Est-ce exact ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — J'ai déjà déclaré hier, et j'ai également dit à mon avocat, que ce document ne m'avait jamais été présenté ; je dois le savoir aujourd'hui. Dans une certaine mesure, je suis coupable de ne pas avoir prêté plus d'attention à des documents publiés sous mon nom. Je n'ai jamais, hier, nié cette responsabilité. Mais, en ce qui concerne cette question, mon point de vue ressort très nettement de la déposition de Koller.

LE PRÉSIDENT. — Je ne comprends pas. Dites-vous que la signature qui figure sur ce document n'est pas la vôtre ou que vous avez pu signer ce décret sans le lire ? Que dites-vous ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Monsieur le Président, ce document et ce décret ne m'ont jamais été soumis ; y apposer ma signature aurait été tout à fait contraire à mon opinion personnelle sur la question. Mon opinion à ce sujet ressort de la déposition de Koller.

LE PRÉSIDENT. — Je ne vous demande pas quelle est votre opinion personnelle. Je vous demande si le nom qui figure est signé de votre main ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Non.

LE PRÉSIDENT. — Le Tribunal désirerait voir le document.

COLONEL AMEN. — C'est une signature tapée à la machine, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT. — Oui, montrez-nous le document.

Accusé, qui était Rose ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Je ne sais pas, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT. — Colonel Amen, pouvez-vous nous dire le temps qui vous est nécessaire pour terminer votre contre-interrogatoire ?

COLONEL AMEN. — Peut-être une demi-heure, cela dépend des réponses de l'accusé.

LE PRÉSIDENT. — Bien. Le Tribunal va donc suspendre l'audience. Nous siégerons demain à 10 heures pour continuer cette

TMI, XI, 374 : l'Accusation produit comme « preuve » un document avec une signature... « tapée à la machine »

Celui qui dirigeait les débats insista : « *Je ne vous demande pas quelle est votre opinion personnelle* », dit-il. « *Je vous demande si le nom qui figure est signé de votre main ?* » — « *Non* », fit laconiquement l'accusé. Le Président demanda à voir le document. Visiblement gêné, le procureur américain n'en fit rien et préféra révéler la vérité : « *C'est une signature tapée à la machine, Monsieur le Président* » (*Id.*). Celui-ci insista et l'Accusation dut lui remettre la pièce. Il put alors s'apercevoir qu'en effet, le document n'était pas un original mais une « copie » retapée à la machine et « *certifiée conforme* » (*Beglaubigt*) par un certain « Rose », secrétaire inconnu d'E. Kaltenbrunner [1].

Or, sans original signé, le papier malhonnêtement brandi depuis plusieurs minutes par l'Accusation ne valait rien. Mais cet original existait-il ? Le Président lui-même semblait en douter, car loin d'ordonner une enquête supplémentaire ou de faire rechercher ce Rose, il passa immédiatement à autre chose en demandant au Procureur le temps qui lui serait « *nécessaire pour terminer [son] contre-interrogatoire* » [*Id.*]. Malgré cela, le document fut utilisée puis publié dans les comptes rendus du procès (*TMI*, XXXIII, pp. 244-5).

■ **E. Kaltenbrunner réfute le faux témoin Karwinsky**

En plusieurs occasions, bénéficiant de l'amateurisme lamentable de l'Accusation qui omettait d'effectuer les plus élémentaires vérifications, E. Kaltenbrunner parvint à repousser victorieusement un

« témoignage » à charge. Ainsi en fut-il avec le « témoin » J. Niedermayer, dont j'ai déjà longuement parlé. Cet exemple n'est cependant pas unique. Sachant qu'il avait très longtemps résidé en Autriche où se trouvait Mauthausen, le procureur adjoint américain produisit le témoignage écrit d'un ancien membre du Cabinet Dolfuss qui prétendait avoir été interné dans ce camp, un certain Karl Karwinsky. Le 15 octobre 1945, l'homme avait déclaré :

Les toilettes et les salles de douches étaient inutilisables depuis des mois ; les grands malades devaient satisfaire leurs besoins dans des seaux à confiture et la paille souillée n'était renouvelée qu'après des semaines ; il s'y formait un liquide fétide dans lequel grouillait des vers et des asticots ; il n'y avait ni soins médicaux ni médicaments et les conditions étaient telles que dix ou vingt personnes mourraient chaque nuit. Kaltenbrunner [qui visitait le camp] circula au milieu du baraquement avec une brillante suite de hauts fonctionnaires SS, vit tout et doit avoir tout vu. Nous eûmes l'illusion que ces conditions inhumaines allait bientôt changer, mais sans doute reçurent-elles l'approbation de Kaltenbrunner car rien ne se produisit [2].

Notons qu'avant même de lire ce « témoignage », le procureur américain avait prévenu que « *le langage utilisé dans ce document [était] un peu sujet à caution* » (*TMI*, XI, 330). Et en effet, E. Kaltenbrunner n'eut aucun mal à réfuter les allégations du « témoin » en précisant qu'il avait été emprisonné non à Mauthausen mais à... Dachau (*Ibid.*, p. 336 et 337). S'adressant à l'Accusation, il lança :

(1) : « *LE PRÉSIDENT. — Accusé, qui était Rose ? ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Je ne sais pas, Monsieur le Président* » (*TMI*, XI, 374). (2) : *TMI*, XI, 331 ; doc. PS-3843 reproduit in *TMI*, XXXIII, 207-210.

Il serait donc facile d'établir si cet homme, dès le premier jour de son internement, se trouvait à Dachau ou à Mauthausen. Si c'est à Dachau, comme je l'affirme, il a menti. Si c'est à Mauthausen, il faudrait d'abord prouver qu'il ne me confond pas avec quelqu'un d'autre. Cette preuve, il ne m'appartient pas de l'apporter [*Ibid.*, p. 336.].

De façon très révélatrice, l'Accusation n'insista pas. Craignant très probablement un contre-interrogatoire désastreux, elle s'abstint de faire venir K. Karwinsky à la barre...

■ **Un autre faux témoin : Albert Tiefenbacher**

En d'autres occasions, cependant, les extraits des témoignages à charge lus à l'audience ne contenaient rien qui permettait une réfutation immédiate. Seule une étude soigneuse de toute la déposition rendait possible sa contestation. Citons par exemple le cas d'Albert Tiefenbacher, un ancien déporté à Mauthausen dont le témoignage avait été recueilli le 7 décembre 1945. Le 12 avril 1946, l'Accusation n'en lut que le court extrait suivant :

Question. — Vous souvenez-vous de Eigruher ?

Réponse. — Eigruher et Kaltenbrunner étaient de Linz.

Question. — Les avez-vous jamais vus à Mauthausen ?

Réponse. — J'ai vu Kaltenbrunner très souvent.

Question. — Combien de fois ?

Réponse. — Il venait de temps en temps et passait par le four crématoire.

Question. — Mais combien de fois à peu près ?

Réponse. — Trois ou quatre fois.

Question. — Au cours d'une de ses visites, l'avez-vous entendu dire quelque chose à quelqu'un ?

Réponse. — Quand Kaltenbrunner arrivait, la plupart des détenus devaient disparaître et seules certaines personnes lui étaient présentées [*TMI*, XI, 332].

Après avoir lu ce court extrait, le procureur adjoint américain se tourna vers E. Kaltenbrunner et demanda : « *Est-ce exact ou non, accusé ?* » Celui répondit :

Sous la foi du serment, j'affirme solennellement que pas un mot de ces affirmations n'est vrai [*TMI*, XI, 334.].

Si l'occasion lui avait été donnée d'étudier ce « témoignage » avec soin, E. Kaltenbrunner aurait facilement pu étayer sa contestation. En effet, excepté une période de quatre mois (septembre-noël 1939), A. Tiefenbacher était resté prisonnier à Mauthausen de 1938 à 1945 [1]. Par conséquent, lorsqu'il prétendait avoir « vu Kaltenbrunner très souvent », on s'attendait à une vingtaine de fois au minimum. Or, sommé de préciser, il avait parlé de « trois ou quatre fois », ce qui faisait une fois tous les deux ans environ. De façon évidente, le témoin était porté à l'exagération, voire au mensonge afin de noircir ses ennemis.

Deux autres parties de sa déposition (non lues à l'audience), le confirmaient. A. Tiefenbacher accusait les médecins de Mauthausen d'avoir tué des prisonniers en leur injectant du poison. Il précisait que, « *habituellement* », la mort survenait en « *une minute et demi* » et que « *c'était très rapide, parce que l'injection était réalisée directement dans le cœur* » (*TMI*, XXXIII, 222). Ensuite, prétendait-il, les médecins disséquaient les corps « *afin de voir les effets du poison* » (*Ibid.*, p. 223).

(1) : Voy. le texte intégral de sa déposition publié sous la cote PS-3845 in *TMI*, XXXIII, p. 215.

PS-3845

-- Page 10 --

SECRET

Then they took out the brain and cut through, and they weighed it. Then they opened the chest, took out the lungs and compared them with the X-ray chart which had formerly been made, and saw how the injections of calcium had taken effect. Then they took out the tongue, held it in their hands and studied it. After that the liver etc was removed and studied for signs of cancer etc. Originally they had injected germs into healthy people and wanted to know the effects.

Q. Did they learn anything from all these experiments?

A. According to my judgment, all these doctors were incompetent.

Q. Had they learned anything as a result of these experiments?

A. On this occasion they learned. They said that this was cheap material.

Q. Did they learn the effects of the poison that had been injected?

A. Yes.

Q. What did they learn?

A. How the poison works and its consequences.

Q. If they injected people and the people died within a few moments, what more did they want to know about the poison?

A. In order to find the correct dose, they used a good many inoculation serums on the prisoners, before they were used on the troops.

Q. Why on the troops?

A. If they were good, they were used on the troops.

Q. How could it have been good, if the people died immediately?

A. Some of them recovered. They also tried out the effect on different blood groups, and of strong blood and weak blood. Some of these injections caused ulcers on the chest. These ulcers were then removed, cut into pieces and microscopied.

Q. Those persons who recovered, were they then allowed to live?

A. Those people who recovered were given especially good food, and after their recovery a blood test was taken, in order to judge the final effect of the serum.

TMI, XXXIII, 224 : les histoires ineptes du faux témoin A. Tiefenbacher

Ayant entendu ces déclarations, le magistrat instructeur avait voulu en savoir plus. Voici le dialogue qui s'était alors instauré :

Question. — Ont-ils appris les effets du poison qu'ils avaient injecté ?

Réponse. — Oui.

Question. — Qu'ont-ils appris ?

Réponse. — Comment le poison fonctionnait et ses conséquences.

Question. — S'ils injectaient le poison et que les personnes mourraient en quelques instants, que voulaient-ils apprendre de plus sur le poison ?

Réponse. — Afin de connaître la bonne dose, ils pratiquèrent un bon nombre d'injections de sérums sur les prison-

niers, avant qu'ils [ces sérums] ne soient utilisés sur les troupes.

Question. — Pourquoi sur les troupes ?

Réponse. — S'ils étaient efficaces, ils étaient utilisés sur les troupes.

Question. — Comment pouvaient-ils être efficaces, puisque les gens mourraient immédiatement ?

Réponse. — Certains d'entre eux se rétablissaient [...].

Question. — Ces personnes qui se rétablissaient, étaient-elles autorisées à vivre ?

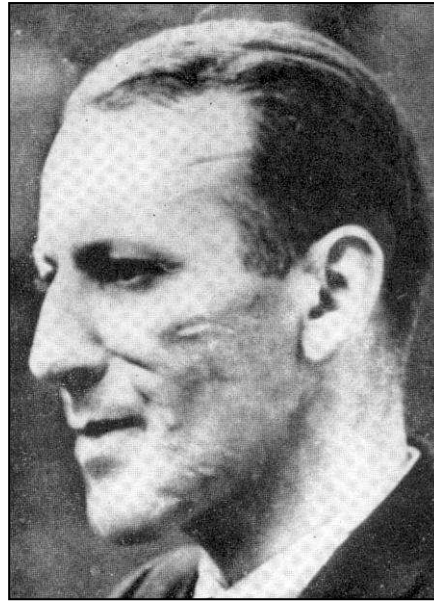
Réponse. — Ces personnes qui se rétablissaient recevaient de la nourriture particulièrement bonne, et après leur rétablissement, un test sanguin était conduit afin de juger l'effet final du sérum [*Ibid.*, p. 224].

Sommé de répondre à des questions précises, le témoin changeait donc sans cesse de version, s'empêtrant de plus en plus dans les incohérences : au départ, il parlait de meurtres très rapides par inoculation de poison dans le cœur. Puis, délaissant la thèse du meurtre, il évoquait des expériences destinées à tester des sérums pour l'Armée. Mais comment tester un sérum sur les cobayes qui mourraient en moins de deux minutes puisque le poison leur était directement injecté dans le cœur ? Le témoin invoquait alors l'existence de survivants bien nourris afin de pratiquer des tests sanguins. Il fallait donc en déduire que le même procédé expérimental (piqûre dans le cœur) pouvait en même temps laisser en vie ou tuer en moins de deux minutes ! Nous nagions en pleine incohérence...

Plus loin, A. Tiefenbacher alléguait l'existence d'une « chambre à gaz » homicide à Mauthausen. Interrogé pour savoir si le gaz sortait des pommes de douches, il avait répondu : « *Toutes les pommes étaient bouchées* » (*Ibid.*, p. 227). Peu après, cependant, questionné sur le sort de 800 personnes tuées au camp, il avait expliqué :

Je sais comment ces personnes furent introduites dans la chambre à gaz et exposées à de l'eau chaude et froide ; elles durent alors se mettre en ligne et furent battues jusqu'à ce qu'elles en meurent [*Id.*].

En quelques minutes, ainsi, le « témoin » semblait avoir oublié son propos sur les douches prétendument bouchées. J'ajoute que son récit était totalement inepte, car il nous invitait à croire que les Allemands avaient entassé des gens dans une chambre à gaz mais pas



Ernst Kaltenbrunner à Nuremberg. A cause des moyens déloyaux employés contre lui, l'ancien chef du RSHA ne put se défendre efficacement.

pour les asphyxier, simplement pour les soumettre à une sorte de douche écossaise avec de l'eau venue d'on ne sait où ; puis ils les finalement tués en les battant à mort...

Si E. Kaltenbrunner avait pu — comme moi — étudier tranquillement ce témoignage, il l'aurait réfuté sans problème. Mais les méthodes employées par l'Accusation lui supprimaient cette possibilité.

■ **Accusations vagues donc difficilement réfutables : le cas de Johann Kanduth**

Parfois, enfin, le « témoin » s'était contenté d'accusations assez vagues sans rien dire de franchement incohérent — du point de vue de l'époque s'entend. Je citerai par exemple l'ancien à déporté Mauthausen Johann Kanduth, dont la déposition écrite avait été recueillie les 30 novembre et 3 décembre 1945. Ayant appartenu à l'équipe qui s'oc-

cupait du crématoire, le témoin évoquait les conditions de vie au camp et certaines exécutions capitales qui y avaient eu lieu. A quelques reprises, il parlait de victimes tuées dans la « chambre à gaz », mais sans aucune autre précision. Il confessait d'ailleurs lui-même n'avoir « *pas beaucoup* » vu, parce qu'il était occupé au crématoire [1].

Tout cela n'était guère intéressant pour l'Accusation. Aussi, le 3 décembre, le magistrat instructeur invita-t-il le témoin à parler d'E. Kaltenbrunner : « *Avez-vous une fois vu Kaltenbrunner en visite à Mauthausen ?* » Ayant répondu affirmativement et ayant été invité à décrire ce qu'il avait vu, le témoin déclara :

Kaltenbrunner entra en riant dans la chambre à gaz. Puis les gens furent amenés des cachots pour être exécutés ; trois sortes d'exécutions eurent alors lieu : une démonstration de pendaisons, de fusillades par balle dans la nuque et de gazage. Quand les vapeurs eurent disparu, nous dûmes enlever les corps [Voy. *TMI*, XXXIII, p. 241, doc. PS-3846].

■ **E. Kaltenbrunner conteste et demande la comparution des témoins**

Sans surprise, seule cette partie du « témoignage » fut lue à l'audience du 12 avril 1946 (*TMI*, XI, pp. 333-4). E. Kaltenbrunner contesta et lança : « *[son] contenu entier est faux* » (*Ibid.*, p. 337). A l'époque, cependant, personne ne songeait à mettre en doute l'existence d'une chambre à gaz homicide à Mauthau-

sen. Par conséquent, il était impossible de réfuter sur-le-champ les nouvelles accusations portées par J. Kanduth. Comment, en effet, lorsqu'on se trouve assis dans le box des accusés, apporter *immédiatement* la preuve que l'on n'a pas visité Mauthausen ou, si l'on a effectivement visité le camp, que l'on n'y a pas assisté des exécutions sommaires, parmi lesquelles à un gazage homicide ? Sans papiers personnels et sans enquête complémentaire, c'était impossible.

Victime de procédés déloyaux, seul restait à E. Kaltenbrunner l'espoir d'une confrontation avec les faux témoins dont l'Accusation utilisait par surprise les dépositions écrites. Voilà pourquoi parlant des « témoignages » de MM. Tiefenbacher et Kanduth, l'ancien chef du RSHA lança :

je déclare que leur contenu entier est faux. S'ils m'avaient été soumis au cours des interrogatoires préliminaires, j'aurais immédiatement demandé [...] à être confronté avec [eux]. [...]. Je vais prier mon avocat de bien vouloir faire une requête en vue de la comparution de ces témoins [*Ibid.*, pp. 337-8].

Il fut immédiatement épaulé par son avocat qui déclara :

Pourrais-je dire quelques mots à propos de ces documents ? On vient d'en faire état pour la première fois au cours de ce Procès. Ce n'est qu'à l'instant qu'il m'a été possible de discuter de ces graves accusations avec l'accusé. Auprès de moi également, il a contesté la véracité de ces affirmations. Je crois qu'il serait contraire à mon devoir d'avocat que je ne demande pas dès maintenant la comparution de ces témoins [*Ibid.*, p. 338].

(1) : « Q. — Avez-vous pu jeter un coup d'œil par la fenêtre ? R. — Nous ne pouvions pas beaucoup voir car nous étions occupés au transport [des corps]. » (voy. *TMI*, XXXIII, p. 234, doc. PS-3846).

■ **E. Kaltenbrunner condamné sur le fondement de témoignages douteux**

Le Président l'autorisa à présenter une requête écrite (*Id.*). Mais sans qu'il soit possible de savoir pourquoi, aucune requête ne parvint au Tribunal (qui n'eut donc même pas à la rejeter). De ce fait, les témoins dont l'accusé exigeait impérieusement la comparution ne purent jamais être interrogés et, ainsi, démasqués.

Naturellement, ce fait n'aurait guère eu d'importance si, conformément à la vertu de justice, les juges avaient refusé d'utiliser ces « témoignages » fort douteux. Mais E. Kaltenbrunner pressentait qu'il n'en serait rien. Dans sa déclaration finale prononcée le 31 août 1946, il lança :

Les Ministères Publics me rendent responsable des camps de concentration, de l'extermination de populations juives, des Einsatzgruppen et d'autres choses encore. Tout cela ne correspond ni à la production des preuves, ni à la vérité. Les accusateurs ainsi que les accusés ont succombé au danger d'une procédure sommaire [...]. Je suis accusé parce qu'on me considère comme le représentant de Himmler et d'autres éléments contraires qui me sont étrangers [*TMI*, XXII, 407 et 408].

Et en effet, dans leur arrêt lu le 30 septembre 1946, les juges écrivirent :

Kaltenbrunner avait connaissance des conditions de vie qui régnaient dans les camps de concentration. Il avait certainement visité Mauthausen, et il résulte de plusieurs témoignages qu'il y a vu des prisonniers exécutés, à titre de démonstration, par diverses méthodes : pendaison, coup de feu dans la nuque et asphyxie par les gaz [*TMI*, I, 310].

Les magistrats avaient donc repris les « témoignages » fort douteux afin de condamner l'accusé, comme c'était prévu depuis le début.

■ **Conclusion sur R. Kastener**

Dans cette affaire, R. Kastener était un simple individu qui, comme tant d'autres, voulait aider à faire condamner E. Kaltenbrunner. Mais dans son zèle, le « témoin » avait commis une bétise si grossière que l'Accusation n'utilisa guère sa déposition écrite. Elle n'en lut qu'un court extrait le 13 décembre 1945 (*TMI*, III, 510-511) puis la mentionna pour rappel dans son réquisitoire final le 26 juillet 1946 (*TMI*, XIX, 423). Loin, donc, de démontrer la réalité de la « Solution finale », un R. Kastener démontre au contraire

TMI, I, 310 : Ernst Kaltenbrunner est condamné sur à l'aide de témoignages qui, malgré ses protestations et ses demandes, n'ont pas été vérifiés.

des internés. Les ordres, dans ce domaine, portaient habituellement sa signature.

Kaltenbrunner avait connaissance des conditions de vie qui régnaient dans les camps de concentration. Il avait certainement visité Mauthausen, et il résulte de plusieurs témoignages qu'il y a vu des prisonniers exécutés, à titre de démonstration, par diverses méthodes : pendaison, coup de feu dans la nuque et asphyxie par les gaz. Kaltenbrunner a personnellement ordonné des exécutions d'internés et son service servait à transmettre aux camps de concentration les ordres d'exécution émanant du bureau de Himmler. A la fin de la guerre, Kaltenbrunner participa à l'organisation de l'évacuation des internés des camps et à l'extermination de beaucoup d'entre eux, afin de les soustraire aux armées alliées qui allaient les libérer.

Le RSHA — pendant la période où Kaltenbrunner le dirigea —

qu'à partir de 1945, les gens ont dit n'importe quoi pour noircir le vaincu.

◆ CONCLUSION GÉNÉRALE

Tels sont, Monsieur, mes arguments que j'oppose à votre ami. Comme vous avez pu vous en apercevoir, je n'avance jamais rien sans le prouver le mieux possible avec les documents en ma possession. J'ose espérer que votre ami l'admettra et que ce constat l'amènera à réfléchir sur la pertinence des thèses révisionnistes. Contrairement à ce que répètent les individus fuyant le dé-

bat, les libres chercheurs ne sont pas des gens aveuglés par une quelconque haine. Ils travaillent, ils cherchent impartialement, ils bâtissent des raisonnements non sur des *a priori*, mais sur des preuves documentaires et matérielles solides, présentées de façon honnête. J'invite votre ami à lire consciencieusement nos adversaires et à conclure. Lorsqu'il saura la vérité, il ne sera plus tenté de porté, contre le président iranien ou quiconque, des accusations fallacieuses parce qu'appuyées sur des mensonges historiques.

RÉPONSE À UNE CHRÉTIENNE ANTIRACISTE

par Vincent Reynouard

LE SEMPITERNEL DISCOURS ANTIRACISTE CHRÉTIEN

*Le message suivant a été envoyé
par courrier électronique à Vincent
Reynouard :*

J'avoue ne pas comprendre comment on peut se dire catholique et, en même temps nationaliste, c'est-à-dire raciste. N'avez-vous pas lu saint Paul qui, dans son épître aux Colossiens, a écrit : « *Il n'y a plus ni Grec ou Juif, ni circoncis ou incirconcis, ni Barbare, Scythe, esclave ou homme libre, mais, tout en tous, dans le Christ* » (Col., III, 11) ? Le christianisme rend tous les hommes frères. Comment pouvez-vous donc vous affirmer chrétiens et, en même temps, établir des barrières entre les hommes au motif qu'ils appartiendraient à des races et à des nations différentes ?

LA RÉPONSE DE V. REYNOUARD

Vincent Reynouard y a répondu de ce qui suit :

Madame,

De façon évidente, vous ne nous avez pas lus. Je pourrais donc me contenter de vous renvoyer aux pages 99-117 du SC n° 42-45, et plus particulièrement à

la page 103 où une citation des philosophes Claude Rousseau et Claude Polin répond à votre objection.

◆ METTRE SAINT PAUL DANS SON CONTEXTE

■ *La pensée de S. Paul*

Cependant, je développerai afin de vous mettre en garde contre le danger des citations hors-contexte. Saint Paul écrit en effet : « *il n'y a plus ni [...] esclave ou homme libre* ». Mais un peu plus loin, il commande : « *Esclaves, obéissez en tout à ceux qui sont vos maîtres en ce monde* » (Col., III, 22). Contradiction ? Non. Cet ordre strict éclaire la

pensée de l'apôtre. Il démontre que saint Paul établit une différence nette et essentielle entre les réalités d'ici-bas (où il y a des maîtres et des esclaves) et celles d'en-haut (où tous les êtres humains sont égaux dans le Christ). Citer le seul verset 11 du paragraphe III permet donc de trahir la pensée de l'auteur, ce qui est très grave.



Saint Paul

■ *Un texte encore plus clair*

Je note d'ailleurs que si les mondialistes s'appuient sur l'épître aux Colossiens, ils évitent généralement de citer ce même saint Paul qui s'adresse aux Galates. La raison est simple. Dans cette lettre, l'apôtre tient le même discours et déclare :

Tous, en effet, vous êtes fils de Dieu par la foi au Christ Jésus, car vous tous qui avez été baptisés dans le Christ, vous avez revêtu le Christ. Plus de juif ni de grec, plus d'esclave ni d'homme libre, plus d'homme ni de femme : vous tout, en effet, vous ne faites plus qu'un dans le Christ Jésus [Gal., III, 26-28].

Si, donc, on veut faire croire qu'en disant : « *Plus de juif ni de grec* », saint Paul contestait l'existence des différences raciales et/ou nationales, il faudrait admettre que l'apôtre contestait également les différences de nature sexuelles (« *plus d'homme ni de femme* »). Or tout le monde sait qu'au grand désespoir des « progressistes », l'Église a toujours affirmé l'inégalité entre l'Homme et la Femme, écartant par exemple cette dernière du sacerdoce. Saint Paul lui-même écrit :

Le chef de tout homme, c'est le Christ ; le chef de la femme, c'est l'homme [...]. L'homme, lui, ne doit pas avoir la tête couverte [quand il prie au temple], parce qu'il est l'image et (le reflet de) la gloire de Dieu, tandis que la femme (reflète) la gloire de l'homme. L'homme, en effet, n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme ; et ce n'est pas l'homme qui a été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. Voilà pourquoi la femme doit avoir sur la tête un signe de sujétion [I Cor., XI, 3 et 7-10].

De même, à propos du mariage, il déclare :

Que les femmes soient soumises à leurs maris comme au Seigneur, parce que le

mari est chef de la femme, comme le Christ est le chef de l'Église, lui, le Sauveur du corps. Or, tout comme l'Église est soumise au Christ, les femmes doivent l'être en tout à leurs maris [Eph., V, 22. Voy. Aussi Col., III, 18].

La conclusion énoncée plus haut se confirme : lorsque saint Paul met sur un pied d'égalité les maîtres et les esclaves, les hommes et les femmes, il considère les réalités célestes, pas les réalités terrestres. Loin d'être un chambardeur ou un semeur de désordre à l'aide de doctrines égalitaires, l'apôtre commande au contraire l'ordre ici-bas : l'homme soumis au Christ, l'épouse à l'époux, l'esclave au maître, etc.

Logiquement, c'est dans le même sens qu'il faut lire l'expression « *Il n'y a plus ni Grec ou Juif* » ; en écrivant cela, Paul ne niait ni l'existence des nations, ni celle des races sur la Terre. Il souhaitait juste rappeler que les distinctions d'ici-bas disparaîtraient dans le ciel, face à Dieu.

Les mondialistes font donc preuve de mauvaise foi lorsqu'ils citent saint Paul hors-contexte pour appuyer leurs doctrines égalitaires qu'ils appliquent sur la planète. Méfiez-vous, Madame, de tous ces arguments qui s'appuient sur une courte phrase prise chez un auteur. Et pour mieux vous mettre en garde, je citerai deux autres exemples flagrants.

◆ *UN EXEMPLE TIRÉ DES PROTOCOLES DES SAGES DE SION*

■ *Une prétendue prophétie...*

Dans les *Protocoles des sages de Sion*, troisième séance, on lit : « *La parole de notre souverain sera connue dans tous les coins du monde le jour même où elle sera prononcée* » (III, 55). Certains y voient pro-

Certains continuent à croire en la véracité des *Protocoles des Sages de Sion* et croient y discerner des prophéties...

phétisée, dès 1900, l'extension mondiale de la radio-phonie, voire de la télévision, ce qui serait une preuve supplémentaire de l'existence d'un plan mondial de domination.

■ **...qui disparaît une fois lue en entier**

Mais juste avant, on lit (je souligne) :

[...] nous éduquerons le peuple ouvertement **sur les places publiques par des conférences** sur des sujets politiques, présentés sous un aspect qui nous sera favorable. La parole de notre souverain sera connue dans tous les coins du monde le jour même où elle sera prononcée (III, 55).

La version « première » publiée par Serge Nilus ajoute :

il est certain que ce qui est dit par le délégué du gouvernement, ou par le souverain lui-même, ne peut manquer d'être connu de toute la nation, la voix du peuple le répandant aussitôt (III, 55, note 1).

La simple remise dans le contexte démontre donc qu'il n'y a, dans ce passage, nulle prophétie concernant l'extension mondiale des télécommunications. Les paroles du souverain devaient être colportées soit par le bouche-à-oreille (« *la voix du peuple* ») soit par des orateurs discourant sur les places publiques le jour même où le Roi s'exprimerait.

Le National Radical

"Je sors de l'enfer où vous entrez" (Soljenitsyne)

N° 7 - Février-Mars-Avril 2007 - Prix : 2,50 euros

LES METHODES SECRETES d'asservissement des Peuples et des Nations!

SOMMAIRE :

- Maurice PAPON ferait-il des émules ? (page 3).
- Notre santé : Aspartame (E951) et (E621) Poison ! (page 3).
- Jusqu'à quand allons-nous supporter d'être humiliés ? (page 4).
- La Turquie ne doit pas entrer dans l'Europe ! (page 4).
- Religion : A mes amis catholiques (page 6).
- Lénine et Hitler : où est la différence ? (page 8).
- Petit guide de l'immigration ou comment envahir la France légalement (page 8).
- Les « Protocoles des Sages de Sion » : les méthodes secrètes d'asservissement des peuples et des nations ! (pages 10 - 11 et 12).



M 02619-7-F: 2,50 € RD



◆ **LES « NAZIS » ONT FABRIQUÉ
DU SAVON HUMAIN !**

■ **Un aveu net...**

Deuxième exemple. A Nuremberg, les Allemands furent accusés d'avoir confectionné du savon à partir de la graisse des juifs assassinés. Le document reproduit page suivante est extrait d'une revue collaborationniste belge, *Les Hommes au Travail*. Datée du 1^{er} décembre 1943, on lit : « *Que vaut l'homme ? Assez de graisse pour obtenir une livre de savon* ». Présenté ainsi, ce fragment de page semble confirmer l'accusation formulée à Nuremberg : « Les Allemands, dira-t-on, fabriquaient du savon à l'aide de graisse humaine ; c'était de notoriété publi-

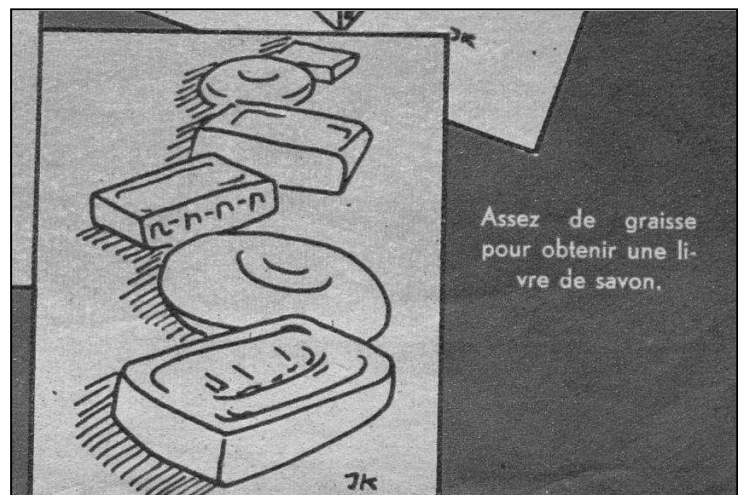
que, car ils l'annonçaient avec un cynisme révoltant ».

■... *qui disparaît quand on regarde tout le document*

Or, il suffit de regarder la page dans son intégralité pour comprendre l'inanité de cette conclusion. Les auteurs avaient seulement voulu, à l'aide de comparaisons toutes théoriques mais immédiatement accessibles à l'intelligence, quantifier l'abondance des principaux éléments chimiques dans le corps humain. Si l'on veut y voir une « preuve » que les Allemands auraient fabriqué du savon, il faudrait en déduire qu'à l'aide des corps de juifs assassinés, les « nazis » auraient également rempli six millions de baignoires (des systèmes de tuyauteries ayant relié les camps aux maisons d'habitation), blanchi 16 millions de plafonds, produit 6 millions de clous moyens, 54 milliards de mines de crayon et 13,2 milliards d'allumettes.

LE DANGER DES CITATIONS HORS CONTEXTE

J'ajoute ceci : bien des raisonnements qui paraissent convaincants s'effondrent lorsqu'on



Ci-dessus : Fragment de la page 2 de la revue *Les Hommes au Travail*, livraison du 1^{er} décembre 1943. On peut en déduire qu'effectivement, pendant la guerre, les « nazis » ont fabriqué du savon avec de la graisse humaine.

Page suivante : Une remise dans le contexte démontre qu'il n'en est rien.

seigneur, dans la meilleure et suprême acception du mot » (p. 565). Puis il précise :

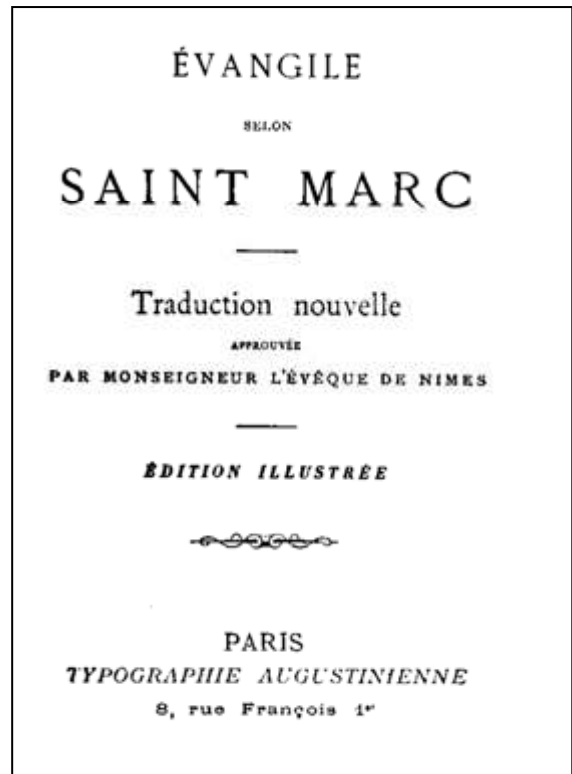
C'est sa vie qui a une signification pour le Germanique, et non sa mort tourmentée à laquelle il doit son succès auprès des peuples alpins et méditerranéens. L'idéal constructeur qui brille pour nous dans les évangiles, c'est le prodigieux prédicateur et l'homme en colère du temple de Jérusalem, celui qui entraînait et que tous suivaient ; c'est ni l'agneau sacrifié, ni le crucifié [pp. 565-6].

Toute l'existence de Jésus a été une ardente rébellion. Il en mourut [p. 568].

■ **Rosenberg s'appuie sur l'évangile de S. Marc**

Pour A. Rosenberg, donc, le Christ n'était pas le Messie mais un simple réformateur dont la fougue causa la condamnation à mort et l'exécution. Se fondant, dit-il, sur l'« *exégèse scientifique* » — en fait sur les idées de Wrede, reprises depuis par aussi bien par des juifs (comme Hyam Maccoby) que par des nationalistes (comme Savitri Devi) —, il attribue à (saint) Matthieu et à (saint) Paul l'invention d'un Jésus Fils de Dieu et, par conséquent, « Messie » [1]. Il leur oppose l'évangile de (saint) Marc qui, « *même si lui aussi fut retravaillé* », reste le plus véridique et « *ne parle pas du Jésus "véhicule" du messianisme juif* » (p. 566). Ainsi, explique-t-il, lorsque, dans l'évangile de saint Marc :

le bavard Pierre disait à Jésus « tu es le messie » (Marc VIII, 29), ce dernier menaçait Pierre et interdisait à ses disciples de dire une chose pareille [*Id.*].



L'évangile qu'A. Rosenberg oppose aux chrétiens.

■ **Réponse à A. Rosenberg**

Présenté ainsi, le témoignage de (saint) Marc apparaît comme une pièce maîtresse contre les prétentions des églises chrétiennes. Seulement voilà : la vérité est bien loin des allégations véhiculées par A. Rosenberg grâce à une citation hors-contexte. Ouvrons l'évangile selon saint Marc et reportons-nous à l'épisode dont il est question. On lit :

Jésus s'en alla avec ses disciples [...] et, en chemin, il posa cette question : « *Qui suis-je, au dire des gens ?* » Ils lui dirent : « *Jean le Baptiste. D'après d'autres : Elie. D'après d'autres : l'un des prophètes.* » Et lui les interrogea : « *Mais, à votre dire à vous, qui suis-je ?* » Pierre lui répondit : « *C'est toi l'Oint [= le Messie]* ». Et il leur enjoignit sur un ton impératif de ne le dire à personne [Marc, VIII, 27-30].

(1) : Voy. H. Maccoby, *Paul et l'invention du christianisme* (éd. Lieu Commun, 1987), Savitri Devi Mukherji, *Paul De Tarde ou Christianisme et Judaïsme* (éd. ARS, 1981).

Un récit identique se trouve dans l'évangile selon saint Luc (dont, curieusement, A. Rosenberg ne parle pas). Pierre ayant répondu à Jésus qu'il était « *L'Oint de Dieu* », celui-ci, « *parlant d'un ton impératif, [...] leur défendit de dire cela à qui-conque* » (Luc, IX, 20-21).

C'est clair : contrairement à ce que prétend A. Rosenberg, Jésus n'a ni « menacé » Pierre pour sa réponse, ni contredit ses disciples en leur « *interdisa[n]t de dire une chose pareille* » ; il leur a simplement défendu de divulguer l'information selon laquelle il était le Fils de Dieu, admettant ainsi implicitement qu'elle était vraie [1]. Pourquoi cette volonté de garder l'information cachée ? La réponse, très simple, a été rappelée par le père Prat :

Jésus devait ménager à tout instant un enthousiasme trop facile à naître en raison des opinions erronées, accréditées alors sur le Messie, aussi bien dans les classes instruites que dans le peuple ; par conséquent, il ne pouvait faire connaître que peu à peu sa personne et sa mission [2].

Voilà d'ailleurs pourquoi lorsque vint sa Passion — c'est-à-dire la fin de sa mission terrestre — le Christ se dévoila clairement et publiquement. La scène se déroula devant le sanhédrin, alors qu'il était interrogé par les docteurs juifs de la Loi. Saint Marc raconte :

De nouveau le grand prêtre l'interrogea et lui dit : « *Es-tu le Messie, le fils du Béni ?* » Jésus dit : « *Je le suis. Et vous verrez le Fils de l'homme siéger à la droite de la Puissance et venir avec les nuées du ciel* » [Marc, XIV, 61-62].

De son côté, saint Luc écrit :

Ils [les grand prêtres] dirent : « *Si tu es le Messie, dis-le nous* ». Il leur dit : « *Si je vous le dis, vous ne le croirez pas, et si je vous interroge, vous ne me répondrez pas. Mais désormais le Fils de l'homme va siéger à droite de la Puissance de Dieu* ». Tous dirent : « *C'est donc toi qui est le Fils de Dieu ?* » Il leur répondit : « *Vous le dites, je le suis* » [Luc, XXII, 67-71].

A. Rosenberg trompe donc gravement ses lecteurs lorsque, sur la base d'une citation tronquée et de plusieurs omissions, il attribue à saint Matthieu et à saint Paul l'invention d'un Jésus « Messie » et prétend leur opposer saint Marc. En vérité, saint Marc (tout comme saint Luc et saint Jean) ont toujours rapporté que Jésus s'était lui-même déclaré Fils de Dieu. Et s'ils l'ont suivi, c'est qu'ils le croyaient eux aussi...

■ A. Rosenberg présente S. Paul comme un racoleur

Poursuivons cependant. L'auteur du *Mythe du XXème Siècle* combat les « églises pauliniennes » qui auraient falsifié le message de Christ et bouleversé l'ordre social. Il affirme tout d'abord que, pour gagner les peuples à sa cause, saint Paul « *fit preuve d'un vil racolage juif* ». Pour cela, il s'appuie sur sa première épître aux Corinthiens dans laquelle l'apôtre écrit :

Car bien que je sois libre vis-à-vis de chacun, je suis volontairement devenu le serviteur de tous, afin d'attirer le plus grand nombre. Avec les juifs, je me suis fait juif afin de les conquérir. Avec ceux qui sont sous la loi, je me suis placé sous la loi moi qui ne le suis pas. , afin de les

(1) : Jésus a bien menacé Pierre peu après, mais pour une autre raison (voir Marc, VIII, 31-33). (2) : Voy. l'*Ami du Clergé*, 4 décembre 1924, p. 809, col. B.

gagner. Avec ceux qui sont sans loi, je suis devenu sans loi (quoi qu'étant sous celle du Christ) afin de rallier ceux qui sont sans loi. J'ai été faible avec les faibles afin de gagner les faibles. Je suis devenu tout pour tous afin de les sauver [1].

■ Réponse

Dans un premier temps, je soulignerai que la dernière phrase citée est fautive ; saint Paul a écrit (je souligne) : « *Je me suis fait tout pour tous, afin d'en sauver de toute manière quelques-uns.* » (I Cor., IX, 22). L'apôtre avait donc conscience que sa prédication ne soulèverait pas les foules et, donc, ne serait guère susceptible de provoquer un soulèvement mondial. Quand on connaît son respect pour l'ordre établi (voir plus bas), cela ne surprend guère.

Mais pour expliquer la « stratégie » adoptée par saint Paul, il est nécessaire de rappeler que le christianisme s'adresse à tous, indépendamment du sexe, de la condition sociale, de la psychologie, de la nationalité et de la race. En 1965, le R.P. André Rétif, directeur du Centre de formation missionnaire, l'a rappelé en écrivant :

L'expérience prouve [...] qu'on peut être Indien, Japonais ou Chinois, et en même temps bon catholique. La civilisation et la mentalité seront alors différentes, mais la foi sera la même.

Depuis vingt siècles, le christianisme nous montre dans les faits que Rome est en relations étroites et cordiales avec des chrétientés de civilisation très différentes. Songez déjà aux différences énormes entre les civilisations des catholiques américains, chiliens, irlandais ou italiens. Il en est de même pour l'Afrique, l'Océanie, l'Asie. Unité ne veut pas dire uniformité [2].

Sachant que le christianisme est universel, saint Paul ne voulait pas compromettre sa prédication en s'attachant à des états sociaux ou à des coutumes purement humaines. Voilà pourquoi s'adressant aux Romains, il lança :

Accueillez celui dont la foi est faible, sans discuter les opinions. L'un, avec sa foi, mange de tout ; le faible, lui, [ne] mange [que] des légumes. Que celui qui mange [de tout] ne méprise pas celui qui ne mange pas [de tout], et que celui qui ne mange pas [de tout] ne juge pas celui qui mange [de tout], car Dieu l'a accueilli [...].

Ne va pas, pour une affaire d'aliments, anéantir l'œuvre de Dieu [Rom, XIV, 1-3 et 20].

Ce qui était valable pour l'alimentation le restait pour bien d'autres coutumes de l'époque, celles-ci variant selon les peuples et les classes considérées. Puisque l'on pouvait devenir chrétien en étant juif ou Grec, maître ou esclave, homme ou femme, faible ou fort, saint Paul s'est, en toute logique, adapté à ses auditoires. Y voir un « racolage » est ignorer l'essence du christianisme...

■ A. Rosenberg présente S. Paul comme un orgueilleux doublé d'un ambitieux

Immédiatement après, A. Rosenberg prétend expliquer pourquoi saint Paul était pénétré de « *l'ambition inconsidérée du judaïsme* ». Il cite une nouvelle fois la première épître aux Corinthiens dans laquelle l'apôtre a écrit : « *Que quelqu'un m'ôte ma gloire... J'aimerais mieux mourir* » [3].

(1) : Saint Paul, I Cor. IX, 19-22, cité par A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 567. (2) : Voy. *Ecclesia*, juin 1965, pp. 132-3. (3) : Voy. A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 567.

■ Réponse

Rapporté ainsi, ce court fragment montre en effet saint Paul comme individu gonflé d'orgueil. Mais là encore, il est nécessaire de remettre dans le contexte en lisant ce qui était écrit avant. L'auteur répondait aux Corinthiens qui reprochaient aux apôtres de ne pas travailler et de vivre des dons offerts par ceux auxquels ils prêchaient l'Évangile. Après avoir rappelé que, en conformité avec la Loi, « *les ministres du temple viv[ai]ent des biens du temple* » (I Cor., IX, 13), il déclarait : « *Telle est aussi la règle du Seigneur : ceux qui annoncent l'Évangile vivent de l'Évangile* » [1]. Puis il expliquait qu'à Corinthe, il n'avait jamais usé de ce droit (car pour subvenir à ses besoins, il avait travaillé comme fabricant de tentes chez celui qui l'hébergeait, un juif nommé Aquila [2], et il avait reçu de l'aide de chrétiens macédoniens). En conséquence, il écrivait :

Pour moi, je n'ai fait usage de rien de tout cela, et je n'écris pas ces choses pour qu'il en soit ainsi pour moi : plutôt mourir, en effet, que... Personne ne me ravira ce titre de gloire [I Cor., IX, 15].

Dans sa deuxième lettre aux Corinthiens, saint Paul était revenu sur le sujet en expliquant :

J'ai dépouillé d'autres églises, recevant d'elles une solde pour remplir mon ministère chez vous. Et quand, me trouvant chez vous, je me suis vu dans le besoin, je n'ai été à la charge de personne : des frères venus de Macédoine ont

pourvu à ce qui me manquait. En tout, j'ai évité de vous être à charge, et je continuerai. Aussi sûr que la vérité du Christ est en moi, cette gloire là ne me sera pas enlevée dans le pays d'Achaïe [II Cor., XI, 8-10].

On le voit, la « gloire » que revendiquait saint Paul était celle d'avoir vécu à Corinthe sans être à la charge de ses hôtes. Exprimée pour se défendre face à la critique de certains, elle ne trahissait nulle une « *ambition inconsiderée* »...

■ A. Rosenberg prétend que S. Paul voulait un « soulèvement mondial »

Peu après, d'ailleurs, A. Rosenberg affirme que, dans les pays qu'il parcourait, saint Paul « *a rassemblée, tout à fait consciemment, tous les déchets politiques et intellectuels* » [3]. Preuve que son ambition n'était pas si inconsiderée que cela, car dans un empire romain quadrillé après l'armée, une troupe de « déchets politiques » ne pouvait guère renverser le pouvoir...

Afin de prouver son allégation, l'auteur du *Mythe...* invoque le « *premier chapitre de la première lettre aux Corinthiens* » qui, écrit-il :

n'est qu'une louange des « *fous de ce monde* » et, en même temps, l'affirmation que le Dieu de la Bible a choisi le « *vil et le méprisable* » pour ensuite promettre aux chrétiens le droit de rendre justice : « *Et si c'est par vous que le monde doit être jugé, seriez-vous indignes de rendre un jugement pour les affaires de moindre importance ? Ne savez-vous pas que nous jugerons les anges ? A plus forte raison, le biens de notre vie* » (VI, 2-3) [*Ibid.*, pp. 567-8.].

(1) : I Cor, IX, 14. Saint Paul s'appuyait sur les recommandations du Christ lui-même qui avait affirmé : « *Allez ! Je vous envoie comme des agneaux au milieu des loups. Ne portez pas de bourse, pas de besace, pas de chaussures, et ne saluez personne en chemin. En quelle maison que vous entriez, dites d'abord : Paix à cette maison ! [...] Restez dans cette maison, mangeant et buvant ce qui sera chez eux, car l'ouvrier a droit à son salaire* » (Luc, X, 3-7). (2) : Voy. Actes des Apôtres, XVIII, 1-4. (3) : Voy. A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 567.

A. Rosenberg poursuit ainsi :

Dans l'épître aux Éphésiens, 1, 21, Paul attribue à Jésus la toute puissance, le pouvoir et la souveraineté, non seulement aujourd'hui, mais aussi dans le futur [*Ibid.*, p. 568].

Et de conclure :

Il est indiscutable qu'il cherchait un soulèvement mondial, à l'aide des parias de tous les pays et de tous les peuples, en vue d'une théocratie [*Id.*].

■ **Un auteur de mauvaise foi**

Présenté ainsi, ce raisonnement peut convaincre. Toutefois, celui qui aura la curiosité de vérifier à la source et de lire le *Nouveau Testament* verra immédiatement la mauvaise foi de l'auteur. Voici pourquoi :

Le fait que l'Église ait compté parmi ses premiers fidèles « *peu de sages dans la chair, peu de gens puissants, peu de nobles de naissance* » (I Cor, I, 26) est une réalité incontestable. Mais faut-il croire que saint Paul aurait promis à tous ces petites gens le pouvoir de rendre justice (sous-entendu : sur la terre) ? Certainement pas ! A. Rosenberg peut prétendre le contraire parce qu'il a omis de citer la première phrase du sixième paragraphe de la lettre. Saint Paul écrivait :

Ne savez-vous pas que les saints auront à juger le monde ? Et si c'est par vous que le monde doit être jugé... [I Cor., VI, 1-2...].

Cette première phrase est capitale pour deux raisons :

1°) En écrivant cela, saint Paul n'inventait pas une doctrine pour justifier un appel au soulèvement. Il ne faisait que reprendre l'enseignement traditionnel hébraïque selon

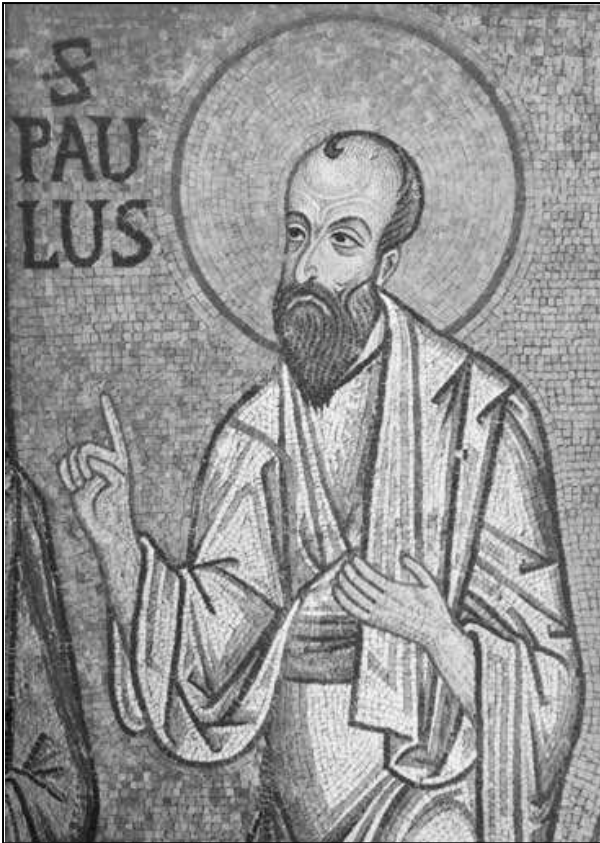
lequel, à la fin du monde, les élus (*i.e.* : les saints) prendraient « *possession du royaume* » (Daniel, VII, 22), ce qui leur donnait le pouvoir de juger. Dans son *Apocalypse*, d'ailleurs, saint Jean écrit :

Puis je vis des trônes, où prirent place ceux à qui fut donné le pouvoir de juger : (c'était) des âmes de ceux qui avaient été décapités à cause du témoignage de Jésus et de la parole de Dieu, et tous ceux qui n'avaient pas adoré la Bête ni la statue et qui n'avaient pas reçu sur le front et sur la main [*Apoc.*, XX, 4].

2°) Lorsqu'il parlait des « saints » ayant à juger le monde, il affirmait nettement que seuls les élus pourraient le faire (donc pas tous les chrétiens) et, surtout, que ce jugement aurait lieu ***après la fin du monde*** (ce qui ressort nettement de l'*Apocalypse* de saint Jean). Preuve qu'il ne s'agissait pas d'organiser une agitation terrestre immédiate.

Quant au premier paragraphe de l'épître aux Éphésiens dont parle A. Rosenberg, saint Paul l'a écrit non pour revendiquer la puissance actuelle de Jésus en vue de je ne sais quelle révolte, mais pour exalter la puissance d'un Dieu capable d'illuminer l'esprit des hommes afin qu'ils grandissent en sainteté. Là encore, il faut tout lire ; l'apôtre expliquait (je souligne) :

je ne cesse de rendre grâce pour vous, faisant mémoire (de vous) dans mes prières. Que le Dieu de notre Seigneur Jésus-Christ, le Père de la gloire, vous donne un esprit de sagesse et de révélation pour le bien connaître lui-même ; qu'il illumine votre intelligence afin que vous sachiez quelle est l'espérance donnée par son appel, combien riche est la gloire de son héritage parmi les saints, et **quelle est la grandeur extraordinaire de sa puissance à notre endroit**, pour nous les croyants. **L'exem-**



Les images qui font de saint Paul un antiraciste ou un grand chambardeur de l'ordre social de son temps sont erronées.

ple en est dans l'efficacité souveraine de la **force qu'il a déployée en la personne du Christ**, le ressuscitant d'entre les morts et le faisant **asseoir à sa droite dans les cieux, bien au-dessus de toute Principauté, Puissance, Vertu, Seigneurie**, et de tout ce qui porte un nom, non seulement dans le monde présent, mais encore dans le monde à venir [Eph., I, 16-21].

Plus loin, d'ailleurs, saint Paul chantait la gloire de « *celui qui peut, par la puissance avec laquelle il agit en nous, faire infiniment plus que tout ce que nous demandons ou concevons* » (Eph., III, 20). C'est clair : aux Éphésiens, l'apôtre parlait de la gloire du Christ ressuscité non pour appeler à la révolte ou à la sédition, mais pour exalter la toute puissance de Dieu capable d'opérer

des miracles dans l'âme des croyants.

La meilleure preuve est que, dans cette même lettre, l'auteur appelait le chrétien à combattre non des hommes, mais les puissances de l'Enfer :

Il ne s'agit pas pour nous, en effet, de lutter contre des hommes, mais contre les Principautés, contre les Puissances, contre les Souverains de ce monde ténébreux, contre les esprits mauvais qui sont dans les airs [Eph., VI, 12].

S'adressant aux Romains, saint Paul avait été encore plus net, déclarant :

Que tout homme soit soumis aux autorités souveraines, car il n'est pas d'autorité qui ne vienne de Dieu, et celles qui existent ont été établies par Dieu. Ainsi, celui qui s'insurge contre l'autorité se révolte contre l'ordre établi par Dieu [Rom., XIII, 1-2].

◆ CONCLUSION SUR A. ROSENBERG

Ces quelques rappels permettent de mesurer toute l'ignorance (ou la mauvaise foi) d'un A. Rosenberg lorsqu'il prétendait décrire saint Paul comme l'inventeur du christianisme et un semeur de révolte. Car lorsqu'il publia son ouvrage, il y a bien longtemps que l'Église avait réfuté ces assertions, par exemple dans le *Dictionnaire apologétique* de d'Alès (fasc. XVIII, col. 1621-1654, paru en 1924) que l'auteur du *Mythe...* s'est bien gardé de citer. Cependant, si vous lisez son livre sans prendre le temps de vérifier en remontant aux sources, son raisonnement vous paraîtra très convaincant. Car avec des bribes de textes soigneusement choisies, on peut tout « démontrer ».

Telles est la raison pour laquelle je vous appelle à la méfiance face à des thèses bâties sur quelques citations tirées de leur contexte.

◆ AUTRE EXEMPLE : L'ÉGLISE ET LA QUESTION SOCIALE

■ Quelques discours choisis

La tromperie est d'autant plus aisée que, parfois, les conclusions tirées de quelques citations sont erronées, même si ces citations sont honnêtes, c'est-à-dire qu'elles reflètent le message des auteurs invoqués. Prenons l'exemple de l'Église face à la question sociale au XIX^{ème} siècle. Je pourrais vous dire :

- qu'en 1838, dans son mandement de Carême, le cardinal de Croy, archevêque de Rouen, s'éleva contre le travail des enfants ;

- qu'à quatre reprises, de 1837 à 1843, M^{gr} Belmas, évêque de Cambrai, flétrit les abus dont souffraient les ouvriers et condamna « *la soif immodérée des richesses qui immole à ses fureurs ceux qu'elle emploie* » ;

- qu'en 1843, M^{gr} Affre, archevêque de Paris, dénonça publiquement les erreurs du système économique et de l'industrie ;

- que la même année, dans un mandement qui fit sensation, M^{gr} Belmas protesta contre « *l'oppression de la faiblesse* » et rappela que l'Église condamnait « *la traite des blancs comme la traite des noirs* ».

■ Citations vraies, mais conclusion fausse

Une vérification aux sources démontrera que ces allégations ne sont pas mensongères. Je pourrais alors en déduire qu'au XIX^{ème} siècle, en France, l'Église s'est vivement intéressée à la question sociale et à la défense du monde ouvrier. Cette conclusion serait cependant erronée. Dans un article publié en 1959 Daniel-Rops explique pourquoi. Il écrit :

J.-B. Duroselle, qui a examiné de très près les Mandements épiscopaux de cette période, conservés en grand nombre aux Archives nationales, croit pouvoir « donner une réponse catégorique. L'épiscopat, à deux ou trois exceptions près, n'a pas eu la moindre idée qu'il pouvait exister un problème ouvrier ». Le R. P. Droulers a dépouillé, aux Archives vaticanes, les rapports des Nonces à Paris : pas un ne parle du problème social. De nombreux évêques se désolent de constater la déchristianisation, mais rares, très rares, sont ceux qui soupçonnent que ce phénomène est lié à une situation sociale [1].

Loin, donc, d'être représentatifs, les trois évêques mentionnés ci-dessus figuraient parmi les « *très rares* » exceptions. D'où la fausseté de la conclusion selon laquelle au XIX^{ème} siècle, en France, l'Église se serait vivement intéressée à la question sociale, même si elle s'appuyait sur des faits vrais et des citations honnêtes.

Ce simple exemple démontre qu'en histoire, la véracité des faits et l'honnêteté des citations ne suffisent pas. Il faut également s'intéresser à leur *représentativité* au sein du groupe considéré. L'objectivité

(1) : Voy. Daniel-Rops, « Un évêque savoyard et la question sociale », publié dans *Ecclesia*, mars 1959, p. 30.

consiste à donc à effectuer tout des enquêtes globales et, ensuite, à illustrer ce qui était à l'aide de quelques exemples saillants.

◆ LES MÉTHODES DE L'ACCUSATION FRANÇAISE À NUREMBERG

Or, je note que depuis 1945, cette méthode n'est guère utilisée lorsqu'il s'agit de présenter le national-socialisme. Sans surprise, tout comença à Nuremberg. L'Accusation

prétendit par exemple que, partout où ils avaient dominé, les « nazis » n'avaient cessé de torturer leurs adversaires. Le 22 novembre 1945, le correspondant du quotidien *Le Monde* écrivit :

[...] ce réquisitoire contre Göring et consorts, cette pièce monumentale, c'est l'histoire des terreurs et des supplices de l'Europe pendant plus de dix ans [...] ; une histoire d'attentats, de meurtres, de tortures [...]. Partout où règnent les nazis, des déportations, des tortures, des camps, des chambres à gaz [1].

Le Monde, 22 novembre 1945, p. 1.

AU PROCES DE NUREMBERG

Le rappel de leurs crimes monstrueux semble laisser les accusés indifférents...

La lecture de l'acte d'accusation contre les vingt-trois inculpés du procès des grands criminels de guerre, commencée un peu après 10 heures, hier mardi, s'est achevée à 15 h. 30.

Dans la salle du tribunal, éclairée au néon, et qui baigne dans une lumière sans ombre, de rigoureuses mesures de sécurité ont été prises : grâce à des vasis-tas pratiqués dans les murs, des observateurs peuvent déceler le moindre désordre. Un contrôle extrêmement sévère a été installé devant chaque porte et des chars ont été mis en faction aux abords du palais.

Seuls parmi les juges, les deux Russes ont revêtu leur uniforme aux épaulettes d'or ; les autres portent la robe noire et, les Français, le rabat. Les avocats, en robe noire ou violette, ou en veston, sont tous des Allemands.

Au banc des accusés, Göring, en tenue gris clair de maréchal de l'air. Derrière lui, Keitel en uniforme *feld-grün*, sans écussons, sans insignes, sans décorations. Tous les autres sont en civil.

Göring — qui occupe la première place — a le visage reposé ; il a perdu sa graisse et a rajeuni de dix ans. Son voisin, Hess — le beau Rudolf — est, au contraire, un homme physiquement défilé, au teint jaune, aux pommettes saillantes. Un malade ? Un maniaque ? Personne ne le sait au juste. Ribbentrop a un peu vieilli.

Derrière le maréchal Keitel, l'amiral Dönitz, et son prédécesseur Raeder, on aperçoit la tête de renard de Papen, le profil slave de Rosenberg, le masque de Julius Streicher.

Comme ils sont calmes, ces messieurs, les chets — après Hitler et avec Himmler, Goebbels et Bormann, déjà disparus dans le cataclysme — d'une des plus effroyables entreprises de guerre, de meurtres et de dévastation qui aient jamais ravagé le monde ! Et pourtant, ce réquisitoire contre Göring et consorts, cette pièce monumentale, c'est l'histoire des terreurs et des supplices de l'Europe pendant plus de dix ans ; l'histoire d'une conspiration véritablement colossale, des violations les plus cyniques des engagements humains ; une histoire d'attentats, de meurtres, de tortures. Les chapitres se succèdent : crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Et les chiffres les plus effrayants : « 1.794 Français morts au camp de Dora en quatre mois ; 22.700 à Buchenwald en trois mois, sur 228.000 Français déportés, seulement 28.000 survivants. 1.500.000 personnes, de toutes nationalités exterminées à Maidanek ; 4 millions à Auschwitz ; 700.000 à Lwow ; 70.000 à Kaunas ; 577.000 en Lettonie ; 135.000 à Smolensk ; 144.000 en Crimée ; 195.000 à Kharkov. Partout où règnent les nazis, des déportations, des tortures, des camps, des chambres à gaz.

A 16 heures, le représentant soviétique lit encore la partie de l'acte d'accusation consacrée aux « crimes contre l'humanité », qui a été réservée à l'U. R. S. S. : villes détruites sauvagement en Tchécoslovaquie, en Grèce, en Norvège, en Hollande, en France ; Lidice, Oradour, Saint-Dié, la Chapelle-en-Vercors... La voix du représentant de l'armée rouge n'est plus seulement le cri vengeur de « Mort aux envahisseurs allemands » qui résonnait au-dessus des steppes de l'Est depuis 1941 : elle fait, cette voix, la récapitulation méthodique de toutes les

(1) : Voy. *Le Monde*, 22 novembre 1945, p. 1.



L'image d'Épinal de la Gestapo

Le 17 janvier 1946, dans son réquisitoire introductif, le procureur général français F. de Menton parla de « *la France dont tant des siens furent torturés et assassinés dans les geôles de la Gestapo* » (TMI, V, 372). Peu après, il lança :

nous nous trouvons bien devant une criminalité systématique découlant nécessairement d'une doctrine monstrueuse, servie avec une volonté délibérée par les dirigeants de l'Allemagne nazie [Ibid., p. 383].

■ Les témoins de la défense contestent l'existence d'ordres supérieurs qui auraient autorisé le recours à la torture

Seulement, une « criminalité systématique » mise en place pendant quatre ans à l'échelle européenne aurait nécessité des ordres généraux. Or, lors de leurs interrogatoires, les témoins (de la Défense) et les accusés furent formels : entre 1933 et 1945, aucun ordre n'était jamais parvenu aux services de Police qui aurait autorisé le recours à la torture contre les Résistants. Le 16 avril 1946, le Tribunal entendit Rudolf Bilfinger. A partir de 1943,

cet ancien membre du RSHA avait été « *expert des questions juridiques touchant à la Police* » (TMI, XII, 52). Questionné par M^e Merkel, il déclara :

Aucun mauvais traitement ni aucune torture n'étaient autorisés et, à ma connaissance, rien de tel ne se produisit ; je ne sais si [en cas de bavure] tout le monde, ou un certain nombre de personnes en étaient informés. Moi, je n'en savais rien [Ibid., p. 58].

Quatre jours auparavant, l'accusé E. Kaltenbrunner avait parlé dans le même sens, comme en témoigne ce qui suit :

Dr MERKEL. — Le Ministère public a soumis un grand nombre de preuves relatives à des tortures et à des sévices commis dans les régions occupées de l'Ouest, France, Pays-Bas, Belgique, Norvège. Le RSHA a-t-il donné des instructions pour faire commettre ces tortures ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Non, certainement pas.

Dr MERKEL. — Comment expliquez-vous ces mauvais traitements ?

ACCUSÉ KALTENBRUNNER. — Je n'ai jamais entendu parler des sévices qu'on reproche ici à la Police d'État. A mon avis, il s'agit probablement d'excès commis par certains individus, mais il n'y a jamais eu d'instructions données à ce sujet [TMI, XI, 321].

L'accusé expliqua ensuite que pour les policiers coupables de mauvais traitements, il existait une « *juridiction particulière* » qui prononçait « *des peines beaucoup plus sévères que la juridiction civile* » (Id.). Trois mois plus tard, le témoin K. Hoffmann confirma :

Dr MERKEL. — Existait-il une réglementation uniforme prescrivant d'employer des mauvais traitements ou des tortures au cours des interrogatoires ?

Certes, aucun ordre précis, aucune directive détaillée, émanant directement de l'un des accusés ou d'un de leurs subordonnés immédiats et valable pour l'ensemble de la Police allemande ou pour

403

17 janv. 46

celle des territoires occupés de l'Ouest, n'ont été découverts. Mais ces crimes ont été commis par une police qui est l'expression directe de l'idéologie nationale-socialiste et l'instrument le moins contestable de la politique nationale-socialiste dont tous les accusés portent la responsabilité pleine et entière.

~~Devant la masse considérable des faits leur similitude leur~~

TMI, V, 403-4 : L'Accusation française à Nuremberg est contrainte d'avouer qu'elle ne pourra pas produire une seule preuve documentaire.

TÉMOIN HOFFMANN. — Les tortures et les mauvais traitements étaient sévèrement interdits et passibles de sanctions devant les tribunaux.

Dr MERKEL. — Connaissez-vous des cas dans lesquels des interrogatoires auraient été jugés par des tribunaux ?

TÉMOIN HOFFMANN. — Je me souviens de deux employés de la Police d'État de Düsseldorf qui ont été jugés par le tribunal régulier pour avoir fait subir des mauvais traitements à des prisonniers [TMI, XX, 178].

■ **L'Accusation est incapable de produire un seul ordre allemand**

Naturellement, on pourra me dire que tous ces individus mentaient pour tenter de sauver leur tête dans l'immédiat ou dans un possible procès à venir. Seulement, c'était à l'Accusation de le démontrer en produisant ces ordres généraux dont l'existence était ici contestée. Le matin du 17 janvier 1946, le procureur général français releva le défi lorsqu'il lança (je souligne) :

Ils [Les accusés] ont délibérément voulu, prémédité et **ordonné** ces crimes ou se sont sciemment associés à cette politique de criminalité organisée [TMI, V, 395].

Mais quelques heures plus tard, lors de l'audience de l'après-midi, la baudruche se dégonfla. Concernant les « crimes de la Police », F. de Menton concéda :

Certes, aucun ordre précis, aucune directive détaillée, émanant directement de l'un des accusés ou d'un de leurs subordonnés immédiat et valable pour l'ensemble de la Police allemande ou pour celle des territoires occupés de l'Ouest, n'ont été découverts [TMI, V, 403-4].

Huit jours plus tard, son adjoint Charles Dubost confirma le vide documentaire devant lequel l'Accusation se trouvait. S'adressant au Tribunal qui commençait à s'impatience, il déclara (je souligne) :

Il me faut apporter la preuve que les crimes commis individuellement par les chefs de la Police allemande dans chacune des villes, dans chacune des régions des pays occupés de l'Ouest, l'ont été, en exécution d'une volonté centrale, d'une volonté émanant du gouvernement allemand, ce qui nous permet de saisir un à un tous les accusés. **Cette preuve, je ne pourrai pas la faire en vous apportant des documents allemands.** Il faudra que vous teniez pour valable la lecture des témoignages que je vais commencer à faire [TMI, VI, 168-9].

Ou encore :

Nous ne pouvons pas apporter une preuve directe [...] en vous présentant des documents signés Keitel, notamment [...] [*Ibid.*, p. 174].

L'Accusation n'avait donc rien trouvé : pas la moindre directive des autorités, pas la moindre instruction du plus petit subordonné. Rien. Le vide complet.

■ La malhonnêteté de l'Accusation lorsqu'elle prétend pallier l'absence d'ordres.

Afin de pallier ce manque, la délégation française cita quelques dizaines de témoignages éparés — et même pas faits sous serment — d'« atrocités nazies ». La plupart de ces récits concernaient des mauvais traitements dans des prisons sous l'occupation. Après discussion, le Tribunal les accepta en se fondant sur l'article 21 du statut qui l'autorisait à considérer comme « *preuves authentiques les documents et rapports officiels [...] dressés par les Commissions établies dans les divers pays alliés pour les enquêtes sur les crimes de guerre* » [1].

Pourtant, sauf à effectuer des enquêtes précises, toutes ces déclarations étaient absolument invérifiables et donc n'avaient aucune force probante. De plus, même à supposer qu'elles aient décrit la réalité, un échantillon de témoignages éparés, relatant quelques faits ponctuels survenus dans une époque troublée,

pouvait-il *prouver* l'existence d'ordres supérieurs ? Non, naturellement. Dès 1948, M. Bardèche écrit :

La seconde malhonnêteté de la délégation française a consisté à remplacer ces preuves qu'on ne possédait pas, ces ordres qu'on ne possédait pas et dont il est incorrect de dire devant un tribunal qu'ils ont existé puisqu'on ne les fournit pas, par un dénombrement. Je ne fournirai pas de preuves, dit le délégué français, mais je vais faire venir tant de témoins, je déposerai tant de rapports, que ce sera la même chose qu'une preuve, car on verra que tout s'est passé de même partout, ce qui suppose des ordres [2]. Belle chose à dire dans le pays de Descartes ! Les garçons de quatorze ans, dans nos lycées, entendent dire que la première règle de la méthode scientifique est en effet de s'appuyer sur des dénombrements *complets*. Ce petit adjectif est essentiel, car ce petit adjectif, c'est l'honnêteté. Or la délégation française [...] a horreur des dénombrements complets. La délégation française confond dénombrement et échantillon. Elle pique quelques rapports de police où l'on parle de massacre, et elle conclut : on massacrait partout, M. Keitel, de votre quartier général sur le Dniepr, vous aviez donné l'ordre de massacrer à Annevoys, à Rodez, à Tavaux, à Montpezat de Quercy [...]. Tantôt la délégation française s'attache à des incidents particuliers qui, quelque pénibles qu'ils soient par eux-mêmes, n'ont en aucune manière une portée générale : ainsi l'arrestation de la famille du général Giraud, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire, ne prouve nullement que les familles des Résistants ont été systématiquement déportées en Allemagne, et nous savons tous qu'il n'en est rien. Une bonne statistique eût mieux fait l'affaire. Tantôt, elle brandit des petits bouts de papier

(1) : Pour l'article 21, voy. *TMI*, I, 17. Sur le fait que le Tribunal accepta les « témoignages » produits par la délégation française en vertu de cet article, voy. *TMI*, VI, 173 : « *LE PRÉSIDENT. — Le Tribunal a envisagé les arguments qui lui ont été présentés, et il pense que le document, versé par le Ministère public français, est un document d'une commission instituée pour les enquêtes sur les crimes de guerre, aux termes de l'article 21 de la Charte.* » (2) : « *Nous nous appliquerons à démontrer que, partout, les tortionnaires ont appliqué les mêmes procédés et n'ont pu le faire qu'en exécution d'ordres qui leur avaient été donnés par leurs chefs* » (déclaration de C. Dubost, *TMI*, VI, 178).

qu'on renifle, qu'on examine, qu'on regarde en transparence avec des marques visibles de soupçon : c'est un officier de police de Saint-Gingolf (Var) qui certifie quelque chose sur les internements administratifs, c'est la Sécurité militaire du Vaucluse qui assure qu'on était mal en prison, c'est un chef d'état-major FFI qui a trouvé un instrument avec des boules. Pour ceux qui savent que la plupart des officiers de police improvisés à la libération ont dû être rétrogradés plus tard, qu'un certain nombre des membres de la Sécurité militaire sont maintenant incarcérés et que les chefs d'état-major FFI avaient souvent pris leurs galons la veille, ces « rapports » surmontés de tampons ne sont pas fort impressionnants. Une enquête sérieuse eût révélé que le régime des prisons variait suivant les prisons, qu'on pouvait être enfermé à Fresnes et ne pas être torturé, que certains services de police ont été corrects et que d'autres étaient composés de tortionnaires, que même les méthodes de la gestapo ont varié, en France, suivant les subalternes qui en avaient la responsabilité [1].

En produisant ces documents, l'Accusation avait tout au plus démontré que, sous l'occupation, les forces de police allemande ou ayant travaillé pour les Allemands avaient

commis certains excès. Mais dans des périodes troublées, qui n'en commet pas ? Là encore, il faut savoir remettre dans le contexte et ne pas imputer à une idéologie quelconque des actes dus à la pression du moment, lorsqu'on livre un combat désespéré à la vie et à la mort.

Soixante ans après, cependant, et bien qu'aucun ordre n'ait été découvert, la thèse officielle continue de prétendre que, sous l'Occupation, les Allemands n'ont cessé de torturer et de massacrer. Ce n'est pas ainsi qu'on écrit l'histoire. Je le répète et le répéterai : l'objectivité consiste tout d'abord à ne pas citer hors-contexte (ce qui permet bien souvent de trahir la pensée de l'auteur) ; elle consiste ensuite à ne pas généraliser abusivement à partir de quelques citations (même exactes) et de quelques faits (même avérés). Nos adversaires sont-ils prêts à agir ainsi avec le national-socialisme et ce qui l'entoure ? Je sais que non.

Veillez, Madame...

(1) : Voy. Maurice Bardèche, *Nuremberg ou la Terre promise* (éd. des Sept Couleurs, 1948), pp. 122-3.

ÉGLISE ET ANTISÉMITISME : LA PORTÉE RÉELLE D'UNE CONDAMNATION

par Marie Pererou

L'équipe de Sans Concession a reçu la lettre courtoise suivante d'un lecteur :

Mademoiselle, Messieurs,

Un prêtre de la Fraternité Saint-Pie X m'a récemment déclaré que la Fraternité ne pouvait cautionner les « opinions négationnistes » de M^{gr} Williamson tout simplement parce qu'en 1928, l'Église avait condamné l'antisémitisme. Je lui ai répondu que le révisionnisme se fondait avant tout sur des arguments scientifiques, donc sans aucun rapport avec la haine des juifs. Il m'a rétorqué que, dans les faits, le « négationnisme » nourrissait certains discours antisémites. C'est pourquoi une œuvre d'Église comme la Fraternité ne pouvait s'y associer, puisque, répéta-t-il, l'antisémitisme avait été condamné dès 1928.

Je lui ai demandé le texte de cette condamnation ; il m'a renvoyé à la *Documentation Catholique* de l'é-

poque. Hélas, je ne possède pas cette revue.

J'avoue cependant que cet argument m'a ébranlé. Car il est indéniable que les thèses révisionnistes font des juifs d'éternels geignards, menteurs, voleurs et avides de vengeance, ce qui reste le principal cliché du discours antisémite politique. Dès lors, si vraiment l'Église a condamné l'antisémitisme, comment reprocher à la Fraternité Saint-Pie X sa stratégie adoptée dans l'affaire Williamson ? Ne faut-il pas parfois dénoncer publiquement certaines thèses, même vraies, lorsqu'elles alimentent *automatiquement* des discours condamnés ?

Vous vous rendrez bien compte, Monsieur Reynouard, qu'il ne s'agit pas ici d'être « prudent » (je sais que vous détestez les « prudents »), mais de rester tout simplement catholique, fidèle aux enseignements de l'Église.

Veillez...

Voici la réponse de Marie Pererou :

Monsieur,

Merci pour votre lettre. Décidément, les éternels lâches sont prêts à tout pour tenter de justifier leur couardise. Mais comme d'habitude, ils agissent avec mauvaise foi. Je passe rapidement sur l'accusation selon laquelle le révisionnisme serait une arme dans l'arsenal des antisémites. Afin d'éviter une discussion oiseuse, je vais, ici, l'accepter. Oui, le temps d'écrire cette lettre, je vais supposer que tous les révisionnistes sont des antisémites. L'argumentaire de ce prêtre doit-il être alors accepté ? Pas le moins du monde.

◆ LA CONDAMNATION DE 1928

■ Le texte exact

Voici la partie importante du texte du Saint-Office daté du 25 mars 1928 et condamnant l'antisémitisme :

Avec quelle charité le Siège apostolique n'a-t-il pas protégé le même peuple [le peuple juif] contre les vexations injustes, et parce qu'il réproouve toutes les haines et les animosités entre les peuples, il condamne au plus haut point la haine contre le peuple autrefois choisi par Dieu, cette haine que l'on a coutume de désigner communément par le mot d'« antisémitisme ».

(Qua caritate permota Apostolica Sedes eundem populum contra injustas vexationes protegit, et quemadmodum omnes invidias ac simultates inter populos reprobant, ita vel maxime damnant odium

adversus populum olim ad Deo electum, odium nempe illud, quod vulgo « antisemitismi » nomine nunc significari solet.) [1].

■ Un simple rappel d'une doctrine traditionnelle

Loin, donc, d'être une condamnation nouvelle ou solennelle, le texte du 25 mars 1928 ne faisait que rappeler, en l'appliquant au peuple juif, la doctrine de l'Église qui prônait l'amour du prochain, quel qu'il soit. En guise d'illustration, il évoquait les papes qui, tout au long de l'histoire, avaient protégé les juifs contre les fureurs des peuples *lorsque celles-ci étaient injustifiées* [2].

Déjà en 1923, le cardinal Faulhaber avait dénoncé la « *haine qui, aveuglement et sans preuve de culpabilité individuelle, condamne en bloc nos concitoyens israélites ou d'autres groupes de citoyens* » [2], preuve qu'en 1928, il n'y avait rien de nouveau.



Le cardinal Faulhaber

(1) : Voy. la *Documentation catholique*, 1928, t. I, col. 1077. (2) : A ce sujet, voir Emmanuel Rodocanachi, *Le Saint-Siège et les Juifs* (Librairie de Firmin-Didot et Cie, Paris, 1891). (2) : Voy. *Bayerischer Kurier*, 8 novembre 1923, lettre du cardinal publiée sous le titre : « Catholicisme et guerre civile. Un avertissement du cardinal Faulhaber ». Traduction française parue dans la *Documentation catholique*, 19 juillet 1924, col. 76.

■ Les fondements de cette doctrine

Cette doctrine de l'Église se fonde sur le fait que, malgré ses péchés détestables en eux-mêmes, le pécheur reste une créature de Dieu, donc un être digne de compassion charitable. En conséquence, s'il faut dénoncer et condamner le péché, il faut en même temps aimer le pécheur et prier sincèrement pour lui. Dans sa livraison du 27 septembre 1928, au sein d'un article sur la question juive, l'*Ami du Clergé* l'expliqua très clairement en ces termes :

On n'est certes pas « antisémite » à l'*Ami du Clergé*. Et qui peu de bonne foi être, théoriquement au moins, antisémite, si par antisémite on entend la haine à priori du juif en tant que tel ? Pour un chrétien, les haines de race sont condamnables tout comme les haines personnelles.

Le mal est sans doute détestable partout où il se rencontre. Mais les défaillances du pécheur ne sont pas tout son être, toute la substance de sa personnalité. Sous les scories de ses fautes, qui ne sont qu'actes transitoires de sa liberté dévoyée, il garde une âme spirituelle pour le salut de laquelle, comme pour le salut de toute âme humaine, le Christ a versé son sang rédempteur au Calvaire ; une âme que le juste, par conséquent, tient avec raison pour sœur de la sienne, digne de son respect, de sa compassion, de sa charité.

C'est l'explication de la loi évangélique qui veut que nous aimions les pécheurs, nos ennemis même ; non pas que leurs péchés ou leur attitude hostile à notre endroit puissent être jamais pour nous des objets de complaisance approbative, mais parce qu'ils sont « aimables » dans leur personnalité spirituelle, par quoi ils restent toujours nos frères et les « clients » du Christ.

Ce qui explique encore que, s'il est déjà déraisonnable d'englober l'individu tout entier dans la réprobation que méritent ses fautes, il est plus contraire encore à

la loi naturelle aussi bien qu'à la loi évangélique, d'étendre à une société, à une race tout entière, l'antipathie que peut justifier la sottise ou la culpabilité de ses membres.

En ce qui concerne les juifs, rien n'est historiquement mieux constaté que l'attitude officielle bienveillante de l'Église catholique à leur endroit, rien de plus connu que la protection dont leur « ghetto » a joui à Rome sous l'autorité temporelle des Souverains Pontifes. Sans doute. Tout cela, néanmoins, n'empêche pas qu'on puisse et qu'on doive, à l'occasion, ouvrir l'œil sur leurs « procédés inamicaux », quand il leur arrive d'en user au détriment des sociétés qui veulent bien offrir un refuge à leurs errantes individualités [1].

◆ UN CATHOLIQUE POUVAIT DÉNONCER LES JUIFS

■ La bande-dessinée du Pèlerin

Le message était clair : s'il ne fallait pas haïr les juifs d'une haine purement raciale, on pouvait — et on devait même — dénoncer leurs agissements « inamicaux ». Voilà pourquoi dans sa livraison du 11 juin 1922, l'hebdomadaire catholique *Le Pèlerin* avait pu, sans être réprimandé par Rome, publier une petite bande dessinée de Juniper intitulée : « L'emprise juive ». On lisait :

Au Guignol, international, la finance juive tire les ficelles : les politiciens sont entre ses mains des marionnettes dociles autant qu'hypocrites. Malheur à qui résiste à la puissance du « Veau d'or » !

Comme des punaises, les juifs envahissent les pouvoirs publics et préparent les lois qui corrompent les nations. Citons pour mémoire le juif Naquet, promoteur, en France, du divorce.

La pieuvre juive, à la panse gonflée d'or, accapare toutes les industries. Le « Kaiser industriel », Hugo Stinnes, contrôle en Allemagne les plus puissantes

(1) : Voy. l'*Ami du Clergé*, 27 septembre 1928, p. 683, col. A.

Petite bande dessinée de Juniper intitulée : « L'emprise juive » et publiée par l'hebdomadaire catholique *Le Pèlerin* Voilà dans sa livraison du 11 juin 1922.

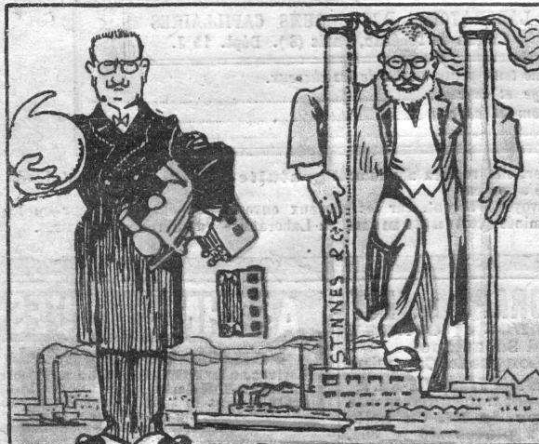
L'EMPRISE JUIVE, par JUNIPER.



Au Guignol international, la finance juive tire les ficelles; les politiciens sont entre ses mains des marionnettes dociles autant qu'hypocrites. Malheur à qui résiste à la puissance du « Veau d'or »!



Comme des punaises, les Juifs envahissent les pouvoirs publics et préparent les lois qui corrompent les nations. Citons pour mémoire le Juif Naquet, promoteur, en France, du divorce.



La pieuvre juive, à la panse gonflée d'or, accapare toutes les industries. Le « Kaiser industriel », Hugo Stinnes, contrôle en Allemagne les plus puissantes Compagnies minières et de navigation.



Dans les domaines de l'esprit, le Juif sème à profusion les plantes vénéneuses, propage les doctrines empoisonnées: scientisme, spiritisme, théosophisme, libre pensée, portent son estampille.



Mais c'est surtout dans les marais de la pornographie que se complait la juiverie; par elle, le flot montant des romans, des pièces et des films orduriers déferle sur le monde.



Ces sans-patrie s'entendent à merveille pour asservir et ruiner celle des autres. Les Juifs composent l'état-major du bolchevisme qui opprime la Russie: Trotsky, Litvinof, Radek, Krassine, autant de Juifs!

tes Compagnies minières et de navigation.

Dans les domaines de l'esprit, le juif sème à profusion les plantes vénéneuses, propage les doctrines empoisonnées : scientisme, spiritisme, théosophie, libre pensée, portent son estampille.

Mais c'est surtout dans les marais de la pornographie que son complot la juiverie ; par elle, le flot montant des romans, des pièces et des films orduriers déferle sur le monde.

Ces sans-patrie s'entendent à merveille pour asservir et ruiner celles des autres. Les juifs composent l'état-major du bolchevisme qui opprime la Russie : Trotsky, Litvinof, Radek, Krassine, autant de juifs !

L'article de la *Civiltà cattolica*

Bien plus, en juillet 1928, soit quatre mois seulement après la condamnation de l'antisémitisme par l'Église, la *Civiltà cattolica* publia un long article intitulé : « Le péril judaïque et les "Amis d'Israël" ». Une traduction partielle en français parut dans le *Correspondant* du 10 juillet 1928. L'auteur écrivait notamment :

Le péril juif est une menace universelle persistante par suite de la perniciose infiltration des juifs et de leur néfaste ingérence particulièrement dans les affaires des peuples chrétiens, et plus spécialement encore des catholiques et des latins, chez qui la cécité du vieux libéralisme a favorisé les juifs, tandis qu'il persécutait les catholiques et les religieux [...].

Depuis le milieu du siècle dernier, on a accordé aux juifs, non seulement pleine licence, mais une condition de faveur, plus que la simple liberté ou un traitement équivalent. On est allé pour eux jusqu'à une véritable hégémonie dans de nombreux domaines de la vie publique, particulièrement de l'économie et de l'industrie, dans la haute banque par exemple ou leur a été attribuée une omnipotence dictatoriale qui peut faire la loi

aux États et aux groupements : et en cela ils touchent aussi à la politique, car dans la finance ils ne peuvent rencontrer que des rivaux, comme cela, s'est trouvé pendant la guerre.

Ce fait, qui est en vérité un étrange phénomène, ne peut être justifié par le nombre des juifs qui peuplent les nations. C'est, au contraire, l'effet de leur ingérence et d'une indéniable puissance qu'ils ont acquise, non pas proportionnellement à leur nombre, mais d'une façon qui est contraire à la raison et au bien commun [1].

■ Les propos de l'évêque de Linz en janvier 1933

Plus intéressant encore, une semaine avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, M^{gr} Gfoellner, évêque de Linz, rappela que si l'antisémitisme purement racial était condamné par l'Église, l'« *antisémitisme intellectuel et moral* » était, quant à lui, recommandé ; « *tout chrétien sincère* », dit-il, avait « *non seulement un droit légitime, mais [aussi] un impérieux devoir de conscience* » de briser la « *perniciose influence du judaïsme* ». Dans sa lettre pastorale du 23 janvier 1933, il écrivit :

Il est incontestable que nombre de Juifs, étrangers à toute préoccupation religieuse, exercent une influence souverainement perniciose dans tous les domaines de la civilisation moderne. La vie économique, le commerce, les affaires, la concurrence, la barreau, la médecine, la vie sociale, la politique sont bien souvent pénétrés, minés ou bouleversés par des principes matérialistes et libéraux surtout professés dans les milieux juifs. La presse et les réclames, le théâtre ou le cinéma font souvent preuve de tendances frivoles ou indécentes qui empoisonnent l'âme des populations chrétiennes jusqu'en ses plus intimes profondeurs, et c'est encore le monde juif qui est le principal inspirateur et le plus zélé colporteur de ces manifestations.

(1) : Voy. *Le Correspondant*, 10 juillet 1928, traduction partielle de l'article paru dans la *Civiltà cattolica*.



M^{gr} Gfoellner, évêque de Linz. Le 23 janvier 1933, il rappela que si l'antisémitisme purement racial était condamné par l'Église, l'« *antisémitisme intellectuel et moral* » était, quant à lui, recommandé à « *tout chrétien sincère* ».

De concert avec la franc-maçonnerie, le judaïsme dégénéré fut également et surtout le propagateur du mammonisme — cet égoïsme capitaliste, — en même temps que le fondateur et l'apôtre du socialisme ou du communisme, l'avant-coureur et le fourrier du bolchevisme. Combattre et briser cette pernicieuse influence du judaïsme est pour tout chrétien sincère non seulement un droit légitime, mais un impérieux devoir de conscience. Il serait donc à souhaiter que, du côté aryen et chrétien, les dangers et les maux créés par l'esprit juif fussent encore mieux connus, encore plus opiniâtrement combattus et que cet esprit n'y fût pas imité ou soutenu, publiquement ou furtivement.

Autrefois, notamment dans les villes italiennes, on assignait à la population juive un quartier spécial, le « Ghetto », afin d'entraver autant que possible l'esprit et l'influence du judaïsme ; notre

époque, à vrai dire, n'a pas l'habitude de proscrire les juifs hors d'un pays ; elle ferait pourtant bien, par sa législation et sa manière de gouverner, d'opposer une puissante digue à toute cette fange intellectuelle, à ce flot d'immondices qui, venant surtout du judaïsme, menace de submerger le monde. — Nous ne méconnaissions pas cependant que, parmi les juifs, il y ait de nobles caractères.

Si, donc le national-socialisme ne veut admettre dans son programme que cet antisémitisme intellectuel et moral, rien ne l'en empêche ; mais alors que le national-socialisme n'oublie pas que l'Église catholique est, plus que tout autre, le plus solide rempart qui s'oppose à l'assaut intellectuel de l'athéisme juif ; d'autre part, qu'il cesse d'attiser l'antisémitisme racial par une orgueilleuse apothéose de la race aryenne [1].

La conclusion s'impose : si, aujourd'hui, l'église de Rome était encore l'Église catholique, elle encouragerait le révisionnisme et féliciterait M^{gr} Williamson, car ils dénoncent le grand mensonge utilisé par les juifs (et par d'autres) pour culpabiliser l'Occident, miner la religion, promouvoir les Droits de l'Homme mortifères et rendre Israël intouchable.

◆ **LE MYTHE DE L' « HOLOCAUSTE »**
A MODIFIÉ, LE SENS DU TERME
« ANTISÉMITISME »

L'ennui est que ce mensonge de l'« Holocauste » a eu pour conséquence de confondre l'antisémitisme racial et l'antisémitisme intellectuel. Aujourd'hui, l'un et l'autre sont unis dans une même réprobation ; toute critique des juifs est considérée comme de l'« antisémitisme », y compris le fait de rappeler que les hébreux ne sont plus le peuple élu. Je n'exagère pas ; dans son ouvrage intitulé *Les grandes controverses de*

(1) : Voy. la *Documentation catholique*, 11 mars 1933, col. 585-6.

l'Église contemporaine, le théologien Henri Verbist rappelle le texte dans lequel, en mars 1928, le Saint-Office avait condamné les violences injustes exercées contre « *le peuple autrefois choisi par Dieu* ». Il commente : « *on perçoit encore un son antisémite dans l'expression "autrefois le peuple élu"* » [1]. Cette dernière appréciation démontre qu'en 40 ans, le sens du mot « antisémitisme » a considérablement évolué. A la manière d'un cancer, il s'est considérablement étendu. Ce qui, naguère, était considéré comme de simples constats ou des critiques justifiées est aujourd'hui perçu comme d'abominables attaques criminelles. Lorsque, en 1928, l'Église condamnait l'antisémitisme, elle reconnaissait le droit (un droit parfois même considéré comme un devoir) de dénoncer certaines réalités concernant les juifs. De nos jours, tout a changé. Qui ne s'agenouille pas devant les juifs est considéré comme un meurtrier en puissance.

◆ CONCLUSION

Voilà pourquoi j'estime malhonorable de s'appuyer sur la condamnation de 1928 pour tenter de justifier les positions prises à l'encontre du révisionnisme et de M^{gr} Williamson. Car le sens des mots ayant considérablement évolué, les anciens textes ne sont plus applicables tels quels. En feignant d'ignorer cette réalité, loin de servir l'Église, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X trahit au contraire l'Église (la vraie, pas celle née de « Vatican II »). Cela ne me surprend guère. Car lorsqu'on recherche à tout prix des accords avec les imposteurs qui occupent le Vatican, on met le doigt dans un engrenage qui vous happe et qui fait finalement de vous un complice de l'imposture. On ne traite pas avec le mensonge, quel qu'il soit ; on crie anathème et on les combat de front.

Veillez...

(1) : Voy. H. Verbist, *Les grandes controverses de l'Église contemporaine. De 1789 à nos jours* (éd. Marabout, 1971), pp. 293-4.